JULES MÉLINE
Ancien Ministre de l'Agriculture

Le Salut par la Terre

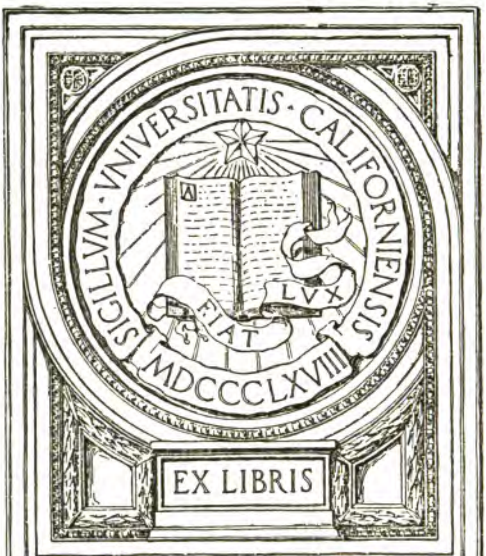
ET LE

Programme Économique de l'Avenir

NOUVELLE ÉDITION

LIBRAIRIE HACHETTE
79, BOUL. SAINT-GERMAIN, PARIS

1920


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

LE
Salut par la Terre

DU MÊME AUTEUR

A LA MÊME LIBRAIRIE

Le Retour à la Terre et la Surproduction industrielle (*Bibliothèque variée*). 1 vol. in-16 broché. . . . . . 5 fr.

84300. — Imprimerie LAHURE, 9, rue de Fleurus, à Paris.

JULES MÉLINE
Ancien Ministre de l'Agriculture

Le Salut par la Terre

ET LE

Programme Économique de l'Avenir

DEUXIÈME ÉDITION

LIBRAIRIE HACHETTE
79, BOUL. SAINT-GERMAIN, PARIS

1920

LE SALUT PAR LA TERRE

ET LE

PROGRAMME ÉCONOMIQUE DE L'AVENIR

CHAPITRE I

LE LENDEMAIN DE LA VICTOIRE

IMMENSITÉ DES DESTRUCTIONS ET DIFFICULTÉS DE NOTRE RECONSTITUTION NATIONALE. || DOUBLE BUT A ATTEINDRE, SUFFIRE AUX BESOINS DU MOMENT ET ASSURER LA LIQUIDATION DES CHARGES DE GUERRE. || L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE BASES DE NOTRE RECONSTITUTION. || L'ACTION DE L'AGRICULTURE PLUS IMMÉDIATE, PLUS INDISPENSABLE. || L'ALIMENTATION PUBLIQUE PASSE AVANT TOUT. || BILAN ALIMENTAIRE AVANT LA GUERRE. || LES DÉFICITS DE L'APRÈS-GUERRE. || L'AGRICULTURE FRANÇAISE PEUT SEULE LES COMBLER. || SEULE AUSSI ELLE PEUT RÉPARER LES BRÈCHES FAITES A NOTRE FORTUNE, A NOTRE CAPITAL NATIONAL. || PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DE L'AVENIR, L'ÉNORMITÉ DE NOS CHARGES.

Le plus grand drame de l'histoire touche à sa fin et, comme on pouvait le prévoir, il s'achève par le triomphe définitif de la justice et de l'humanité; mais l'heure des réparations et des reconstitutions est arrivée et nous allons entrer dans une période

de difficultés formidables qui exigera presque autant de courage que la mêlée des armes et le déploiement de vertus nouvelles. Peut-être même l'épreuve nous paraîtra-t-elle plus rude que celle de la guerre parce qu'elle sera de plus longue durée et que nous ne serons plus soutenus par l'élan fougueux des batailles; il nous faudra lutter froidement, obscurément, contre un danger invisible et toujours présent: la difficulté de vivre.

C'est que la guerre d'où nous sortons ne ressemble à aucune autre; il en est qui ont duré plus longtemps, mais qu'étaient les guerres d'autrefois comparées à la véritable éruption volcanique qui vient d'ébranler toute notre planète et qui, en quelques années, a tué plus d'hommes et détruit plus de choses que la guerre de Cent ans.

Aussi, tous les Français victimes de l'horrible cataclysme ont-ils le même sentiment : c'est qu'après les ravages, les destructions matérielles, les anéantissements de capitaux qui ont épuisé notre malheureux pays par des sacrifices prolongés représentant le travail de plusieurs générations, il ne peut plus être question, pour nous remettre en marche, d'une simple liquidation, d'une liquidation ordinaire par les moyens ordinaires. Il ne suffit plus de réparer la maison, il faut demain la reconstruire de fond en comble; il y va du salut de la patrie.

Mais comment, par quels moyens, la France parviendra-t-elle à se relever de ses ruines, à se reconstituer et à reprendre dans le monde une place digne d'elle, à la hauteur de son héroïsme et des sacrifices qu'elle s'est imposés pour sauver la civilisation dans le monde? Telle est la question angois-

sante que se posent en ce moment tous les bons Français et à laquelle nous voudrions essayer de répondre.

***

Le problème est si vaste et d'une telle complexité que personne ne saurait avoir la prétention de l'embrasser tout entier ; mais il est permis et possible d'en préparer la solution en l'étudiant dans ses différentes parties et en précisant bien les directions qui s'imposent aux pouvoirs publics et à la masse de la nation.

Sur le but à atteindre tout le monde est d'accord et il est facile à définir : il consiste, d'une part, à pourvoir tout de suite aux besoins les plus pressants de la nation, à ceux qui constituent en quelque sorte sa vie quotidienne, en lui rendant le plus rapidement possible toute sa puissance de production et en portant à son maximum notre activité nationale ; d'autre part, à assurer son avenir en réparant les brèches faites à sa fortune et en rétablissant les réserves de capitaux de toute nature qu'elle a engloutis dans le gouffre de la guerre. On se trouve ainsi en présence de ce qu'on pourrait appeler les questions du jour et les questions du lendemain.

L'œuvre à accomplir comporte deux phases, la phase de reconstruction et la phase de liquidation, la première comprenant le rétablissement de tout ce qui a été détruit, surtout celui des instruments de travail et de production, indispensables pour faire renaître la vie partout et rétablir notre fortune détruite : la seconde, qui n'est que la con-

clusion de la première et qui comprend la liquidation des charges de toute nature que l'abominable guerre fera peser sur nous et que l'indemnité allemande ne compensera jamais. Tant que cette liquidation ne sera pas assurée dans des conditions supportables pour les générations actuelles et futures, nous serons dans un état de demi-faillite qui pourrait paralyser toute notre action au dedans et au dehors.

***

Or, pour lutter sur ce double terrain, pour assurer la vie quotidienne de la nation et pour lui permettre de reconstituer sa fortune, il faut que la France fasse appel à tous les éléments de son activité générale, producteurs de richesses. D'où la nécessité de les passer en revue et d'en étudier le fonctionnement de très près, si on veut se rendre un compte exact de ce qu'on peut demander à chacun d'eux.

Nous rencontrons d'abord l'Industrie et l'Agriculture qui sont nos deux principaux instruments de fortune, nos deux générateurs de richesse, ceux qu'on peut considérer comme le centre de toute notre activité nationale; tout gravite autour d'elles. Nous n'entendons nullement pour cela les isoler des autres forces économiques et nous reconnaissons volontiers que la fortune d'un grand pays afflue par une foule de canaux invisibles qui contribuent tous à la prospérité générale.

Le Commerce notamment réalise des bénéfices à l'Intérieur et à l'Extérieur qu'il reverse sans cesse dans le torrent de la circulation et qui sont un

facteur considérable de prospérité financière et économique.

Il y a néanmoins cette différence profonde entre le Commerce et l'Industrie ou l'Agriculture qu'il ne fait qu'assurer et activer la circulation des produits, tandis que l'Industrie et l'Agriculture sont des créatrices de produits et par conséquent de capital. C'est donc sur elles que repose en réalité l'avenir économique et financier de la France, et sur elles que nous devons d'abord compter pour rétablir sa fortune si profondément entamée par la guerre.

Et maintenant quel rôle faut-il assigner à chacune d'elles, quelle est celle des deux sur laquelle il faut compter d'abord et qui a droit à la priorité dans nos espérances. C'est la première question à mettre en tête du programme de l'avenir et qu'il faut d'abord résoudre.

Nous n'hésitons pas à dire que le premier rang appartient à l'Agriculture, d'abord parce que c'est elle qui peut être le plus vite reconstituée et qui sera la première en état de donner une satisfaction immédiate à des besoins plus pressants que ceux auxquels l'Industrie doit pourvoir; ensuite, parce que c'est surtout l'Agriculture qui peut faire face, à brève échéance, aux charges écrasantes qui vont doubler et tripler nos budgets d'après-guerre.

Expliquons-nous sur ces différents points.

Que l'Agriculture soit, de toutes les branches de l'activité nationale, celle qui, au lendemain de la guerre, sera le plus vite en état de prendre la tête de notre reconstitution économique, personne n'en saurait douter. La terre est, heureusement, de tous les instruments de travail, celui qui se dété-

riore le moins et qui se répare le plus vite ; elle est un des rares qu'on ne puisse pas détruire complètement. Aussi sa résurrection sera-t-elle plus rapide que celle de l'Industrie. Dès qu'on aura résolu le problème de la main-d'œuvre et du personnel d'exploitation, — qu'il faudra résoudre à tout prix, — la terre de France sortira de son linceul comme par enchantement et il lui suffira d'une ou de deux années, sauf dans les régions complètement détruites par l'ennemi, pour reprendre et même pour accroître sa puissance de production. Nos agriculteurs seront, du reste, tellement encouragés par les hauts prix de toutes les denrées d'alimentation, qu'ils feront des prodiges pour obtenir du sol, le plus rapidement possible, son maximum de rendement.

***

Il faudra s'en féliciter à un premier point de vue ; de tous les genres de production, il n'en est pas de plus essentiel, de plus pressant que celui qui a la charge de l'alimentation publique. L'être humain peut bien, dans une certaine mesure et pour un certain temps, se passer des produits de l'industrie, mais il ne peut pas se passer de son pain quotidien.

C'est ce qui fait qu'en temps de guerre la question alimentaire prime tout et que l'agriculture a forcément le pas sur l'industrie ; sans l'intrépidité farouche des femmes, des enfants et des vieillards restés à la terre, nous aurions été incapables de soutenir la lutte jusqu'au bout.

***

Maintenant que la guerre est finie, le problème alimentaire n'en restera pas moins pour longtemps encore la plus angoissante des préoccupations, non seulement en France, mais dans le monde entier. De toutes les difficultés que nous aura légué l'horrible fléau, ce sera peut-être la plus aiguë.

Nos voisins et amis les Anglais n'ont pas attendu la fin de la guerre pour y songer. Reconnaissant la faute qu'ils avaient commise en sacrifiant leur agriculture à leur industrie, ils ont tenu à la réparer, et, sans perdre une minute, ils ont remis en culture la plus grande partie de leur sol livré à la prairie, à la forêt et aux landes. C'est ainsi qu'en Irlande la surface des terres labourées a été augmentée de plus de 80 pour 100.

Quand on se bat, on oublie sa faim et on se résigne à toutes les privations. Mais, quand le danger est passé, les estomacs prennent leur revanche et deviennent d'autant plus exigeants qu'ils ont plus souffert. Il en résulte dans la population un état d'esprit contre lequel il ne faut pas songer à lutter. Ventre affamé n'a pas d'oreilles, et un gouvernement qui, au lieu d'agir, essaierait de louvoyer ou de sévir s'exposerait aux pires dangers. Il y aura, la tourmente passée, assez de ferments de mauvaise humeur pour qu'on n'y ajoute pas la crise des vivres. La paix publique dépend, au premier chef, de ce facteur capital.

Or, pour assurer largement l'alimentation publique et abréger les souffrances de la vie chère, il n'existe qu'un moyen, c'est de faire affluer sur nos

marchés les produits indispensables à la masse de la population.

Avant la guerre, la situation de la France, au point de vue alimentaire, s'était considérablement améliorée, grâce à la sagesse prévoyante de notre régime douanier de 1892, qui avait rendu la confiance à nos agriculteurs en leur permettant de lutter à armes égales contre leurs concurrents étrangers. C'est ainsi qu'avec l'augmentation de notre production, nos achats de produits agricoles à l'étranger qui, avant 1892, dépassaient en moyenne de 700 millions notre exportation, nos ventes à l'étranger étaient descendues graduellement, et, en 1910, la différence n'était plus que de 210 millions environ. On pouvait alors entrevoir le jour prochain où la France se suffirait à elle-même, et, dans certaines années, elle se suffisait déjà pour un grand nombre de produits.

Il est juste de dire que, dans les années qui ont précédé la guerre, cette magnifique situation commençait déjà à se modifier à notre désavantage.

La désertion des campagnes en était la principale cause et notre régime douanier ne pouvait que l'atténuer. A ceux qui seraient tentés de mettre en doute sa valeur et l'influence décisive qu'il a exercée sur notre production nationale au moment où elle était si gravement compromise, nous ne pouvons que conseiller la lecture d'un ouvrage dû à la plume d'un Économiste éminent, M. Edmond Théry, qui a fait de l'Économie politique une science positive. Son *Histoire Économique de* 1890 *à* 1900 fait ressortir, par une étude approfondie et des chiffres indiscutables, l'évolution mondiale qui aurait abouti à notre écrasement économique si

nous n'avions pas, par un minimum de protection, rétabli l'égalité dans la lutte entre nous et des concurrents plus favorisés.

Mais, aujourd'hui, notre situation est autrement grave et on aperçoit tout de suite dans quelles conditions affreusement difficiles nous allons nous trouver (pour améliorer la balance de notre commerce et satisfaire aux besoins de l'alimentation publique). Nous sommes en face de la plus formidable destruction de produits alimentaires qui se soit jamais vue dans le monde, au moment même où nos besoins ne font que s'accroître.

Ne comptons pas trop sur l'étranger pour venir à notre secours immédiat; la guerre a épuisé les approvisionnements mondiaux et les difficultés de transport seront telles, qu'elles ne permettront guère aux nations restées en pleine production de venir immédiatement au secours de celles dont les greniers seront vides. Nous ne serons pas seuls du reste à assiéger les marchés des pays grands producteurs; nous y rencontrerons la concurrence directe ou cachée de nos ennemis qui achèteront à tout prix. Il faut donc prévoir une période de transition assez longue et très douloureuse jusqu'au rétablissement de l'état normal de la production agricole et des approvisionnements alimentaires dans le monde.

Comme nous ne pouvons pas attendre que l'équilibre mondial soit rétabli pour suffire à nos besoins, il ne nous reste qu'une ressource, si nous ne voulons pas nous exposer à de terribles privations, c'est de ne compter que sur nous-mêmes et de nous sauver nous-mêmes en tâchant de nous suffire par nos propres moyens, en ressuscitant notre bonne

terre de France si généreuse et si riche, pour lui demander de reprendre sa fécondité au profit de ceux qui l'ont arrachée aux griffes de l'envahisseur. C'est ainsi que nos agriculteurs qui, par leur héroïsme, ont sauvé une première fois la France au prix de leur sang, la sauveront une seconde fois en l'empêchant de mourir de faim.

Ce sont eux qui, avec le temps, assureront à la masse de la population la vie à bon marché qu'on ne peut plus songer à demander à l'importation étrangère et qui ne peut résulter que de l'abondance de notre production. Les hauts prix du marché ne s'abaisseront qu'au fur et à mesure que celle-ci montera ; sans doute ils resteront encore assez élevés, et il le faudra bien, pour tenir compte à nos agriculteurs du relèvement de leur prix de revient, mais avec le temps, les progrès de la culture et l'augmentation des rendements, la baisse s'opérera d'elle-même sans que les agriculteurs en souffrent et tout le monde aura satisfaction.

***

Nous arrivons ainsi à cette première conclusion, pour ce qui regarde seulement l'alimentation publique, que c'est à notre agriculture que nous devons demander la solution de cet angoissant problème. Il nous reste à établir que c'est sur elle encore que nous sommes surtout obligés de compter pour rétablir notre fortune et supporter les charges écrasantes qui seront la suite de la guerre.

Car l'alimentation publique n'est qu'un des côtés du problème général de notre reconstitution de l'après-guerre. Certes, c'est déjà beaucoup pour la

masse des Français d'avoir la table mise et le vivre assuré, mais il est difficile de bien digérer quand on est criblé de dettes et que les créanciers frappent à la porte.

Ce sera là malheureusement la situation de la France au lendemain de la guerre; les charges de toute nature qui vont peser sur elle seront énormes et nous aurons tous à en supporter notre part. Sans doute notre dette sera glorieuse entre toutes, mais elle n'en sera pas moins écrasante.

Le bilan de notre situation financière a été établi devant le Sénat par celui de ses membres qui est une des plus hautes autorités en pareille matière, par l'honorable M. Ribot. Dans la séance du 27 décembre 1918, l'ancien ministre des Finances a disséqué les budgets de l'avenir et ouvert les yeux de ceux qui s'imaginent que nous pouvons continuer à dépenser sans compter, oubliant que la guerre est finie et qu'il faut aujourd'hui payer. Nous avons pris l'habitude de jouer avec les milliards comme autrefois avec les millions parce que les expédients de trésorerie et les emprunts nous ont fait illusion; mais il nous faut aujourd'hui établir nos comptes, ce qui n'est pas facile, et trouver les moyens de les régler, ce qui est plus difficile encore.

Écoutons M. Ribot et enregistrons ses chiffres en commençant par notre dette publique qui était avant la guerre de 30 milliards et qui va être portée aux environs de 170 milliards, soit une augmentation de 140 milliards. Elle s'accroîtra encore; car les dépenses de reconstitution se conjuguent aujourd'hui avec nos dépenses de guerre et elles exigeront un compte de liquidation très élevé; il y aura aussi la charge des allocations qu'on ne peut pas suppri-

mer du jour au lendemain, les indemnités de démobilisation, la conversion des bons communaux qui peut entraîner une charge de plus de 2 milliards, enfin les achats de blé qui nous coûteront provisoirement plusieurs milliards pour maintenir le prix du pain à son cours de guerre.

En dehors du compte de liquidation, nous aurons à inscrire à notre budget normal la dette sacrée de l'assistance sous toutes les formes à nos glorieux mutilés, aux veuves et aux enfants de ceux qui ont été tués au Champ d'honneur, dont le chiffre est incalculable. Il faudra y ajouter les dépenses régulières de l'armée et de la marine pour lesquelles il n'y a pas un centime dans le budget de 1919.

M. Ribot arrive ainsi à cette conclusion que les 5 milliards de notre budget normal d'avant-guerre devront être portés très probablement à 18 ou 19 milliards. L'honorable M. Klotz, ministre des Finances, qui, lui aussi, connaît bien son budget, a été dans sa réponse à M. Ribot un peu plus optimiste, mais il ne s'éloigne pas beaucoup de lui dans ses précisions sur les budgets de l'avenir puisqu'il a reconnu que le budget d'avant-guerre qui atteignait en chiffre rond 5 milliards sera plus que triplé et peut-être quadruplé [1].

Sans doute, il nous est permis d'escompter l'indemnité de guerre si justifiée que l'Allemagne va nous payer et d'espérer que les conditions beau-

1. Ces chiffres viennent d'être précisés des deux côtés et ils se résument en quelques lignes. Pour la France, il résulte de l'étude faite par la Commission du budget de la Chambre que la Guerre lui a coûté 180 milliards et qu'il lui manque 50 milliards pour sa liquidation. Du côté de l'Allemagne, M. Schiffer, secrétaire d'État aux finances, a exposé au Parlement allemand que ses dépenses de guerre s'élevaient à

coup trop douces, quoi qu'elle en dise, que nous lui imposons pour la réparation relative des dévastations et des ruines que sa sauvagerie a systématiquement accumulées pour rendre notre relèvement à jamais impossible, atténueront dans une large mesure l'énormité des dommages que nous a causés l'énormité du crime.

Mais nous ne pouvons pas nous dissimuler, hélas! que nous aurons encore, quoi que nous fassions, à supporter un poids écrasant de charges indirectes qui continueront à peser sur nos épaules et qui prendront toutes les formes. Sans parler de celles qui résulteront du vide affreux laissé dans notre grand atelier national par les millions de bras qui vont nous manquer et de l'affaiblissement prolongé de notre puissance de production, principale source de notre richesse, il nous restera les secours à donner sous toutes les formes et pendant longtemps aux victimes de la guerre auxquels il faudra ajouter l'augmentation nécessaire du traitement de nos fonctionnaires, les indemnités de vie chère, etc. Nous aurons aussi à remettre en état nos routes, nos canaux, nos chemins de fer ; enfin, nous serons dans l'obligation d'engager d'innombrables capitaux qui ne seront productifs qu'à longue échéance, pour reconstituer notre marine marchande, utiliser nos chutes d'eaux, mettre en pleine valeur nos colonies.

161 milliards (20 milliards de moins que la pauvre France!) et qu'il ne lui manquait que 14 milliards. Que nos Alliés, dans leur équité, comparent les deux situations, et ils n'hésiteront pas à nous apporter leur concours pour nous sauver de l'écrasement fiscal.

CHAPITRE II

LES IMPÔTS ET LA FORTUNE DE LA FRANCE

COMMENT SUPPORTER LES CHARGES DE LA GUERRE ET L'AUGMENTATION DES IMPOTS. || INSUFFISANCE DE NOTRE FORTUNE ET DE NOS REVENUS ACTUELS. || LEUR RELÈVEMENT INDISPENSABLE. || SEUL MOYEN DE SOULAGER LES CONTRIBUABLES, AUGMENTATION DE LA MATIÈRE IMPOSABLE || BILAN DE LA FORTUNE DE LA FRANCE. || L'ALLEMAGNE, L'ANGLETERRE ET LES ÉTATS-UNIS. || NÉCESSITÉ DE SUIVRE LEUR MÉTHODE EN INTENSIFIANT TOUS NOS MOYENS DE PRODUCTION. || TOUS LES FRANÇAIS DOIVENT TRAVAILLER. || CONCOURS DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DES COLONIES. || LA MARINE MARCHANDE. || L'INDUSTRIE TOURISTIQUE.

Comment faire face à des charges aussi écrasantes, comment les contribuables pourront-ils supporter sans succomber un pareil fardeau? Dans un pays où les impôts étaient déjà si lourds, comment espérer que l'effort du contribuable, déjà chancelant, sera capable d'accomplir un pareil miracle? il y a des limites à la force contributive d'une nation.

Aussi apparaît-il tout de suite, avec la clarté de l'évidence, que si nous restions figés dans notre situation de l'avant-guerre, nous mourrions à la peine. Il est trop évident que ce n'est pas avec sa fortune et ses revenus actuels que le contribuable français pourrait payer trois fois plus d'impôts et remettre à flot son industrie et son agriculture. Ce

qui lui reste de fortune serait bien vite dévoré, et alors viendrait la misère générale avec toutes ses hideuses conséquences.

On est ainsi amené, par la force des choses, à la seule solution qui puisse tirer la France de l'abîme et la ressusciter avec une puissance agrandie. Les impôts n'étant qu'un prélèvement sur les revenus et la fortune du pays ne se font sentir que dans la proportion de la richesse générale. Plus une nation est riche, moins elle en sent le poids. D'où cette conclusion consolante et rassurante que le seul moyen de soulager le contribuable français et d'alléger pour lui le poids de ses charges budgétaires, c'est de l'aider à gagner toujours davantage afin d'augmenter sans cesse son capital et ses revenus. Le capital et les revenus de tous les citoyens constituant la matière imposable, il est évident que plus ils se relèveront, plus le poids de l'impôt sera léger.

Le programme de l'avenir tient donc tout entier dans cette idée maîtresse, et il ne s'agit plus que d'y inscrire les moyens les plus rapides et les plus puissants d'augmenter la fortune de la France en augmentant celle de tous les Français.

***

La nôtre est malheureusement d'une insuffisance notoire et humiliante pour notre amour-propre national, tant elle est peu en rapport avec notre capacité de travail et notre génie national. Il faut avoir le courage de l'avouer et de nous dire les vérités que nous méritons ; quand nous aurons fait

bien sincèrement notre examen de conscience, nous sentirons mieux la nécessité de nous amender.

Il n'est pas douteux que, depuis longtemps, nous n'avançons que très lentement dans le domaine économique et financier, pendant que les autres grandes nations marchent à pas de géants. Elles ne cessent pas d'augmenter leur production industrielle et agricole et jettent tous leurs bénéfices dans les grandes entreprises, créatrices de richesses, pendant que nous nous contentons de produire au jour le jour et d'immobiliser nos bénéfices dans des placements ruineux, au lieu de les faire fructifier nous-mêmes. Nous sommes ainsi devenus, comme on l'a dit trop justement, le pays de la Rente, pendant que les autres nations deviennent de plus en plus le pays du Travail.

Les résultats ne se sont pas fait attendre, et l'analyse du capital et des revenus des grands pays qui tiennent la tête du monde, nous apporte une leçon qu'il faut souligner pour ouvrir les yeux de ceux qui ne veulent pas voir.

Le bilan de la fortune de la France a été dresse avec une précision et une rigueur de chiffres indiscutables par l'honorable M. Raoul Péret, rapporteur général du budget; après s'être livré à une analyse très serrée de toutes les sources de notre richesse, M. Péret arrive, comme conclusion, au chiffre de 284 milliards; mais il reconnaît que certains éléments de son calcul sont inférieurs à la réalité, et il estime que le chiffre de 300 milliards est le chiffre vrai.

M. Helferich, ancien directeur de la Deutsche Bank, devenu ministre des Finances d'Allemagne, qui s'est livré de son côté à la même étude, donne

le chiffre de 287 milliards, ce qui fait ressortir à notre actif une modeste augmentation de 44 milliards en 16 ans, soit une moyenne de 3 milliards par an.

***

Tournons-nous maintenant du côté de l'Allemagne. Nous ne pouvons mieux faire que de prendre ici encore les chiffres de M. Helferich, qui évalue sa fortune à 410 milliards ; mais, ce qu'il faut surtout noter, c'est que son augmentation depuis 15 ans a été, par année, de 12 milliards au lieu de 6, pendant que la nôtre n'augmentait que de 3 milliards.

Ces chiffres eux-mêmes sont de beaucoup inférieurs à la réalité; car ils ne font pas entrer en ligne de compte le capital formidable que recèle le sous-sol de la terre allemande, si riche en gisements de toute nature; rien que pour le charbon, ses ingénieurs les plus compétents évaluent leur valeur intrinsèque à plus de 200 milliards. Il faudrait y ajouter, si on voulait faire apparaître tous les chapitres de l'énorme fortune allemande, la valeur de ses chemins de fer, que l'État possède et exploite lui-même et aussi la fortune propre de ses grandes villes, qui sont si nombreuses. Car l'Allemagne est, de tous les pays d'Europe, celui qui compte le plus de cités d'une population supérieure à 100 000 habitants. Elle n'en possède pas moins de 50, contre 38 en Angleterre et 15 en France. Or ces cités, toutes très opulentes, ont une fortune personnelle, un domaine propre, que

le ministre des Finances actuel évalue à 50 milliards[1].

***

La comparaison est plus saisissante encore quand on passe du capital au revenu, et c'est ici qu'apparaît l'énorme supériorité de l'Allemagne. Pour celui de la France, qu'il a analysé avec un soin méticuleux, M. Raoul Péret arrive au chiffre de 30 milliards. M. Leroy-Beaulieu l'estimait, il y a 10 ans, à 25 milliards, d'où une augmentation de 5 milliards, soit seulement d'un demi-milliard par année.

Pendant ce temps, celui de l'Allemagne montait avec une rapidité vertigineuse; de 30 milliards en 1896, il est arrivé à la veille de la guerre (chiffre de M. Helferich) à 53 milliards, soit une augmentation de 80 pour 100[2].

Voilà une jolie marge : 53 milliards contre 30 milliards, et on peut maintenant comparer l'Allemagne et la France au point de vue de leur richesse relative. La comparaison est du plus haut

1. Mon collègue Lucien Hubert, qui approfondit tous les problèmes qu'il aborde, vient de confirmer et de fortifier les aveux de M. Helferich par la publication d'un document plus précis encore et qui entre dans le détail de la statistique. C'est le tableau général de la richesse allemande présenté, en 1913, par la Banque de Dresde, une des plus grandes de l'Allemagne, qui embrasse tout le développement de l'industrie, de l'agriculture et du commerce allemand de 1880 à 1911. Il fait ressortir les inépuisables ressources de l'Allemagne.

2. La constatation des pas de géants faits par la production allemande pendant cette période suffit à expliquer cet extraordinaire accroissement de fortune : de 1889 à 1912 son commerce extérieur s'est élevé de 7 milliards à 24 milliards pendant que la nôtre ne se montait que de 7 à 15 milliards.

intérêt pour les comptes que les deux pays ont à régler ensemble. Il ne faut pas que notre impitoyable ennemi essaie de jouer avec nous la comédie de la misère, car c'est son plus grand financier qui nous apprend lui-même qu'elle est de tous les pays du monde, après les États-Unis, celui qui s'est le plus enrichi depuis 15 ans. Quand on augmente chaque année sa fortune dans de pareilles proportions, on a de quoi payer la dette du crime et l'annuité est toute trouvée. En face des centaines de milliards qu'elle nous a fait perdre, est-ce trop lui demander d'ajouter à son budget d'avant-guerre une annuité de 15 ou 20 milliards. Sur un revenu annuel de 53 milliards, ce ne serait qu'un simple manque à gagner. Nous pouvons, du reste, lui indiquer dès à présent une économie qui équivaudra pour elle à une belle augmentation de revenu, celle de son armée, à laquelle elle ne doit plus tenir, si elle n'a pas d'arrière-pensée de revanche. Donc, point d'attendrissement déplacé; nous réclamons seulement la justice, rien que la justice, et l'Allemagne est en situation de payer l'amende que nous sommes en droit d'exiger d'elle.

***

Si nous voulions dresser l'inventaire complet des plus grosses fortunes nationales dans le monde, il faudrait, à côté de l'Allemagne, placer l'Angleterre, qui est à son niveau avec un capital de 416 milliards et un revenu de 53 milliards, et surtout les États-Unis, dont l'ascension économique et financière est vraiment vertigineuse. Leur fortune, qui n'était encore évaluée en 1900 qu'à

458 milliards, donnant un revenu de 68 milliards, s'était déjà, en 1912, accrue de 417 milliards; au moment de l'entrée de cet immense État dans la guerre, elle atteignait le chiffre fabuleux de 1000 milliards, dont le revenu annuel est estimé à 130 milliards environ.

Cette revue générale des grandes fortunes mondiales était nécessaire pour établir solidement la conclusion à laquelle nous voulions arriver, à savoir que nous étions en train, quand la guerre a éclaté, de descendre de l'opulence à la médiocrité et de nous appauvrir insensiblement pendant que tout le monde faisait fortune autour de nous.

La guerre a tellement aggravé cette situation, quelle que soit l'indemnité qui nous sera payée par l'Allemagne, qu'il faut bien que nous avisions d'urgence aux moyens d'y faire face et de supporter le nouveau fardeau qui va s'ajouter au fardeau ancien, sans courir le risque d'en être écrasé. C'est là, pour la France, une question de vie ou de mort.

Heureusement, le remède est tout trouvé, et il ressort de la leçon que nous donnent les autres grands pays; nous n'avons qu'à faire comme eux, à travailler avec acharnement et intelligence pour faire sortir de tous nos instruments de production, terre, usine, commerce, beaux-arts, colonies, etc., le maximum de rendement qu'on peut en tirer; il faut doubler et tripler l'effort pour doubler et tripler le profit.

La fortune des États comme celle des particuliers, ne s'augmente que par le travail uni à l'intelligence, et, par conséquent, ce n'est que par un redouble-

ment de travail intelligent sous toutes les formes que la masse des Français pourra sortir victorieusement de la grande bataille économique et financière qu'elle est obligée de livrer pour se mettre en état de supporter les charges qui l'attendent. Il y a longtemps déjà qu'Adam Smith a proclamé cette vérité élémentaire en mettant au frontispice de son immortel ouvrage sur les *Causes de la richesse des nations*, l'inscription suivante si éloquente dans sa simplicité : « *C'est le travail manuel qui est la première source de la richesse des nations.* » Cette formule lapidaire résume d'un mot tous les devoirs qui s'imposent à notre patriotisme et contient en germe toutes les réformes de l'avenir.

Il est donc indispensable que les Français de demain se résignent non seulement à travailler davantage, mais à travailler toujours, dans la mesure de leurs forces jusqu'à l'extrême vieillesse : personne n'a plus le droit sans raison de rester oisif. C'est hélas ! la rançon de la guerre, et il faut que les générations qui arrivent à la vie acceptent gaiement un fardeau que leur aura valu l'immortelle résistance de la Patrie. On ne paie jamais trop cher le droit de vivre, libre et fier.

***

Comme nous l'avons déjà dit, le centre du Travail national réside dans nos deux grandes branches de production, l'industrie et l'agriculture ; la première aura certainement un grand, très grand rôle à jouer dans la reconstitution et l'agrandissement économique de la France et dans le rétablissement de sa

fortune. Il lui faudra à la fois approvisionner notre marché intérieur pour suffire aux besoins de la consommation courante en diminuant le plus possible nos achats au dehors et donner à notre exportation un essor nouveau qui nous permettra de faire rentrer notre or de l'étranger.

Certes, nous pouvons faire confiance à l'esprit d'initiative et à l'habileté professionnelle de nos industriels qui en ont donné des preuves si éclatantes au cours de la guerre et nous sommes convaincus qu'ils étonneront le monde par la puissance de leur résurrection. Mais il ne faut pas nous faire d'illusion ; ce n'est pas du jour au lendemain qu'ils pourront venir au secours de nos budgets par le développement de leur exportation, et la période de transition qu'ils auront à traverser avant d'être remis à flot menace d'être longue.

Les difficultés vont se multiplier sous leurs pas et ce sera beaucoup déjà s'ils peuvent suffire rapidement aux besoins de la consommation intérieure. La plupart de nos usines ont été plus ou moins atteintes dans leur vitalité par la perte et la dispersion de leur personnel technique envoyé aux armées et il faudra un certain temps pour rétablir le plein de leur fabrication ; mais, ce qui est beaucoup plus inquiétant, c'est la destruction systématique, dans nos départements envahis, de nos plus grands établissements industriels par un ennemi implacable qui n'a eu d'autre but, en les mettant dans l'impossibilité de se remettre en marche au lendemain de la guerre, que de nous déloger de nos positions sur les principaux marchés du monde et de s'emparer sournoisement de notre clientèle. Combien d'années faudra-t-il pour les rétablir et recommencer

une lutte victorieuse sur ces marchés? Personne ne saurait le dire.

Ajoutons que le chiffre de nos affaires va se trouver forcément réduit, non seulement en France, mais dans le monde entier, par la diminution considérable de la puissance d'achat de notre clientèle appauvrie partout. Nous serons même plus atteints que d'autres parce que nous sommes surtout exportateurs de produits finis, d'articles de goût et de luxe, dont on peut se passer plus aisément que d'autres.

Il y a, du reste, dans l'avenir des industries en général, des points d'interrogation redoutables et un inconnu insondable. Il est visible que, depuis longtemps déjà, les différents marchés du monde tendent à se niveler, chaque nation inclinant de plus en plus à se suffire à elle-même et à ne demander à l'étranger que ce qu'il lui est impossible de produire ou qu'elle n'a pas intérêt à produire. L'effroyable secousse mondiale de la guerre n'aura fait qu'accentuer cette tendance, en démontrant par l'expérience que la sécurité extérieure des nations est d'autant plus assurée qu'en cas de conflit armé elles possèdent sur leur territoire plus de moyens de se passer des autres. Il est donc probable que les exportations iront se spécialisant et se limitant de plus en plus et que les grandes nations industrielles devront renoncer à la prétention d'inonder le monde de leurs produits. Ne nous en plaignons pas trop, car c'est la France qui en souffrira le moins, grâce à l'originalité de son génie et à la qualité exceptionnelle de ses principaux genres de production où elle est inimitable.

Pour toutes ces raisons il est prudent de ne pas trop escompter l'essor industriel qui suivra la guerre

pour demander de suite à nos industries une contribution financière au-dessus de leurs forces dans la répartition des charges qui vont peser sur le pays.

Nous serions cependant plus optimistes pour une grande industrie, une industrie bien française, qui est loin d'avoir atteint son plein développement, et que la guerre nous aura permis de mettre à un des premiers rangs. C'est l'industrie touristique et hôtelière qui est bien voisine de l'agriculture, puisque c'est le beau ciel de France et nos admirables sites qui en font les principaux frais. Au lendemain de la guerre elle est destinée à prendre un immense essor, si nous savons faciliter et exploiter le grand mouvement de migration universelle qui va nous amener de tous les points du monde des millions de pèlerins qui voudront visiter la terre des héros.

Mais pour retenir cette clientèle d'élite nous aurons de grands efforts à faire. Il est temps que notre industrie hôtelière se réveille et prenne modèle sur l'étranger pour le confort, l'élégance et les attractions de toute nature.

Nous en dirons autant de nos belles stations thermales, si négligées, si peu encouragées et qui végètent pauvrement, tant leur essor est trop souvent comprimé par le contrôle étroit et tracassier de l'Administration. Qu'on supprime cette tutelle déprimante, qu'on se hâte de leur rendre leur libre initiative et elles auront bien vite reconquis le terrain que l'étranger avait gagné sur nous. De toutes les formes d'exportation il n'en est pas de supérieure à celles-là, puisque ce sont les étrangers eux-mêmes qui nous rapportent l'or de France.

*
* *

Notre Commerce, de son côté, va se trouver dans une situation analogue à celle de l'Industrie dont il n'est qu'une résultante puisqu'il n'est qu'un répartiteur de produits. Il subira forcément le contre-coup de la crise que celle-ci va traverser et surtout celui de la vie chère qui réduira sensiblement la consommation; il est inévitable que, dans ces conditions, le chiffre de ses affaires d'avant la guerre baisse sensiblement sur le marché intérieur et il faut prévoir une période de transition très dure, pour le petit commerce surtout.

Reste le grand commerce d'exportation qui, lui, pourrait faire de vastes affaires et en tirer des profits exceptionnels. Mais son expansion au dehors ne peut se faire que dans la mesure où notre exportation elle-même se développera, et comme nous venons de le dire, elle va se trouver retardée et diminuée.

Nous sommes loin pour cela de désespérer de son avenir, car aucun pays n'a des avantages comparables au nôtre; son admirable situation géographique, qui fait de lui un des centres du monde, lui permet d'opérer dans toutes les directions et de jouer le rôle de commis voyageur universel. Nos commerçants sont certainement, par leur vive intelligence, la clarté de leur esprit, la sympathie attractive qu'ils éveillent partout, les plus favorisés et les plus recherchés.

Ils deviendront, à n'en pas douter, avec le temps, pour la France, de grands producteurs de richesse, à une condition cependant, c'est qu'ils profitent aussi des leçons du passé, qu'ils ne comptent plus

seulement sur leurs qualités personnelles pour lutter contre leurs concurrents mieux armés et qu'ils réforment, après une étude approfondie, leurs méthodes et leur organisation professionnelle.

Il est juste de dire à leur excuse que les pouvoirs publics n'ont jamais porté une attention suffisante sur cette branche cependant si lucrative de notre activité extérieure. Nous avons laissé nos malheureux commerçants abandonnés à eux-mêmes, sans appui, sans soutien, partout où ils essayaient de s'implanter. Notre diplomatie les a trop souvent ignoré quand elle ne les a pas découragé, pendant que leurs concurrents, leurs concurrents allemands surtout, avaient derrière eux tous leurs agents diplomatiques transformés en recruteurs de clientèle et à côté d'eux les grandes banques et les plus puissantes Sociétés industrielles de leur pays. On se demande comment, dans de pareilles conditions, nous avons pu encore tenir une place si honorable sur certains marchés.

***

A ces causes d'infériorité il faut en ajouter une autre plus déplorâble encore, c'est l'état misérable de notre marine marchande, l'outil essentiel de toute organisation d'exportation. Comment pourrait-on exporter avec avantage quand on est à la merci de l'étranger pour ses transports dans le monde entier et qu'il faut capituler devant ses exigences.

Il est incompréhensible qu'une grande nation comme la France paie un tribut de près de

400 millions par an aux marines étrangères pour le transport de ses propres produits. Voilà encore une économie que nous pourrions faire et qu'il faudra faire en hâte au lendemain de la guerre, dût-on pour cela demander à l'État des subventions de plus en plus considérables qui seront le meilleur des placements. Nous venons déjà de faire un grand pas dans cette voie et il ne nous reste qu'à achever ce que nous avons si bien commencé.

A propos de la marine marchande nous voudrions dire un mot en passant d'une question bien oubliée qui s'y rattache indirectement et qui intéresse au plus haut degré l'alimentation publique. Ici encore nous faisons preuve d'une indifférence impardonnable et nous perdons par notre faute le bénéfice d'une situation admirable. Nous paraissons ignorer que la France possède 2700 kilomètres de côtes qui forment des champs de pêche presque inépuisables. Or tout le monde sait que le poisson de mer est l'aliment le plus sain, le plus nourrissant et le moins coûteux. Pour atténuer la crise de la vie chère il n'y a pas de moyen plus indiqué.

Mais, voilà ! la pêche aurait besoin, elle aussi, de direction, d'organisation scientifique et industrielle, et ce ne sont pas nos pauvres pêcheurs qui peuvent assumer une pareille tâche. Il faudrait construire une flotte de pêche modèle, multiplier les écoles de pêche, créer des laboratoires d'expériences, multiplier les cartes hydrographiques. Et puis il serait nécessaire de favoriser l'exploitation par la création d'usines de conserves, la constitution de coopératives, etc.

Les conséquences de notre apathie ressortent

d'une simple comparaison de chiffres. En Angleterre la moyenne de la consommation du poisson par tête ressort à 140 kilos, quand elle ne dépasse pas en France 20 kilos. Encore un nouveau trésor à ajouter à tant d'autres, quand il nous plaira de faire ce qu'il faut pour en tirer parti.

***

Pour être complets et embrasser notre sujet dans toute son étendue en faisant le recensement de toutes nos sources de richesse, il nous reste à dire un mot de nos colonies, nos grandes et belles colonies, qui devront tenir une place de plus en plus considérable dans l'ensemble de notre production nationale et concourir, dans des proportions de plus en plus larges, à son développement. Elles sont appelées, au lendemain de la guerre, à rendre à la France d'incalculables services. Grâce à elles, la grande France possède aujourd'hui un territoire de 10 millions de kilomètres carrés qui la font presque l'égale des États-Unis avec plus de 80 millions d'habitants. Comme eux, elle a l'avantage de la variété des climats et de la richesse inépuisable du sol et du sous-sol.

Le rôle si brillant joué dans nos armées par ces enfants fidèles de la nouvelle France, qui se sont battus comme les meilleurs des Français, fait d'eux pour nous de véritables frères auxquels nous ne saurions plus rien refuser ; mais ici encore presque tout est à créer et le plan de mise en valeur de nos possessions coloniales est à reconstituer en entier.

Il faudra d'abord dresser l'inventaire de nos

richesses coloniales et, quand on l'aura fait, se mettre à l'œuvre pour les exploiter. Celles du sol et du sous-sol sont immenses, et, si nous avions su en tirer parti nous aurions pu économiser des milliards. C'est à elles que nous aurions pu demander en très grande partie les 6 milliards de matières premières que nous achetons à l'étranger.

Il y a longtemps par exemple que nous aurions dû implanter la culture du coton dans les riches vallées du Sénégal et du Niger qui peuvent rivaliser avec celles du Nil.

L'introduction du coton dans nos colonies est devenue pour nous une question capitale que nous avons trop négligée jusqu'à ce jour et sur laquelle nous devons aujourd'hui porter tout notre effort; car elle peut exercer une influence décisive sur notre balance commerciale.

La consommation du coton dans le monde va sans cesse en augmentant; les grands pays producteurs qui, pendant longtemps, nous ont approvisionné si largement commencent à se replier sur eux-mêmes et tendent de plus en plus à absorber pour leur compte cette précieuse matière première.

L'Amérique qui en 1903 n'utilisait que 3 millions de balles sur les 13 millions qu'elle produit, en absorbe aujourd'hui près de 8 millions. D'où une raréfaction croissante de la marchandise avec une augmentation du prix dont notre industrie cotonnière subit toutes les conséquences.

Elles ne pèsent pas moins lourdement sur notre situation financière; c'est un tribut de près d'un milliard (950 millions) que nous avons été obligés de payer à l'étranger en 1917, un milliard que nous aurions pu économiser en très grande partie si

nous avions fait dans nos colonies ce que l'Angleterre a su faire en Égypte et au Soudan.

Ce que nous disons du coton, nous pourrions le dire des richesses forestières presque inépuisables que recèlent nos colonies et dont nous ne commençons à comprendre toute la valeur que depuis que les Allemands sont venus les exploiter sous nos yeux.

C'est aussi à nos colonies que nous pourrions emprunter en partie le supplément de ressources alimentaires qui nous feront défaut au lendemain de la guerre, surtout en céréales et en bétail. Que nos agriculteurs ne s'effraient pas pour cela ; car, une fois la période de transition traversée, tout se nivellera. Notre consommation de viande, qui a augmenté dans des proportions considérables, absorbera surtout les viandes communes des colonies et laissera les viandes de choix de notre troupeau national à la consommation plus raffinée et à l'exportation.

Nous n'insistons pas davantage parce que le sujet nous entraînerait trop loin. Nous ne nous dissimulons pas du reste que le plan colonial dans son ensemble est surtout un plan d'avenir, qui ne peut pas donner les résultats immédiats que nous avons surtout en vue pour l'amélioration de notre situation financière. Il faudra un long temps encore avant de faire de notre domaine colonial ce que l'Angleterre a fait du sien, la base la plus solide de sa fortune; c'est une raison de plus pour que nous agissions énergiquement et sans perdre une minute.

CHAPITRE III

LA TERRE ET SA MISE EN VALEUR

SON REVENU POSSIBLE. || LA VARIÉTÉ DE SES PRODUITS. || L'ALIMENTATION PUBLIQUE. || LES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES. || AUGMENTATION DE LA RICHESSE PUBLIQUE. || L'EXEMPLE DES ÉTATS-UNIS. || LE CAPITAL TERRE, SA VALEUR, SA DÉPRÉCIATION. || LE SOL ET LE SOUS-SOL. || LA HOUILLE BLANCHE, UNE RÉVOLUTION. || RÉSULTAT D'ENSEMBLE, LIQUIDATION DE LA DETTE DE GUERRE. || MOBILISATION DE LA TERRE, L'ACTE TORRENS, LES BANQUES HYPOTHÉCAIRES.

Il nous reste heureusement un instrument de travail merveilleux par sa force de résistance, sa puissance presque indéfinie de production et qui a l'inappréciable avantage de pouvoir presque tout de suite améliorer notre situation économique et financière : c'est la Terre, qui peut braver tous les cataclysmes et qui renaît toujours plus vigoureuse et plus jeune. C'est surtout vrai de la terre de France, avec son climat qui se prête aux cultures les plus variées et les plus riches, son sol merveilleux et les rares aptitudes de ses habitants qui ont tous, même sans qu'ils s'en doutent, l'esprit jardinier.

A toutes les époques de notre histoire, c'est du sein de la terre que sont sorties les énergies prodigieuses qui nous ont permis de réparer nos désastres et les trésors cachés qui ont rétabli notre

fortune. Elle est aujourd'hui plus que jamais la clef de voûte de notre reconstitution nationale.

Elle a le double avantage sur l'industrie et le commerce d'être prête pour le combat, et sa clientèle, bien loin d'être restreinte par la guerre, va au contraire s'étendre démesurément par l'épuisement général de tous les stocks d'alimentation et surtout par l'énorme extension de la consommation générale du monde. L'usage de la viande notamment qui a pénétré partout pendant la guerre dans les couches les plus profondes de l'armée et de la population civile est devenu un besoin auquel il faudra satisfaire à tout prix; car, demain, l'alimentation publique passera avant tout.

Notre agriculture peut donc, quand elle le voudra, entrer en possession d'un marché intérieur qui lui permettra d'augmenter considérablement sa production et par conséquent ses bénéfices et ses revenus; à une condition cependant, c'est qu'elle sache tirer d'un sol admirable tout ce qu'il peut donner et qu'elle ne laisse pas à l'étranger le soin de nous nourrir.

Il n'est pas admissible qu'un des premiers pays agricoles du monde, un pays privilégié par la nature au point de réunir presque tous les genres de production, continue à payer à l'étranger un tribut de près de deux milliards pour des produits d'alimentation qu'il pourrait faire sortir de terre. C'est d'autant plus injustifiable qu'il possède une surface cultivable de beaucoup supérieure à ses besoins et qui lui permettrait, de l'avis des économistes et des agronomes les plus autorisés, de nourrir une population de 60 à 70 millions d'habitants.

On voit la marge énorme qui nous resterait si nous voulions exploiter à fond toute cette surface et même travailler pour les marchés extérieurs; car, nous jouissons pour l'exportation d'avantages exceptionnels dont nous ne sentons pas assez le prix et dont nous ne savons pas tirer parti.

De même, en effet, que notre industrie peut offrir au monde des produits finis et d'un goût parfait qu'on ne trouve nulle part, notre agriculture de son côté a le monopole de productions d'une valeur incomparable et qu'on recherche partout. Nous n'avons pas à faire l'éloge de nos fruits exquis, de nos primeurs, de nos fleurs incomparables; malheureusement, nous n'avons jamais su organiser méthodiquement et pratiquement l'expédition de nos produits de choix sur les marchés extérieurs, et sur ce point essentiel nous ferons bien de prendre des leçons à l'étranger.

Et puis nous avons nos vins, nos excellents vins de France, auxquels la guerre a fait une réclame exceptionnelle et que les clientèles anglaises et surtout américaines vont se disputer. La vigne peut donc reprendre partout sa marche ascendante.

Enfin, à côté de nos vins, il faut placer nos magnifiques races de bétail, uniques au monde, qui sont recherchées partout et qui constituent avec les céréales notre principale source de richesse. En 1913, notre cheptel était évalué à plus de 10 milliards, produisant un revenu de plus de 3 milliards en viande, lait, beurre, fromages et produits accessoires. Il dépend de nous d'augmenter presque indéfiniment cette branche de production; car nous sommes sûrs de trouver toujours des acheteurs sur

les marchés étrangers pour nos animaux d'élite qui y font prime, à une condition cependant : c'est que nous transformions nos méthodes d'élevage et que nous fassions pour notre bétail ce que nous avons fait pour la race chevaline. La loi de 1885, qui n'a permis la monte qu'aux étalons des haras de l'État ou aux étalons approuvés ou autorisés, a eu ce résultat de doubler notre exportation en l'élevant de 10000 têtes, moyenne de 1892, à 22000 têtes en 1912.

Notre exportation de taureaux a augmenté aussi, mais uniquement dans les régions où l'initiative individuelle a pratiqué le même régime de sélection que pour la race chevaline, en instituant des Sociétés d'élevage et des livres généalogiques. C'est ainsi qu'a été constituée, sous l'impulsion de l'honorable M. Teisserenc de Bord, ancien ministre de l'Agriculture, la superbe race limousine dont on se dispute partout les plus beaux types.

Mais les résultats obtenus sont tout à fait insuffisants pour un pays de pâturages privilégié comme la France, et nous ne ferons rien de décisif tant que nous ne doterons pas notre production bovine d'un régime légal copié sur celui de la race chevaline. La Chambre est saisie depuis 1916 d'un projet complet, qui réalise cette assimilation et qui a été renvoyé à sa Commission d'agriculture.

C'est une réforme d'autant plus urgente que notre troupeau national a été cruellement entamé par la guerre; c'est lui qu'il a fallu en partie sacrifier aux nécessités de l'alimentation publique et il faudra des années pour le reconstituer. M. Alfred Massé, ancien ministre, qui en a suivi les oscillations pas à pas depuis le début de la guerre, estime, avec sa

haute compétence, qu'il faudra au moins cinq années pour le reconstituer et il ne voit qu'un moyen d'abréger ce délai, c'est que, pendant longtemps encore, nos alliés, l'Angleterre surtout, viennent à notre secours pour nous aider à nous procurer et à transporter des viandes frigorifiées qui nous permettront d'économiser le bétail vivant.

C'est une raison de plus pour que nous employions cette période de transition à constituer nos races de bétail, région par région, et à les sélectionner à fond. Si nous avons le courage de le faire avec persévérance, nous augmenterons rapidement et dans des proportions considérables notre capital et notre revenu agricoles.

Pour terminer cette revue de nos trésors agricoles inexplorés, mentionnons encore une branche de production qui devrait être au premier rang dans un pays comme la France, celle des animaux de basse-cour, surtout celle de la volaille. Voilà encore un chapitre qui pourrait nous permettre de faire rentrer une centaine de millions dans les Caisses de la France, si nous voulions bien, comme tant d'autres nations, prendre la peine de nous baisser pour les ramasser.

Un pays qui a l'avantage inappréciable de posséder huit millions d'agriculteurs devrait avoir des millions de poulaillers, et nous devrions non seulement suffire aux besoins de notre consommation, mais encore approvisionner les autres grands pays qui ne peuvent pourvoir à la leur.

Comment se fait-il cependant que, depuis si longtemps, nous laissions de plus en plus se tarir cette source de bénéfices si faciles? Après avoir été

exportateurs jusqu'en 1900 nous sommes devenus tributaires de l'étranger auquel nous achetions, à la veille de la guerre 400 millions d'œufs valant de 35 à 40 millions. Dans le même temps, le petit Danemark, grâce à ses Sociétés Coopératives d'exportation, voyait son exportation d'œufs monter à 37 millions. Combien il serait facile à la France de doubler et même de tripler ce chiffre !

Après cette revue forcément incomplète des trésors cachés qui peuvent permettre à la France de reconstituer rapidement et d'accroître sa fortune, personne ne saurait douter de son avenir ; rien ne lui sera plus facile, si elle le veut, que de pourvoir à son alimentation et de se placer pour son exportation au niveau des grands pays qui lui ont montré la voie. Il dépend d'elle de faire aussi des milliards de bénéfices nets.

Je dis à dessein — bénéfice net — parce que l'exportation agricole a cet avantage, disons ce privilège, d'être tout profit pour le pays exportateur. Le produit qui sort de terre ne doit rien à personne et la valeur qu'il représente entre tout entière dans la Caisse du pays producteur ; à la différence du produit industriel, qui bien souvent est fabriqué avec des matières premières étrangères qu'il faut d'abord payer et dont il faut déduire la valeur quand on liquide l'opération. Notre vin est bien à nous, à nous seuls, nos céréales et notre bétail aussi, mais nos tissus de coton, de lin, de laine, nos machines, ne sont le plus souvent que des transformations de produits étrangers.

Cette seule considération donne à l'exportation agricole, au point de vue de la balance du Commerce et des résultats financiers de l'opération, une

incontestable supériorité sur l'exportation industrielle.

Mais notre exportation industrielle elle-même pourrait, si nous le voulions, bénéficier, elle aussi, du double profit agricole et industriel; il dépendrait de nous d'être à la fois producteurs en France de la matière première et du produit fabriqué. Nous oublions trop que le lin, le chanvre, la jute poussent en France, que la soie y trouve à la fois un sol privilégié pour le mûrier et une population dont l'éducation est supérieure. Et c'est dans de semblables conditions que nous en sommes réduits à acheter à l'étranger 104 millions de lin, près de 80 millions de jute et 350 000 millions de soie! Est-il donc impossible de réveiller nos sériciculteurs et de les ramener à la Terre?

***

Supposons maintenant ce beau rêve réalisé : toutes les terres de France ont été mises en valeur et elles ont été portées à leur maximum de rendements. On ne s'est pas borné aux terres actuellement cultivées; on a défriché et mis en pleine exploitation les cinq millions d'hectares de landes et pâtis que nous n'avons même pas eu le courage de reboiser.

Quand nous aurons fait tout cela, les résultats ne se feront pas attendre longtemps; ils ont été évalués par les agronomes et les économistes, qui ont creusé profondément le problème et qui estiment tous, avec juste raison, que notre production agricole, qui est de 19 à 20 milliards, pourrait être aisément portée à 30 milliards, ce qui nous per-

mettrait, avec cette seule plus-value, de faire face en moins de vingt ans à la plus grande partie de nos charges de guerre.

Que ceux qui seraient tentés de lever les bras au ciel et de dire : cela est impossible, veuillent bien franchir l'Atlantique et regarder ce qui a été fait dans un grand pays, les États-Unis, qui a pour lui sans doute les espaces immenses, mais qui est bien loin de posséder un instrument aussi parfait que la Terre de France. C'est là qu'ils pourront voir de quoi est capable l'initiative humaine portée à son maximum de puissance.

Il y a vingt ans à peine, en 1897, le total de la production agricole des États-Unis ne dépassait pas 21 milliards; il dépasse aujourd'hui 50 milliards. Une pareille évolution justifie complètement notre thèse. Nous ne prétendons certes pas assimiler les deux pays, nous voulons simplement faire ressortir par comparaison la toute-puissance du progrès agricole quand il est en marche et les vastes horizons qui s'ouvrent devant nous.

C'est cette vision saisissante qu'il faudrait faire entrer dans la tête de tous les Français pour les décider à se porter en masse du côté de l'Agriculture, qui leur offre ainsi le moyen le plus sûr de refaire leur fortune et celle de la France.

Ils referaient du même coup celle de l'Industrie qui pourrait, par ce moyen, retrouver bien vite sur notre marché intérieur l'équivalent de la clientèle qu'elle est exposée à perdre momentanément à l'extérieur. Ses meilleurs clients ne sont-ils pas les agriculteurs? plus ils gagnent d'argent, plus ils achètent, et leur clientèle a cet avantage d'être plus solide et plus sûre que celle de l'étranger.

Il faut du reste rendre cette justice à nos industriels, qu'ils ont compris depuis longtemps cette grande vérité. Ce sont eux qui, les premiers, ont réclamé la protection douanière pour nos agriculteurs, qui n'était qu'une mesure de justice et de stricte égalité dans la lutte. C'est sur cette idée maîtresse qu'a été fondée la grande Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises qui a rendu et qui rend encore tous les jours, sous l'énergique impulsion de son président M. Touron, tant de services au Travail national.

Il faut continuer cette marche en avant et la main dans la main des deux grandes sœurs, mais cette fois c'est à l'Agriculture qu'il appartient, par la force des choses, de servir d'avant-garde et de prendre la tête du mouvement.

***

Nous venons d'envisager la terre comme source de revenus, comme moyen de pourvoir à l'alimentation publique et d'augmenter les bénéfices annuels de nos agriculteurs par une meilleure exploitation du sol; mais, si on voulait se faire une idée exacte de l'ensemble de l'opération, qui consiste à augmenter le rendement des cultures, et la chiffrer, il faudrait aussi faire entrer en ligne de compte, en même temps que le revenu, l'augmentation énorme du capital national qui doit résulter de l'augmentation de valeur de l'instrument de travail lui-même.

Il en est de la terre comme d'un établissement industriel, qui, par un procédé de fabrication perfectionné, parviendrait à augmenter sa production et ses bénéfices ; la valeur vénale de l'établissement

serait relevée d'autant et la fortune de l'industriel aussi.

Or, la terre n'est pas autre chose qu'une immense usine travaillant jour et nuit avec une foule d'ouvriers visibles et invisibles qui entrent dans les frais de production, mais qui rapportent infiniment plus qu'ils ne coûtent, et si elle vaut, comme l'usine, en proportion de ce qu'elle produit, on arrive à cette conclusion indiscutable que la France a en main, si elle sait s'en servir, la baguette magique qui peut lui permettre d'augmenter d'année en année le capital de sa fortune.

Celle-ci est évaluée aujourd'hui pour la propriété bâtie à 65 milliards, pour la propriété non bâtie à 62 milliards. Il est triste de rappeler que depuis quarante ans environ, pour des causes nombreuses que nous aurons à analyser afin d'en conjurer le retour, la valeur de la propriété non bâtie n'a pas cessé de baisser. Elle était, en 1879, de 91 milliards au lieu de 62, chiffre actuel, soit une perte de près de 30 milliards. La conséquence c'est que, dans le même intervalle, le prix moyen de l'hectare est tombé de 1830 francs à 1244 francs. Qu'on s'étonne après cela de la désertion de la terre et de l'engouement des capitaux pour les valeurs mobilières.

Ces chiffres sont affligeants quand on les rapproche de la somme de richesse latente que recèle la terre de France et qui y reste enfouie. Ils paraissent plus affligeants encore quand on compare notre fortune immobilière descendante à l'ascension vertigineuse de la plupart des grandes nations agricoles. Si, après la terrible crise de dévastation que nous venons de subir, nous ne faisions pas le serment de secouer notre indolence, nous serions

perdus et nous resterions écrasés sous le poids des charges de l'avenir.

Il dépend heureusement de nous de nous relever victorieusement, et notre devoir est tout tracé. En face du bilan de nos pertes il faut dresser l'inventaire de nos ressources et des moyens de rétablir notre fortune. Ils consistent à exploiter à fond toutes les branches de production que nous avons négligées et à tirer parti de tous les avantages dont la nature nous a gratifiés. Il faut avant tout que nous portions à son maximum le rendement de la terre de façon à augmenter à la fois son revenu et sa valeur en capital. C'est tout le programme de l'avenir et il faut que nous ayons le courage de le réaliser.

***

Cet inventaire de la fortune immobilière de la France ne serait pas complet si nous n'ouvrions pas une parenthèse pour y introduire quelques éléments qui, sans être du domaine purement agricole, constituent un chapitre extrêmement important de la richesse publique.

Il y a d'abord les couches profondes de notre sous-sol qui recèlent des gisements de toute nature, trésors en grande partie inexplorés. Que de découvertes à faire pour le charbon, les minerais, les engrais, etc., etc.

***

A côté de ces produits en partie classés il faut placer aujourd'hui au premier rang un facteur nou-

veau dont nous soupçonnions à peine la valeur, il y a quelques années, et qui vient, à la lueur de la guerre, de nous apparaître dans toute sa puissance. La découverte de nos richesses hydrauliques, de la houille blanche, comme on l'a très justement appelée, a été pour la France, — qui en soupçonnait à peine la valeur, — une véritable révélation. Les applications qui en ont été faites au cours de ces dernières années ne peuvent plus laisser de doute sur les résultats merveilleux qu'on peut en attendre, et nous n'avons qu'à tendre la main pour recueillir ce trésor inespéré.

Les chiffres sur lesquels reposent toutes nos espérances d'avenir assurent à la France une suprématie qui peut renverser tous les rôles dans les grandes batailles économiques de l'avenir. Avec nos 280 kilomètres de rivières navigables et non navigables représentant plus de 9 millions de chevaux-vapeur,sur lesquels nous n'utilisions avant la guerre que 800 000 environ, nous laissons bien loin derrière nous les plus grands pays industriels, l'Angleterre qui ne dispose que d'un million et l'Allemagne d'un million et demi de chevaux-vapeur. Quelle marge éblouissante pour nous, si on songe qu'un cheval-vapeur représente le travail de 24 hommes !

Le premier service que la houille blanche pourra nous rendre sera de remplacer en très grande partie pour nos industries le charbon qui va leur manquer de plus en plus. Avant la guerre, l'insuffisance de notre production prenait déjà des proportions inquiétantes; bien qu'elle ait doublé en vingt ans, elle pouvait de moins en moins suffire aux besoins de notre consommation qui était passée

de 36 millions à 60 millions de tonnes. Nous sommes ainsi devenus de plus en plus dépendants de l'étranger, auquel nous payions en 1912 un tribut de 500 millions; nos grands fournisseurs étaient l'Angleterre pour 9 millions de tonnes, l'Allemagne pour 6 millions, la Belgique pour 2 millions.

Au lendemain de la guerre, après les affreuses dévastations des Barbares qui ont ruiné pour longtemps notre production nationale, et même en escomptant les justes réparations que nous exigeons de l'Allemagne, notre situation serait désastreuse si nous ne faisions pas entrer en ligne nos forces hydrauliques qui nous permettront de diminuer de plus en plus nos importations de charbon. Par cette seule porte nous pouvons faire rentrer en France des centaines de millions.

Pour nous rassurer sur ce point et nous donner pleine confiance dans l'avenir, nous pouvons ici encore invoquer l'autorité du directeur de la Deutsche Bank, une des plus fortes têtes de l'Allemagne au point de vue économique, M. Helferich.

Il a consigné dans son fameux rapport de 1913 des chiffres fulgurants qui contiennent une véritable prophétie sur l'avenir de la houille blanche. Il estime que les 7 millions de chevaux fournis par les machines à vapeur allemandes représentent le travail de 52 millions d'hommes.

Si nous prenons la déclaration au pied de la lettre, nous sommes en droit d'en tirer cette conclusion qu'avant la guerre nous perdions presque l'équivalent du travail de 52 millions d'hommes, puisque nous n'utilisions que 3 millions au maximum de chevaux hydrauliques sur 9 millions. Sans rien exagérer nous avons le droit d'espérer qu'avec

un pareil trésor bien aménagé nous pourrons combler en hâte les terribles vides que la guerre a laissés dans notre armée de travailleurs.

Ce n'est pas tout; pendant que nous commencions à utiliser cette source de force inépuisable, qui nous a rendu d'immenses services pendant la guerre, la science découvrait et découvre tous les jours des emplois nouveaux de la houille blanche, qui tiennent du prodige. Avec l'électro-métallurgie, l'électro-chimie, se prépare une révolution industrielle et agricole dont il dépend de la France de recueillir l'immense profit.

Il est triste de constater qu'ici encore c'est l'Allemagne qui a eu tout le profit de ces magnifiques découvertes; c'est grâce à elles qu'elle a pu donner à ses industries chimiques un tel développement qu'elle était devenue sur ce terrain la reine du monde. Elle ne possède pas moins de dix mille usines dont quelques-unes sont au capital de plus de 100 millions. Elle est ainsi arrivée à produire 1 500 000 tonnes d'acide sulfurique et elle prépare les 9 dixièmes des teintures employées dans le monde. Les résultats qu'elle a obtenus pour son agriculture sont dans la même proportion; elle peut consommer aujourd'hui 485 millions de tonnes d'engrais pendant que nous atteignons péniblement 208 millions, ce qui lui permet d'employer 2070 kilos de nitrate par kilomètre carré de terres cultivables alors que nous ne disposons que de 1030 kilos seulement.

Demain les choses vont changer de face et les rôles seront renversés si nous savons utiliser les trésors que nous avons sous la main et les mettre en valeur. C'est de notre côté que coulera le Pac-

tole et c'est dans les Caisses de la France que tomberont les milliards que nos innombrables cours d'eaux nous procureront.

Avec de pareils trésors ajoutés aux bénéfices résultant de l'extension indéfinie de notre production agricole, comment pourrions-nous avoir l'inquiétude de l'avenir et surtout comment pourrions-nous douter de notre reconstitution financière? Ce sont des flots d'or qui vont couler dans nos budgets et qui ne coûteront rien aux contribuables.

Gardons-nous donc de tomber dans un pessimisme noir, déprimant et décourageant. Il pourrait s'expliquer si les chiffres conservaient la même valeur qu'avant la guerre : 140 milliards de dette en capital pour une fortune nationale de 300 milliards, et 15 milliards de charges budgétaires en face d'un pauvre revenu de 30 milliards. Comment, nous diront les défaitistes de l'avenir, supporter un pareil fardeau sans marcher à la faillite!

Ce serait vrai si, après la guerre et au lendemain de la victoire, notre énergie nationale ne devait pas décupler nos forces, et imprimer à nos industries, à notre agriculture, à notre commerce, à nos arts et à toutes les autres branches de notre activité nationale un essor formidable qui relèvera la fortune de la France nouvelle à la hauteur de ses besoins.

Et alors, ce qu'il faut voir dès aujourd'hui, avec les yeux perçants de l'avenir, c'est 15 ou 16 milliards de budget en face de 40 ou 50 milliards de revenus et 100 milliards de dette environ en face de 400 et même 500 milliards de capital.

Si on se place au point de vue purement budgétaire on aperçoit tout de suite l'énorme profit que

le Trésor peut tirer de l'augmentation de la valeur et du revenu de la terre. N'est-ce pas elle qui aujourd'hui déjà l'alimente sous toutes les formes, par l'impôt foncier, l'impôt sur le revenu agricole, les droits de vente, de donation, de succession, d'hypothèques, etc., qui s'accumulent sur le même immeuble sans qu'il soit possible de rien dissimuler aux investigations du fisc? Si on réfléchit que l'assiette de ces droits repose sur la valeur de la Terre en capital et en revenu et si on calcule l'augmentation qui va *ipso facto* résulter de sa plus-value, on peut se faire une idée de l'importance du concours que l'agriculture de l'avenir pourra apporter à nos budgets en détresse.

Quant à l'agriculteur, il ne sentira pas le poids de la surcharge ou le sentira à peine lorsqu'il pourra faire sortir de chaque hectare de terre un supplément de production qui augmentera ses recettes et son revenu dans des proportions bien autrement considérables.

***

Ce n'est pas tout et d'autres horizons se dessinent encore devant nous dans le lointain ; la valeur en capital de la terre pourrait aussi bien servir d'assiette au crédit personnel de nos agriculteurs qu'à celui de l'État. Ils ont déjà, il est vrai, le crédit hypothécaire, mais il est pour eux d'une médiocre ressource à cause des formalités et des frais qu'il entraîne et aussi à raison de la difficulté de trouver des prêteurs.

Il y aurait bien un moyen de tourner la difficulté,

ce serait de constituer des Sociétés immobilières qui pourraient mettre en action les terres d'un certain nombre de propriétaires, comme on peut le faire pour les usines. Chaque propriétaire qui aurait besoin d'argent pourrait ainsi vendre ses actions ou même simplement les donner en gage pour emprunter; c'est une combinaison séduisante en apparence, mais outre qu'elle serait d'une réalisation difficile, elle pourrait être de nature à compromettre la bonne exploitation du sol.

Mais pourquoi ne pas permettre à un seul propriétaire de faire ce que pourraient faire plusieurs propriétaires réunis ? L'idée n'est pas nouvelle et ce n'est pas une utopie, puisqu'elle a reçu son application, sa consécration depuis longtemps déjà dans un pays en formation, l'Australie, à l'époque où les capitaux mobiliers faisaient défaut.

Le système qui s'y pratique et qui y a été introduit par le célèbre acte Torrens a fait aujourd'hui ses preuves et l'expérience l'a justifié. Là, le propriétaire d'un immeuble, après avoir fait établir par expertise la valeur de celui-ci, peut obtenir d'une Administration spéciale qui correspond de loin à nos conservations d'hypothèques, un titre qui représente cette valeur; c'est une sorte de warrant dont il a le droit de disposer comme d'une action ou d'une obligation. Il est en quelque sorte son propre actionnaire tant qu'il n'en dispose pas, et la Terre devient ainsi un capital circulant qui augmente d'autant la circulation fiduciaire. Il ne faut plus que l'hypothèque ne soit que la ressource désespérée d'un propriétaire besogneux, un moyen de payer ses dettes, il faut au contraire qu'elle ait pour but l'augmentation du

capital d'exploitation et de la production elle-même. Dans le premier cas, le prêt ne représente que 3 ou 4 pour 100, et dans le second 8 à 10 pour 100.

Sans doute ces nouveautés feront dresser les cheveux sur la tête des admirateurs fétichistes de notre Code civil et je ne suis pas bien sûr que le système passe aisément dans nos habitudes; mais il vaut la peine d'être étudié pour l'adapter au nouvel état de choses que la guerre nous a légué et qui nous oblige à essayer de tous les moyens qui ont réussi ailleurs.

Quand on aura fait un pas dans cette voie on ira peut-être plus loin encore, et il est possible qu'on pousse jusqu'à la mobilisation générale de la Terre elle-même pour en faire le gage des emprunts de l'avenir. L'idée fait son chemin en ce moment et personne ne peut dire où elle s'arrêtera. Nous n'essaierons pas de la creuser parce qu'elle nous entraînerait trop loin, mais elle ouvre sur l'avenir des horizons qui nous présagent des surprises agréables. Pourquoi en effet la Terre ne deviendrait-elle pas la base d'un crédit public d'un nouveau genre? L'encaisse de la Banque de France donne à notre billet de banque une solidité qui en fait la plus solide des monnaies, mais la Terre de France vaut encore mieux que l'or parce qu'elle est indestructible [1].

Des esprits à la fois très ouverts et très pratiques, comme M. Messier, font campagne pour éclairer la

1. Il n'est pas douteux que la valeur de la propriété immobilière estimée hier 122 milliards ne cessera pas de monter et pourra atteindre 200 milliards pendant que celle de la propriété mobilière évaluée à 157 milliards subira une dépréciation inévitable.

route et travailler à l'éducation du grand public dont l'adhésion est indispensable pour le succès d'une aussi vaste opération. On cherche partout à rétablir l'équilibre entre les avantages de la propriété mobilière et les désavantages de la propriété immobilière et on ne saurait trop encourager une évolution financière qui peut avoir une influence considérable sur l'avenir de notre agriculture.

CHAPITRE IV

INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Nos possibilités d'intensification. || Rendements a l'hectare. || Pays étrangers. || Notre infériorité et ses causes. || L'objection des surfaces. || Évolution nécessaire. || Pas d'enseignement doctrinal. || Champs de démonstration. || Organisation a créer. || Ce qui a été fait aux États-Unis. || Établissements de recherches scientifiques. || Leur organisation en France et a l'étranger. || Insuffisance de la dotation de nos laboratoires de recherches.

Ce long exposé était indispensable pour justifier la conclusion à laquelle nous sommes arrivés, à savoir, que, dans la situation faite à la France par l'effroyable guerre, l'Agriculture est devenue notre vraie planche de salut et le moyen le plus efficace de prévenir l'effondrement économique et financier auquel nous n'échapperions pas, si nous faisions fausse route.

Elle constitue aujourd'hui, par la force des choses, la base de notre reconstitution nationale; c'est elle qui d'abord doit suppléer, dans les premières années qui suivront la guerre, à l'insuffisance fatale de nos ressources alimentaires et de nos autres moyens de production; l'Industrie elle-même aura besoin d'elle pour se refaire et se relever. C'est elle encore qui doit venir au secours de nos budgets en détresse, en leur apportant comme appoint les contributions qui nous permettront de

faire face à nos charges de guerre et de reconstituer notre capital national.

Mais elle ne pourra le faire qu'à la condition de tirer du sol des récoltes toujours plus abondantes et plus riches, et en élevant sans cesse le rendement moyen à l'hectare de ses principales branches de production. C'est ainsi que le programme agricole de l'avenir tient tout entier dans cette simple formule : la recherche et l'application des moyens nécessaires pour intensifier indéfiniment la production de la terre de France.

C'est ce programme d'action qu'il nous reste maintenant à dresser et à analyser dans ses grandes lignes.

Une première question se pose à laquelle il faut d'abord répondre : cette augmentation considérable de notre production est-elle possible scientifiquement et pratiquement, et dans quelle mesure ? Nous ne chercherons pas la réponse dans une discussion doctrinale qui nous obligerait à faire un cours complet d'agronomie parfaitement inutile, car elle est faite depuis longtemps de façon décisive. L'expérience a aujourd'hui parlé et les résultats qu'elle a donnés sont tellement indiscutables qu'ils s'imposent aux plus incrédules.

L'augmentation indéfinie de la production agricole, son intensification, est, depuis de longues années, l'objectif presque unique des nations agricoles les plus prospères et les plus riches, les États-Unis, l'Angleterre, la Belgique, le Danemark, enfin l'Allemagne, et dans tous les pays, les rendements à l'hectare pour les principaux produits sont de beaucoup supérieurs aux nôtres. L'Allemagne, un instant attardée, a, dans les der-

nières années, regagné le temps perdu et fait des pas de géant; elle est ainsi parvenue à obtenir des rendements de beaucoup supérieurs aux nôtres sur une terre qui, dans l'ensemble, est bien loin de valoir notre terre de France.

Donnons quelques chiffres décisifs : dans la période 1909-1913, les rendements moyens à l'hectare ont été les suivants :

Pour le blé : en France 13 quintaux, en Angleterre 21 quintaux, en Allemagne 21 quintaux, en Belgique 24 quintaux, en Hollande 24 quintaux, en Danemark 27 quintaux. — Pour l'avoine : en France 13 quintaux, en Angleterre 17 quintaux, en Allemagne 19 quintaux, en Hollande 20 quintaux, en Belgique 28 quintaux. Les proportions sont les mêmes pour l'orge. Pour les pommes de terre, l'écart est encore plus saisissant : en France 83 quintaux, en Angleterre 146, en Allemagne 137, en Hollande 143.

Le *Génie rural* qui a dressé la statistique du monde entier donne des chiffres qui nous placent à un rang encore plus bas; mais, nous les considérons comme très discutables, une comparaison de ce genre reposant sur des données souvent discutables et trop difficiles à contrôler.

On oppose à ces constatations, pour enlever à la comparaison sa force démonstrative, une objection dont nous ne songeons pas à contester la valeur. On fait observer que, si la moyenne de la production à l'hectare pour la France est inférieure à celle de la plupart des grands pays agricoles et la

place pour le blé, par exemple, au 15e rang, c'est parce qu'en France la superficie cultivée en blé est proportionnellement énorme quand on la rapproche de celle des autres pays. Peut-on comparer sérieusement, nous dit-on, les 6 millions et demi d'hectares de blé cultivés en France aux 697 000 hectares de l'Angleterre, aux 157 000 de la Belgique, aux 56 000 des Pays-Bas, aux 11 000 du Danemark et 1 848 000 de l'Allemagne. N'est-il pas évident que plus la surface cultivée est étendue pour un produit quelconque, plus elle contient de terres médiocres incapables de donner d'énormes rendements.

Et pour fortifier le raisonnement, on ajoute : la preuve qu'en France nous sommes aussi capables que les nations les plus avancées d'atteindre les hauts rendements nous est fournie par les dix départements situés au nord de Paris et qui cultivent plus d'un million d'hectares. Dans cette région le rendement moyen par hectare atteint 19 quintaux.

L'observation est juste en soi et nous convenons volontiers qu'il n'est pas possible d'établir une comparaison rigoureuse entre les différents pays agricoles sans faire entrer en ligne un grand nombre de facteurs. Nous sommes les premiers à reconnaître et à admirer l'effort énorme fait par nos agriculteurs du Nord, au lendemain de l'établissement de notre régime douanier, pour ressusciter la production du blé et obtenir de leurs terres les rendements les plus élevés. Mais, ce qu'il faut dire aussi, c'est que s'ils ont obtenu de si beaux résultats, ce n'est pas seulement parce qu'ils opéraient sur des terres de bonne qualité, c'est aussi parce qu'ils étaient des hommes de progrès et

qu'ils ont appliqué à ces terres les procédés de culture les plus perfectionnés. Tout le monde sait que notre agriculture du Nord est un modèle et c'est à elle qu'il faudra demain demander des leçons.

Voilà pourquoi nous persistons à penser que si nous avions appliqué partout où cela était possible les mêmes procédés qu'elle, nous aurions obtenu des rendements moyens infiniment supérieurs à ceux qui, par leur faiblesse, ont abaissé dans des proportions affligeantes la moyenne de nos rendements généraux. On ne fera croire à personne que les 58 départements qui en 1913 ont obtenu moins de 13 quintaux à l'hectare seraient incapables de relever le niveau de leurs rendements s'ils voulaient bien appliquer à leurs cultures les mêmes méthodes que le Nord qui a obtenu 24 quintaux, le Pas-de-Calais qui en a obtenu 20, l'Oise 19, l'Aisne 18, la Seine-et-Marne 18, la Somme 17. Il ne manque pas de bonnes terres ailleurs que dans le nord de la France et si nous savions bien les utiliser, le rendement de nos cultures se relèverait à vue d'œil. Certes il n'entre pas dans notre pensée de demander à la masse de nos producteurs de blé de porter tous leur moyenne de rendement de 13 à 21 quintaux, mais, comme nous l'avons dit, il suffirait d'un relèvement moyen de quelques quintaux seulement par hectare pour augmenter notre revenu agricole dans des proportions invraisemblables. On a calculé que si nous pouvions seulement augmenter nos rendements moyens en blé de 3 quintaux à l'hectare, ce qui n'a rien d'impossible, nous réaliserions un supplément de recettes de 20 millions de quintaux qui, même aux cours inférieurs de l'avant-guerre, représenteraient une recette supplémentaire de près

d'un demi-milliard. Comme il serait facile, si nous faisions le même effort pour nos autres branches de production, d'assurer par le développement normal de la richesse publique, l'équilibre de nos budgets de l'avenir et de préparer le règlement de notre dette de guerre sans nous imposer trop de privations.

Notre observation s'applique avec bien plus de force encore aux branches de cultures autres que le blé ; car ici encore nos concurrents étrangers ont obtenu des rendements supérieurs aux nôtres sur des surfaces plus restreintes, ce qui enlève à l'argument tiré des surfaces la plus grande partie de sa valeur.

Pour l'orge, par exemple, que nous cultivons sur une étendue de 760 000 hectares, nous n'obtenons qu'un rendement moyen de 18 quintaux à l'hectare, quand l'Allemagne en obtient 22 sur 1 654 000 hectares. Pour l'avoine, nous ne produisons que 13 quintaux à l'hectare sur 3 979 000 hectares, quand l'Angleterre produit 21 quintaux sur 4 438 000 hectares. Pour les pommes de terre les chiffres sont encore plus saisissants. Nous ne produisons que 85 quintaux à l'hectare sur 1 517 000 hectares, quand l'Allemagne arrive à 158 quintaux sur 3 millions 412 hectares.

On a fait un calcul comparé purement hypothétique, mais qui peut donner une idée des résultats dont nous pourrions tout au moins approcher, si nous nous décidions à appliquer les mêmes méthodes que nos principaux concurrents. Si nous prenons, par exemple, comme point de comparaison l'Allemagne dont le sol est plutôt inférieur au nôtre et si nous appliquons à nos différentes branches de

culture les rendements qu'elle a obtenus en 1913 pour les siennes, on arrive à cette conclusion que les nôtres auraient pu s'élever pour le blé à 138 millions de quintaux au lieu de 84, pour le seigle à 21 millions de quintaux au lieu de 12, pour l'orge à 15 millions de quintaux au lieu de 10, pour l'avoine à 77 millions de quintaux au lieu de 51, pour les pommes de terre à 210 millions de quintaux au lieu de 58. On peut faire subir à ces chiffres toutes les réductions qu'on voudra, mais on ne fera croire à personne qu'il nous est impossible d'en approcher, et pour peu que nous en approchions, ce sont des milliards qui sortiront de notre sol comme par enchantement.

***

Faut-il pour cela accuser l'esprit rétrograde de nos agriculteurs et les rendre responsables de ce recul? Nous ferions beaucoup mieux de nous accuser nous-mêmes de n'avoir rien fait ou presque rien pour leur éducation pratique. Ce ne sont pas les 3000 élèves qui passent par nos écoles d'agriculture qui peuvent transformer la mentalité de 8 millions d'agriculteurs, encore moins celle du million d'enfants d'agriculteurs de moins de 18 ans qu'il faudrait instruire. Nous les avons laissés dans l'ignorance des immenses progrès réalisés à l'étranger et nous n'avons pas su leur en faire voir les résultats. Ils ont soif de progrès autant que d'autres, mais ils ont cru que le progrès consistait à dépenser le moins possible sur la terre et à économiser sur tout.

Ce n'est pas avec des phrases ni même avec des

démonstrations purement théoriques qu'on peut les entraîner, car ils n'aiment pas les expériences hasardées. Quand on leur parle des magnifiques rendements obtenus par tel ou tel de leurs voisins, ils répondent d'ordinaire avec un hochement de tête : « On voit bien ce que celui-là récolte, mais il ne dit pas ce que ça lui coûte ».

La vérité, c'est que l'enseignement purement doctrinal n'a aucune prise sur la masse agricole; ce qu'il lui faut pour la rallier et la décider à l'action, ce sont des leçons de choses données sur place et mises à la portée de toutes les intelligences. C'est là ce qui fait la supériorité sur tous les autres modes d'enseignement de cette merveilleuse leçon de choses qui s'appelle les champs de démonstration.

Il n'y a pas d'incrédulité qui puisse résister à l'évidence. Quand l'agriculteur le plus arriéré a devant lui le champ ensemencé par les méthodes nouvelles, avec les meilleurs engrais, des semences de choix, et une préparation du sol parfaite, à côté du pauvre champ d'autrefois, épuisé parce que mal travaillé, et qu'on met sous ses yeux la différence des résultats, surtout la différence des bénéfices, sa décision est bien vite prise et le retardataire de la veille devient un des plus ardents propagandistes du lendemain.

C'est la méthode qui a été appliquée pour les machines au cours de la guerre et elle a donné des résultats immédiats. Sur ce terrain, l'éducation de nos agriculteurs s'est faite avec la rapidité de l'éclair. Il a suffi d'instituer des concours publics auxquels ont été conviés les agriculteurs de chaque région, pour leur permettre d'apprécier la valeur

des machines, et les conversions se sont faites d'elles-mêmes. La France agricole a été tout de suite traversée par un courant d'émulation qui s'étend de plus en plus.

Il est profondément regrettable que ce mode d'enseignement un instant en faveur chez nous et qui avait donné des résultats si satisfaisants, ait été négligé et presque abandonné au moment même où nous en avions le plus besoin. Aussi le premier grand effort à tenter au lendemain de la guerre pour relever notre production agricole doit-il consister à instituer dans toutes nos communes des champs de démonstration appropriés à la culture du pays. L'idéal serait la ferme de démonstration, la ferme modèle, partout où on pourrait la trouver.

Le choix de ces champs de démonstration et leur exploitation étant de la plus haute importance, il est nécessaire de faire appel à des compétences reconnues pour leur organisation et pour les démonstrations à en tirer. Aussi sommes-nous d'avis qu'à côté des municipalités, des instituteurs et même des fonctionnaires de l'agriculture qui devront faciliter la création de ces champs de démonstration et centraliser les résultats obtenus, le rôle principal pour cette création, pour la direction des opérations et surtout les démonstrations, doit être réservé à nos sociétés d'agriculture, grandes et petites, qui ont des membres presque partout. Ceux-ci seront mieux compris par la masse rurale et auront plus d'autorité sur elle.

C'est ainsi d'ailleurs que les Américains ont compris les champs de démonstration qui, chez eux, sont la pierre d'assise de l'enseignement agricole. Ils ont institué, à côté de leurs stations agro-

nomiques expérimentales qui sont à la fois un centre de recherches scientifiques et un instrument de réalisation pratique, des Comités, — on en compte plus de 400, — qui parcourent la campagne, le plus souvent en automobiles, s'arrêtant aux champs d'expériences où ils convoquent les agriculteurs des environs, pour leur donner des conseils pratiques qui résultent de la comparaison du champ modèle avec le champ banal, visitant ensuite les fermes et se mettant même quelquefois à la besogne.

Ces Comités répandent d'innombrables brochures. Au cours de l'année 1912-1914, les 62 stations n'ont pas envoyé moins de 1300 publications qui ont été expédiées à plus d'un million d'adresses différentes.

***

Les Américains ne se sont pas bornés à la propagation pratique des meilleures méthodes de culture; ils ont admirablement compris que l'intensification incessante de la production ne dépendait pas seulement de leur application persévérante, mais aussi des progrès de la science elle-même et de l'application continue de méthodes nouvelles et de procédés nouveaux.

Ils n'ignorent pas que la science agronomique est en perpétuel enfantement et que le progrès d'aujourd'hui peut être détrôné par les progrès de demain. Une nation agricole qui s'immobiliserait dans le *statu quo* de la pratique courante, même la plus parfaite, serait vite distancée par celles qui ne se lassent pas d'étudier et de fouiller tous les

mystères de la nature, pour en dégager des lois nouvelles. N'oublions pas que c'est la France qui a eu l'honneur d'ouvrir la route aux grandes découvertes dont ses concurrents ont bien souvent tiré plus de parti qu'elle-même. Il est temps que nous achevions l'œuvre des Pasteur, des Boussingault, des Berthelot, des Schlœsing, des Scribaux, des Dehérain, des Risler, des Müntz et que nous reprenions notre marche en avant.

Ce ne sont pas les hommes qui nous manquent et je ne veux pas citer, pour ménager leur modestie, la pléiade de savants d'élite qui font tant d'honneur en ce moment à la science agronomique et qui sont tout prêts, au lendemain de la guerre, à chercher dans des voies nouvelles, l'expansion de notre production agricole.

Mais, si nous avons les savants, j'ai le regret de dire que depuis trop longtemps nous ne faisons rien ou presque rien pour encourager et faciliter leurs recherches, pour les agrandir et encore moins pour vulgariser leurs travaux; nos établissements scientifiques de recherches agricoles n'ont ni les ressources financières, ni le personnel, ni les instruments indispensables pour leurs travaux, et on reste humilié quand on compare le peu que nous faisons en France à la puissante organisation des principales nations agricoles.

Ce parallèle attristant a été fait récemment à l'Académie des Sciences, par le vénéré M. Tisserand, l'apôtre de la science agronomique et il a été complété avec une abondance de preuves accablantes par le si distingué et si actif Directeur de notre Institut national agronomique, M. Georges Wéry, dans une Conférence faite à la Société

Nationale d'encouragement à l'Industrie, et présidée par un autre infatigable pionnier du progrès dans toutes les branches de l'activité nationale, M. Lindet.

M. Wéry a tracé le tableau le plus complet qui ait été fait jusqu'à ce jour des progrès réalisés dans le monde entier pour l'organisation et le fonctionnement des Établissements de recherches scientifiques en matière agricole. Il nous suffira, pour ouvrir les yeux de ceux qui ne veulent pas voir, de mettre en regard les budgets de ces établissements en France et à l'étranger.

Pour tous nos établissements officiels et privés, nous ne consacrons pas plus de 1 500 000 francs par an aux recherches agronomiques proprement dites, pendant que l'Angleterre, restée longtemps en arrière, leur alloue plus de 3 millions, l'Allemagne 9 millions, le Canada 10 millions et les États-Unis plus de 30 millions.

Le Laboratoire central du Service de la répression des fraudes reçoit seul 150 000 francs bien employés, et qui ne sont pas consacrés exclusivement aux Recherches scientifiques ; vient ensuite le grand Laboratoire de la Société des Agriculteurs de France, avec un budget de près de 70 000 francs ; mais c'est une institution privée. La masse des laboratoires officiels, au nombre de 77, ne jouit que de maigres dotations allant de 1200 francs à 20 000 francs, 4 stations seulement ont des budgets allant de 30 000 à 40 000 francs ; 34 établissements, c'est-à-dire plus de la moitié n'ont que 15 000 francs à dépenser par an.

Cette insuffisance de ressources prive la plupart de nos établissements du personnel indispensable

pour faire des recherches suivies et sérieuses. Ils n'ont d'ordinaire, à côté du Directeur, que deux préparateurs et un garçon, quand les laboratoires allemands ont cinq ou six préparateurs ; les stations américaines, elles, ont pour leurs 62 stations un personnel de 1800 titulaires. En Angleterre, le seul laboratoire de Rothemstad a un revenu de 154000 francs.

En Allemagne, où on relève 71 grandes stations et laboratoires, les budgets sont d'une éloquence qui dit tout : 2794000 pour le laboratoire des Industries de fermentation à Berlin, pour 6 autres laboratoires, des dotations allant de 145000 à 360000 francs; viennent ensuite 7 laboratoires dotés de plus de 100000 francs; 21 de 38000 francs à 55000 francs. En résumé, sur 71 établissements, il n'en existe que 14 qui aient moins de 20000 francs à dépenser. En Amérique, le budget moyen des 62 grandes stations de recherches s'élevait en 1914 à 533000 francs.

On le voit, les Américains sont avant tout des réalisateurs; ils ont compris avant nous que la production du sol était la première de toutes les richesses et que, plus un État dépensait pour la développer, plus il faisait fortune. Ils ne se sont pas trompés dans leurs calculs, puisqu'ils ont doublé leur revenu en moins de vingt années. Nous n'avons qu'à suivre le même chemin et nous obtiendrons les mêmes résultats.

CHAPITRE V

MOYENS PRATIQUES D'INTENSIFICATION
PROGRAMME D'ACTION

MATIÈRES PREMIÈRES ET INSTRUMENTS DE CULTURE. || RÔLE CAPITAL DES ENGRAIS, INDICES DE CULTURE PERFECTIONNÉE. || MOYENS DE SE LES PROCURER A BON MARCHÉ ET DE BONNE QUALITÉ. || IMPUISSANCE DE L'AGRICULTEUR ISOLÉ. || LES SYNDICATS AGRICOLES. || LE FONDS DE ROULEMENT NÉCESSAIRE A L'AGRICULTEUR, AVANCES D'ARGENT. || CRÉDIT MUTUEL D'ÉTAT. || CAISSES LOCALES ET RÉGIONALES. || BANQUES LIBRES DE CRÉDIT. || EMPLOI DES BÉNÉFICES AGRICOLES. || LEUR APPLICATION AU DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION. || DANGER POUR L'AGRICULTURE DES PLACEMENTS FINANCIERS. || DÉPRÉCIATION DE LA VALEUR DE TERRE.

Supposons maintenant l'instruction professionnelle de l'agriculteur français complète et terminée. Il sait ce qu'il a à faire pour perfectionner ses méthodes de culture et porter sa production à son maximum de rendement; il ne lui reste plus qu'à se procurer les moyens matériels indispensables pour faire de la culture intensive, largement rémunératrice.

Nous arrivons ainsi à la question des voies et moyens pratiques de production, qui sont l'application du programme agricole lui-même. Les premiers indiqués sont relatifs au choix, à l'acquisition et à l'emploi des matières premières et des

instruments de travail. C'est avec cet arsenal que notre agriculteur doit remporter la victoire et obtenir de la terre tout ce qu'il est possible de lui demander.

Que lui faut-il pour cela et que lui manque-t-il ? Ici encore nous pouvons nous dispenser d'une discussion doctrinale, qui nous obligerait à passer en revue tous les éléments qui entrent dans les méthodes de culture les plus perfectionnées. Nous n'avons encore qu'à demander à l'étranger le secret de l'énigme ; c'est lui qui nous donnera l'explication d'une des premières causes de l'insuffisance de nos rendements.

Nous la trouvons dans les Annales de l'Institut International agricole de Rome, qui enregistre comme un grand baromètre économique non seulement toutes les oscillations de la production agricole dans le monde, mais aussi celles des moyens de production.

Elles contiennent deux grands chapitres qui disent tout ce que nous avons intérêt à savoir et qui sont en concordance parfaite. Ces deux chapitres sont : celui de la production agricole de chaque pays pour chaque branche de production, et celui de leur consommation en engrais de toute nature. Le rapprochement de ces chapitres nous apporte la preuve que les pays qui obtiennent les rendements les plus élevés à l'hectare sont ceux qui emploient le plus d'engrais.

L'Annuaire de 1916, qui contient les résultats des années 1913-1914 et 1915, nous fournit sur ce point des précisions sans réplique. Sans entrer dans le détail des chiffres, il nous suffira de constater qu'ils établissent la prépondérance écrasante

de l'Allemagne pour la fabrication et l'emploi des engrais de toute nature, même sans y comprendre les engrais potassiques dont elle a presque le monopole.

En 1910, elle consommait déjà 3 500 000 quintaux de sulfate d'ammoniaque, quand nous ne consommions que 830 000 quintaux; sa consommation en nitrate de soude était de 17 millions de quintaux et la nôtre de 7 millions seulement. En 1913, elle a importé plus de 18 millions de quintaux d'engrais divers, pendant que nos importations similaires ne dépassaient pas 14 millions de quintaux. La Belgique, la Hollande, l'Angleterre, les Pays Scandinaves suivaient l'exemple de l'Allemagne et étaient récompensés comme elle par l'élévation progressive des rendements de toutes leurs branches de culture.

Certes, nous n'entendons pas soutenir pour cela que les engrais sont tout et qu'il suffit de les jeter en terre pour obtenir le maximum de rendements; mais il faut lire dans les statistiques ce qu'elles disent implicitement, c'est que les engrais sont partout la caractéristique du progrès en agriculture et que leur emploi renforcé suppose toujours l'application des méthodes de culture les plus perfectionnées; qu'il s'agisse de la préparation du sol, des semences, des machines, du bétail, on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que c'est l'agriculteur qui consomme le plus d'engrais, qui soigne en même temps avec le plus de passion sa terre et qui en obtient le maximum de rendements. C'est donc un des éléments essentiels de production qu'il est du devoir de l'État de mettre à la disposition de nos agriculteurs dans les meilleures

conditions possibles, s'il veut obtenir d'eux qu'ils fassent l'effort suprême que le pays en attend.

Disons-leur tout de suite, pour leur donner du cœur, que sur ce terrain-là tous les concours leur sont assurés d'avance et qu'ils n'auront rien à désirer. Le Gouvernement, les Pouvoirs publics, les Associations agricoles rivaliseront de bonne volonté et d'effort pour les aider à choisir et à acquérir toutes les matières premières, tous les instruments de travail, tous les approvisionnements dont ils pourront avoir besoin. Au lendemain de la guerre, on ne saura rien leur refuser.

Ajoutons enfin pour les rassurer complètement qu'il dépend de nous au lendemain de la guerre d'augmenter dans des proportions considérables notre propre production d'engrais qui pour certains est presque illimitée : n'avons-nous pas les phosphates, les scories de déphosphoration et surtout les merveilleux gisements de potasse de l'Alsace que nous venons de reconquérir et qu'on évalue à 50 milliards.

Nous n'avons plus qu'à développer notre production en sulfate d'ammoniaque et nous aurons bien vite rejoint les pays les plus favorisés[1].

1. Dans une entrevue récente avec la Commission d'agriculture de la Chambre, M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, accompagné de M. Roux, directeur des produits chimiques agricoles, et de M. Dior, député, d'une haute compétence, a apporté les déclarations les plus précises et les plus rassurantes sur nos approvisionnements en engrais au lendemain de la guerre. Grâce aux progrès de la science et à l'utilisation de nos usines de guerre, nos agriculteurs les auront en abondance. Le retour de l'Alsace va nous rendre les engrais potassiques dont M. Loucheur évalue le rendement à 15 000 tonnes par jour.

***

Seulement, il faudra que nos agriculteurs s'aident aussi eux-mêmes en ne combattant plus comme par le passé en ordre dispersé et en groupant leurs forces, leurs intelligences, leurs capitaux et tous leurs moyens d'action dans l'intérêt de tous et de chacun. Il est indispensable qu'ils changent de mentalité sur ce point essentiel et qu'ils renoncent à leur individualisme obstiné pour se jeter hardiment dans l'Association qui a donné à l'étranger de si merveilleux résultats. Il faut que l'agriculteur isolé, abandonné à ses seules ressources, sache bien qu'il est incapable de s'orienter dans des opérations aussi délicates que des marchés d'engrais, de semences ou de machines. Pour ne pas être trompé, il lui faudrait des connaissances techniques et des renseignements qui lui manquent d'ordinaire: d'où la nécessité de confier la défense de ses intérêts à des Associations, à des Syndicats composés de techniciens et d'hommes d'affaires expérimentés.

Il est juste de dire que, lorsque la guerre a éclaté, nous avions déjà fait de notables progrès dans cette voie; le nombre des Syndicats, qui n'était que de 2000 environ en 1900 avec 500000 membres, s'élevait déjà en 1914 à plus de 6000, comprenant plus d'un million de membres.

L'Union Centrale des Syndicats Agricoles de la Société des Agriculteurs de France groupe à elle seule 2564 Syndicats. Celle des Syndicats du Sud-Est en groupe 562 représentant 150000 syndiqués. Il faut aussi citer un grand Syndicat départe-

mental, celui de Loir-et-Cher, dont son infatigable et si distingué Président, M. Riverain, a fait un Syndicat modèle, englobant tout le département et qui a pris en main l'organisation complète de la production agricole. Il a créé une Caisse Régionale de Crédit Mutuel qui a fait en 1914 plus de 2 millions de prêts et fondé une Société Coopérative pour l'acquisition des machines qui a fait en 1916 un chiffre d'affaires de plus de 7 millions. Il est vrai qu'il ne compte pas moins de 17 000 membres.

Ce sont là sans doute de magnifiques résultats, mais ce ne sont malgré tout que des résultats partiels et localisés; à côté de ces grands Syndicats il y a trop de petits Syndicats qui n'existent que sur le papier. Et puis il reste encore des millions d'agriculteurs qui ne font partie d'aucun Syndicat.

Il nous faudra demain changer de système et concentrer nos efforts, nos capitaux dans chaque arrondissement, dans chaque département sur un nombre limité de Syndicats assez puissants, assez riches pour se procurer des matières premières et des instruments de travail d'une valeur indiscutable et aux prix les plus avantageux. Il restera ensuite à faire comprendre à nos agriculteurs qu'il n'est pas un seul d'entre eux qui puisse se dispenser d'en faire partie.

***

C'est également l'Association qui nous apportera la solution d'un autre problème plus important

encore que celui du choix et de l'acquisition des matières premières et des instruments de travail, celui des moyens financiers indispensables pour se les procurer et pour couvrir tous les frais de production jusqu'au jour de la vente des produits. La plupart de nos agriculteurs, surtout des petits agriculteurs, n'ont pas, comme les industriels, de fonds de roulement. Beaucoup ont mis tout leur avoir dans leur matériel d'exploitation et il faut qu'ils attendent la récolte pour régler leurs créanciers ou qu'ils empruntent pour les payer.

Heureusement l'Association est là pour les dispenser de chercher un banquier et de lui payer de grosses commissions. Ils n'ont qu'à se cautionner les uns les autres et ils obtiendront tout l'argent dont ils peuvent avoir besoin. C'est de cette idée qu'est sortie l'institution du Crédit Mutuel Agricole préparée par le Congrès International Agricole de 1889 et organisée par la loi de 1894. Les subventions gratuites que lui apporte la Banque de France permettent à l'État de prêter à un taux aussi bas que possible sans courir aucun risque sérieux.

Car, il faut le dire bien haut, il est peu de crédit aussi sûr que celui de l'agriculteur; s'il ne paie pas toujours à l'échéance, il paie toujours. Les grosses pertes faites dans les années qui ont précédé la guerre par certaines Caisses Régionales ne sont pas venues d'agriculteurs isolés, mais de groupements qui n'avaient souvent d'agricole que le nom, et qui en réalité faisaient de la spéculation parce qu'ils n'étaient pas suffisamment contrôlés.

Nos Caisses régionales ne se bornent pas en effet

à faire du crédit individuel; elles sont entrées très heureusement dans la voie du crédit collectif en subventionnant toutes les Sociétés coopératives de production et de vente. Depuis la guerre elles ont encore étendu leur champ d'action qui tend à devenir illimité.

On peut donc affirmer aujourd'hui que tous les agriculteurs qui auront besoin d'argent après la guerre pour améliorer leurs modes de culture et intensifier leur production, sont sûrs de n'en pas manquer. S'il le fallait du reste, l'État ne devrait pas hésiter à intervenir davantage encore en augmentant au besoin le fond de subvention de ses Caisses; ce serait pour lui le meilleur des placements puisqu'il ferait sortir de terre des centaines de millions.

Le concours qu'il a déjà donné à l'Agriculture depuis sa création permet de mesurer l'étendue des services qu'il est appelé à lui rendre dans l'avenir: ce concours n'a pas cessé de s'élever avec la marche ascendante des Caisses locales et régionales. Les premières qui en 1900 ne dépassaient pas le chiffre de 87 avaient atteint en 1913 celui de 4533; pendant ce temps, les Caisses régionales avaient passé de 9 à 98. Dans la même période, leur capital versé était monté de 710000 francs à plus de 23 millions et les avances de l'État, suivant la même marche ascendante, s'élevaient de 612000 francs à 67 millions. C'est ainsi que le Crédit agricole est devenu pour la masse de nos agriculteurs une véritable poule aux œufs d'or et ils n'ont plus qu'à demander pour être servis à souhait.

*
* *

Il ne faudrait pas cependant leur laisser croire qu'ils n'ont qu'à tendre la main à l'État pour se procurer tout l'argent nécessaire à l'exploitation et à l'amélioration de leurs terres. L'État ne doit pas être pour eux une providence qui se charge de tout, mais seulement une aide supplémentaire. Leur but doit être au contraire de s'en passer le plus possible et de voler de leurs propres ailes, et ils le peuvent s'ils le veulent, en créant avec leurs propres capitaux des banques mutuelles libres dont ils seraient les actionnaires.

Les ressources qu'ils pourraient ainsi se procurer par le Crédit seraient même de beaucoup supérieures à celles qu'ils peuvent attendre de l'État, si larges qu'elles soient. Il suffit pour s'en convaincre, de mettre en regard de nos Caisses régionales de Crédit d'État, alimentées par la Banque de France, les Sociétés libres de Crédit agricole déjà existantes; les résultats obtenus par celles-ci sont vraiment merveilleux.

L'analyse en a été esquissée avec une précision éloquente dans une Conférence faite en 1912 au Musée Social par celui que mon honorable ami M. Viger, président, a justement appelé un des pionniers de la mutualité agricole, M. de Fontgalland, président de l'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles.

Il ressort de son exposé que les Caisses libres Durand, par exemple, qui rayonnent sur tout le Sud-Est ont fait, depuis leur création avec le seul

argent de leurs membres, 65 millions de prêts depuis leur fondation. A côté de ces Caisses il faut placer la *Caisse de Prévoyance* et de *Crédit du Syndicat Agricole Vauclusien* qui, au capital de 6000 fr., dont un quart seulement versé, avait en dépôt, au mois de juin 1911, 622000 francs, soit 100 fois son capital.

Pour fortifier sa démonstration sur la puissance de développement des Banques Agricoles libres, M. de Fontgalland a invoqué l'exemple de l'Italie, leur pays d'origine, et rappelé que la banque de San-Antonio, par exemple, au capital de 135000 fr., a reçu 9 millions de dépôts, et celle de Plaisance, au capital de 668000 francs, 6 millions.

M. de Fontgalland a complété sa démonstration en faisant observer que nous possédions en France d'immenses capitaux, en partie agricoles, que nous laissons sommeiller et qui ne donnent qu'un revenu insuffisant, quand il serait si facile, en les faisant travailler, d'en tirer de gros bénéfices. Nos Caisses d'Épargne détiennent dans leurs tiroirs plus de 5 milliards de dépôts dont une grande partie pourrait être mise en circulation dans l'intérêt de l'agriculture et elle le sera le jour où notre éducation économique sera faite et où nos agriculteurs auront pris l'habitude, comme les industriels, de se faire ouvrir un compte courant dans les banques agricoles, pour y avoir sous la main le capital de roulement qui leur permettra d'acheter leur bétail, leurs machines, leurs engrais, leurs semences dans de meilleures conditions.

Quand on envisage ce côté de notre situation agricole on ne peut s'empêcher de faire les plus tristes réflexions sur les fautes que nous avons

commises ou plutôt que nous avons laissé commettre à nos malheureux agriculteurs, quand, alléchés par les énormes bénéfices qu'on faisait miroiter à leurs yeux pour le placement de leurs économies à l'étranger, ils ont semé le fruit de leur travail aux quatre coins du monde. Ils ont naïvement vidé le fameux bas de laine, qui était leur force et qui avait fait leur réputation dans le monde, entre les mains de ces démarcheurs, comme on les a si bien définis, qui d'une voix de sirène leur faisaient entrevoir une fortune gagnée en dormant.

C'est ainsi que tout l'argent gagné par tant de braves gens à la sueur de leur front a été englouti dans des entreprises lointaines, qui, après avoir brillé comme des météores pour fasciner la clientèle, ont fini presque toutes par sombrer misérablement.

Il suffit de jeter les yeux sur le bilan de nos placements à l'étranger dans ces dernières années pour se rendre compte du vent de folie qui avait passé sur notre malheureux pays. Donnons quelques chiffres : en 1907, nous avons émis en France, c'est-à-dire prélevé sur notre fortune 1 milliard 508 millions que nous avons placés en valeurs étrangères contre 182 millions seulement de valeurs françaises; en 1909, 4 milliards 690 millions de valeurs étrangères contre 782 millions de valeurs françaises, soit en moyenne 87 pour 100 de nos disponibilités financières annuelles. La conclusion finale de ces gigantesques opérations a été une liquidation désastreuse qui se traduit aujourd'hui par des pertes incalculables sur des valeurs presque invendables.

Qu'on calcule tout ce qu'on aurait pu faire avec ces énormes capitaux ainsi gaspillés pour féconder le sol français, transformer nos méthodes de culture, doubler les bénéfices de nos agriculteurs et surtout relever la valeur de la terre. Ce gaspillage financier est une des causes profondes du recul relatif de notre agriculture au moment même où toutes les principales nations agricoles se portaient en avant; il explique la faiblesse de nos rendements à l'hectare qui tient en grande partie à la fausse économie que nos agriculteurs ont aveuglément apportée dans leurs frais d'exploitation pour n'avoir pas compris que plus on est généreux avec la terre plus on s'enrichit.

***

La fureur des placements en bourse a eu une autre conséquence qui n'a pas été la moins désastreuse pour la prospérité de notre agriculture. C'est elle qui est en grande partie responsable de la dépréciation de la valeur vénale de la terre et, par un choc en retour fatal, de la désertion des campagnes.

Le marché de la terre est comme tous les autres; sa prospérité dépend de l'abondance et de l'importance de la demande, de la concurrence des acheteurs. Il était florissant à l'époque où l'agriculteur économisait sou sur sou pour acheter la ferme ou le lopin de terre qu'il convoitait; il y avait alors dix acheteurs pour un. Un jour est venu où personne ne se présentant plus pour enchérir, parce que le paysan ne rêvait plus que de titres au porteur, ce sont les marchands de bien qui ont pris

sa place et fait fortune en ramassant toutes les terres à vil prix.

Si l'expérience nous a coûté cher, nous avons heureusement aujourd'hui les plus sérieuses raisons d'espérer que la leçon ne sera pas perdue et que nos agriculteurs sont guéris pour longtemps de la tentation de se ruiner au profit des aigrefins de la finance. Le vent tourne très visiblement; en pleine guerre on commence déjà à se disputer les bonnes terres; les bourgeois eux-mêmes entrent en scène et les prix d'adjudication montent partout. L'évolution est en cours et elle ne s'arrêtera plus.

CHAPITRE VI

LES OUVRIERS AGRICOLES

Point capital du problème agricole. || Reconstitution du personnel. || Retour a la terre. || Trouées énormes de la guerre. || Problème en apparence insoluble, facteurs nouveaux qui permettront de le résoudre. || Les ouvriers agricoles, leur nombre. || Nécessité de ramener d'abord a la terre les survivants de la guerre. || Mentalité nouvelle favorable. || Améliorations nécessaires de la vie de l'ouvrier. || Relèvement des salaires. || Participation dans les bénéfices. || Le logement, habitations ouvrières. || L'ouvrier petit propriétaire. || Crédit agricole immobilier. || Les mutilés de la guerre.

La revue générale, à laquelle nous venons de procéder, des moyens d'action que l'Agriculture pourra se procurer pour prendre un élan vigoureux et intensifier indéfiniment sa production, est assurément de nature à nous rassurer sur son avenir; elle fait apparaître des ressources nouvelles, des facilités de progrès qui avaient fait défaut à nos agriculteurs jusqu'à ce jour et qui leur permettront, dès qu'ils le voudront, de tirer de la terre le maximum de produits et de profits.

Le terrain est donc admirablement préparé pour leur marche en avant et il semble que, dans ces conditions, le programme agricole de l'avenir soit d'une réalisation facile.

Ce serait vrai s'il ne restait pas un point noir, très noir, qui tient en suspens toute notre reconstitution agricole. Nous avons bien en main les moyens techniques de la réaliser, mais il nous manque malheureusement le plus essentiel de tous, l'agriculteur lui-même, et ce facteur-là ne s'improvise pas. C'est une erreur trop répandue, que l'agriculture est à la portée du premier venu et qu'on peut cultiver une ferme comme un jardin. C'est au contraire une des professions les plus difficiles, une de celles qui exigent la préparation la plus sérieuse; et nous ne parlons pas seulement des patrons; les ouvriers eux-mêmes ont besoin d'une éducation spéciale et il ne faut pas les confondre avec des manœuvres.

Nous arrivons ainsi au cœur même de notre sujet, à la question qui domine toutes les autres; on pourrait presque dire à l'unique question, puisque c'est de sa solution que dépend en ce moment l'avenir de notre agriculture, celle du recrutement du personnel agricole, ouvriers et chefs d'exploitations. C'est toute l'armée agricole de demain à mettre sur pied.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur les vides effroyables causés dans ses rangs par la mort ou les blessures pires que la mort.

Il résulte de la statistique la plus récente publiée à l'*Officiel* par le Ministère du Travail, que les pertes en hommes résultant de la guerre peuvent se chiffrer ainsi : pertes en morts ou disparus 1 million 400000 auxquels il faut ajouter le déficit de naissances pendant les quatre années de guerre qui ne s'élèvent pas à moins de 600000. Ce n'est pas tout; combien y aura-t-il de récupérés pour le

travail sur les 350 000 réformés n° 1 et même sur le million 450 000 réformés n° 2, personne ne saurait le dire. M. le Docteur Bertillon, qui a approfondi encore davantage la question et qui a compris dans ses calculs les pertes subies par les populations des départements envahis qui ne figurent pas dans la statistique du Ministère du Travail, arrive au chiffre total de 3 millions et demi.

Or, ce sont les agriculteurs qui ont bien certainement payé le plus lourd tribut à la défense nationale. Pour s'en faire une idée approximative, il suffit de se reporter aux constatations faites dans les ambulances par nos grands chirurgiens sur la proportion des blessés appartenant aux professions agricoles; leurs évaluations varient entre 70 et 80 pour 100 du nombre des blessés. Dans une Compagnie d'Infanterie de 100 hommes on comptait d'ordinaire 80 paysans. On arrive ainsi à un total de pertes pour l'agriculture qui approche de un million et demi.

Aussi paraît-il tout d'abord paradoxal de demander et d'espérer l'intensification de la production agricole, c'est-à-dire son augmentation, quand on est obligé de reconnaître que le nombre des agriculteurs, déjà si insuffisant avant la guerre, a encore baissé dans de pareilles proportions.

C'est ainsi qu'au lendemain de la guerre se pose, plus urgent et plus angoissant que jamais, le problème du Retour à la Terre; car il ne suffit plus aujourd'hui d'y ramener les déserteurs qui l'ont abandonnée, il faut, pour marcher en avant, faire de nouvelles levées d'agriculteurs, empruntées à toutes les classes de la population Quand on regarde en arrière et qu'on se reporte aux années

qui ont précédé la guerre et où les appels désespérés des amis de l'Agriculture semblaient tomber dans le vide, un tel miracle apparaît d'abord comme impossible.

Ce serait vrai, et il faudrait nous résigner à l'inévitable, si la France de demain devait ressembler à la France d'hier et si nous devions continuer à nous traîner dans l'ornière du passé au lieu de nous engager hardiment dans les voies de l'avenir; car ce n'est plus derrière nous qu'il faut regarder, c'est en avant.

Disons-nous bien que si la guerre a terriblement aggravé notre situation agricole, elle l'a aussi considérablement améliorée en faisant surgir des facteurs nouveaux et des forces nouvelles qui rendront possibles une foule de mesures, de réformes, de progrès toujours ajournés et qui s'imposeront à notre patriotisme. Il se créera partout, sous le coup de la nécessité, une mentalité nouvelle qui devra profiter à l'agriculture et qui lui attirera de nouveaux et solides contingents de personnel supplémentaire.

C'est à la recherche et à la mise en marche de ces contingents qu'il faut nous appliquer dès à présent et si on veut bien creuser le problème sous toutes ses faces, nous sommes convaincus qu'on se sentira rassuré sur l'avenir. Sans doute la période de transition, pour passer d'un état à l'autre, sera longue et dure, mais elle sera d'autant moins longue que nous aurons un plan mieux arrêté et que nous le suivrons plus résolument; la patience dans la préparation sera aussi nécessaire que la fermeté dans l'exécution.

C'est ce plan de reconstitution de l'armée agri-

cole que nous voudrions essayer d'ébaucher en analysant d'abord les éléments actuels, dont elle peut encore disposer, et qu'il importe de réunir au plus tôt, en recherchant ensuite les contingents nouveaux qu'il sera possible de verser dans ses rangs pour la renforcer.

Le salut ne peut nous venir que d'un ensemble de mesures et de combinaisons de toute nature convergeant au même but. On ne peut les découvrir qu'en se livrant à une analyse approfondie de toutes les catégories de la population où il sera possible de puiser les ouvriers et les patrons agricoles de l'avenir, qui constituent deux éléments distincts, ayant chacun leur vie propre et qu'il faut étudier à part.

***

Parlons d'abord des ouvriers, exclusivement agricoles, qui sont attachés à la terre et qui forment comme l'ossature de l'industrie agricole. Les statistiques du Ministère de l'Agriculture nous apprennent qu'ils représentent un effectif de plus de 1 600 000 travailleurs et de plus de 600 000 ouvrières.

Nous devons dire que les statistiques du Ministère du Travail donnent des chiffres sensiblement plus élevés. La différence tient aux modes de calcul ; ce Ministère recense les jardiniers comme agriculteurs : on en compte 115 000. Il recense aussi tous ceux qui, de près ou de loin, donnent un concours à l'agriculture sans être vraiment agriculteurs, par exemple les journaliers d'industrie qui font à l occasion du travail agricole ou les journa-

liers agricoles qui travaillent également pour l'industrie.

Les résultats ainsi obtenus pour l'année 1911 sont les suivants : sur une population de 20 931 821 unités formant le total de la population active, la population agricole représente en chiffre rond 8 500 000 personnes dont 5 300 000 hommes et 3 200 000 femmes.

Les 8 500 000 agriculteurs comprennent à leur tour 2 870 000 patrons et 2 400 000 ouvriers masculins, plus 2 340 000 patronnes et 891 000 ouvrières.

A quelques chiffres qu'on s'arrête, il est en tout cas trop évident que les trouées faites par la guerre dans cette partie si importante de l'armée agricole seront énormes; si on songe que la masse des ouvriers agricoles se compose d'hommes vigoureux et dans la force de l'âge, il est vraisemblable que l'élite de nos soldats s'est en grande partie recrutée dans leurs rangs et par conséquent qu'ils ont payé plus que d'autres leur tribut à la mort. Il faudra, de toute nécessité, trouver les moyens de combler ces vides formidables par des contingents nouveaux; mais, avant de faire appel à de nouveaux venus, il faut d'abord être certains de récupérer les survivants de la guerre et de pouvoir les ramener tous à la terre, les blessés et les autres.

C'est sur eux qu'il faudra porter le premier effort pour regarnir nos cadres agricoles; ils formeront la phalange sacrée qui devra prendre la tête des équipes de l'avenir; s'ils se laissaient détourner de leur ancienne profession et disparaissaient des rangs, ils donneraient le signal d'une débandade générale qu'il faut éviter à tout prix.

Il ne sera pas aussi facile qu'on pourrait le croire

de les conserver. La pénurie de main-d'œuvre sera telle dans toutes les branches de l'activité nationale, qu'il y aura une véritable surenchère des bras. L'industrie, — bien que moins éprouvée à ce point de vue que l'agriculture, grâce aux ateliers de la guerre qui lui ont conservé une grande partie de son personnel, — ne manquera pas, pour réorganiser ses cadres, de faire le siège de tous les hommes disponibles et elle ne ménagera pour cela ni l'argent ni les avantages de toute nature. Quant au commerce, celui surtout qui a gagné tant d'argent pendant la guerre, il essaiera de faire à ses employés un pont d'or.

Nous ne croyons pas cependant que ces avances aient beaucoup de succès, pour une première raison : c'est que la mentalité de nos ouvriers agricoles ne sera probablement plus la même qu'avant la guerre. Après les affreuses souffrances physiques et morales qui, pendant des années, ont ébranlé les nerfs de nos héros, il en est bien peu qui n'aspireront pas au repos des champs, à la vie au grand air réparatrice des santés ébranlées, plutôt que de s'enfermer dans une usine au milieu du bruit infernal des machines ou entre les quatre murs d'une boutique.

A cette raison s'en ajoutera une autre, très prosaïque, très terre à terre, mais qui constitue un facteur nouveau d'une incontestable force pour faire pencher la balance du côté de la terre, c'est la transformation profonde que la guerre va fatalement amener dans les conditions matérielles de la vie. Elles seront pour la plupart à l'avantage de la campagne et au détriment de la ville. A la ville, il faudra désormais tout sacrifier aux dépenses

indispensables de l'existence et à la première de toutes, celle de l'alimentation, qui absorbera la plus forte partie des salaires et des traitements.

Pour faire face à ce premier de tous les besoins, il faudra dire adieu à tout ce qui, avant la guerre, exerçait une attraction irrésistible sur tant de déserteurs de la terre, aux amusements de toute nature, au théâtre, au café, au luxe de la toilette; et quoi qu'il fasse, si économe qu'il soit, le citadin, surtout quand il aura de la famille, sera plus malheureux que le campagnard qui aura en abondance tout ce qui constitue le confort de la vie. Cette seule raison suffira, n'en doutons pas, non seulement pour retenir à la terre nos poilus agricoles, mais aussi pour faire de nombreuses conversions et ramener à la terre beaucoup d'ouvriers de la ville.

***

Il faut bien le dire, il y a longtemps déjà que beaucoup d'entre eux auraient fait cette évolution et que la désertion de la terre aurait marqué un temps d'arrêt, si on n'avait pas semblé prendre à tâche de la favoriser, en ne faisant aucun effort sérieux pour améliorer la situation matérielle de l'ouvrier agricole et le retenir à la terre au moment même où l'Industrie multipliait les siens pour procurer à ses ouvriers toujours plus de bien-être et d'avantages de toute nature.

Le tableau de cette lutte inégale où l'agriculture devait être infailliblement battue a été souvent tracé. En dehors de la nourriture, qui a toujours été abondante et saine, rien de sérieux n'a été fait dans la plupart des exploitations pour assurer à

nos ouvriers agricoles, en même temps que de bons salaires, le confort indispensable pour mettre un peu de bonheur dans leur vie.

Les salaires, pour commencer par eux, ont été en général par trop inférieurs à ceux de l'Industrie et du Commerce; ils sont souvent à un tel point nsuffisants qu'il faut vraiment tout l'attachement du paysan à la terre pour qu'il se résigne à un travail si rude et si mal rémunéré. Demain il faut que cela change et le changement sera facile avec le relèvement du prix des denrées alimentaires. Les producteurs agricoles ont appris pendant la guerre à se faire payer de leurs peines et ils le méritaient bien, tant leur existence était dure et leur travail effroyable.

Après la guerre, ils seront encore les maîtres de la situation et il est probable qu'ils maintiendront les prix que justifiera l'augmentation de leurs frais généraux. Il dépendra donc d'eux que les salaires qui forment l'article principal de ces frais généraux restent à un niveau assez élevé pour retenir à la terre tous ceux qui seraient tentés de lui être infidèles et aussi pour attirer à elle de nouvelles recrues.

Il faudra surtout que les salaires des spécialistes techniciens, mécaniciens, conducteurs de machines, électriciens, soient établis sur les mêmes bases que ceux des ouvriers de l'industrie. Pour que l'assimilation soit tout à fait complète il sera nécessaire de faire un pas de plus en étendant les lois sur les accidents aux ouvriers agricoles; l'emploi de plus en plus généralisé des machines pour les travaux agricoles ne permet pas de retarder plus longtemps une mesure qui s'impose.

Nous croyons même qu'il serait possible d'aller plus loin encore dans cette voie et d'ajouter au salaire une certaine participation aux bénéfices. Cette participation pourrait revêtir différentes formes, être totale ou partielle, en nature ou en argent; elle pourrait même ne consister qu'en primes. L'essentiel est d'élever l'ouvrier à la hauteur d'un collaborateur en lui donnant le sentiment que plus il travaille pour le patron, plus il travaille pour lui-même parce qu'il a sa part assurée dans les bénéfices de l'exploitation. L'intérêt général aura aussi la sienne; car il n'existe pas de meilleur et plus puissant moyen de pousser la production agricole à son maximum que d'y intéresser la masse des ouvriers.

Quant au patron, il ne fera qu'un sacrifice apparent, puisque c'est l'ouvrier qui, par son ardeur au travail et son attention aux moindres détails, aura créé le bénéfice supplémentaire dont il n'aura qu'une partie. Si on y regarde de près en effet, on découvrira aisément que la valeur personnelle de l'ouvrier et ses qualités professionnelles, son émulation, jouent encore un plus grand rôle en agriculture qu'en industrie. La tâche de l'ouvrier d'industrie est limitée par la nature de la fabrication et par les heures réglementaires de travail; celle de l'ouvrier agricole, qui prend sa besogne à cœur, est de tous les instants et s'étend aux moindres détails de la production.

Il est une autre amélioration du sort de l'ouvrier qui s'impose autant et même plus que celle du salaire, c'est celle du logement. La peinture en a été souvent faite et elle est navrante; dans un très

grand nombre d'exploitations, les ouvriers sont entassés dans la même chambre et n'ont quelquefois qu'un lit pour deux. Et quelles chambres! des taudis véritables, de simples dépendances de l'écurie ou du grenier à foin. On va même jusqu'à les coucher à l'étable où ils respirent l'air empesté des animaux. Point de meubles, point d'objets de toilette, pas même d'armoires pour mettre leurs habits. Comme on comprend que le dégoût finisse par les envahir et qu'ils se sauvent de la terre à toutes jambes.

Ce scandale avait fini par attirer l'attention des grandes Sociétés d'Agriculture qui, à la veille de la guerre, avaient ordonné une enquête; elle était sur le point d'aboutir quand la guerre a éclaté. L'un des rapporteurs, M. Henri Girard, un de nos agronomes d'avant-garde, a pu écrire : « Il n'y a pas, à proprement parler, en France, à de rares exceptions près, de bons logements ruraux. Il y a peut-être 500 000, peut-être plus, de domestiques des deux sexes qui, faute de toit, ne peuvent constituer de foyer et repeupler la France. »

Il faut retenir ce cri d'alarme pour comprendre toute la gravité du péril et la nécessité de recourir aux grands moyens pour le conjurer; car nous touchons ici du doigt un des côtés inaperçus de ce problème fondamental du relèvement de notre natalité qui est la condition première de notre relèvement économique et national.

Ce n'est plus par des demi-mesures que nous atteindrons le but et nous ne pouvons plus nous contenter d'une réforme qui se bornerait à donner aux ouvriers agricoles des chambres propres, bien aérées et confortablement meublées. Ce modeste

progrès ne suffirait pas aujourd'hui pour refaire des familles et reconstituer l'énorme réservoir de main-d'œuvre dont l'agriculture a absolument besoin pour suffire à la tâche immense qui l'attend.

Ce ne sont pas de simples chambres qu'il faut maintenant à nos ouvriers agricoles; ce sont des logements où ils puissent vivre en famille comme les ouvriers de la ville. Ce n'est pas encore assez et il faudrait aller hardiment jusqu'au bout dans la voie du progrès, en créant dans nos grandes et même dans nos moyennes exploitations, de petites habitations ouvrières avec jardin pour le ménage, sur le modèle perfectionné des habitations ouvrières des villes. Ce sera une dépense sans doute, mais elle sera bien vite remboursée par la quantité de bon travail que l'ouvrier pourra fournir avec sa famille.

Du reste le Crédit agricole est là pour faire aux propriétaires les avances nécessaires, à un taux plus que modéré et avec des facilités de remboursement exceptionnelles.

***

Quand nous aurons fait tout cela, quand nous aurons assuré aux travailleurs de la terre de bons salaires qui seront, à valeur égale, en réalité supérieurs à ceux des ouvriers des villes par les avantages de confort qui s'y ajoutent, quand nous pourrons leur offrir des habitations saines, baignées d'air et de lumière, où ils pourront goûter toutes les joies de la famille, nous aurons complètement comblé l'écart qui sépare le travailleur de la terre du travailleur le plus favorisé de la ville.

Mais nous pouvons faire mieux encore en offrant à l'ouvrier agricole une prime d'une valeur inappréciable dont l'appât sera suffisant pour attirer à la terre une grande quantité de nouveaux venus et précipiter l'émigration de la ville à la campagne.

Cette prime n'est autre que la possibilité pour l'ouvrier des champs de passer de l'état d'ouvrier à celui de petit patron. C'est un aimant d'une force irrésistible; quand l'être humain a été mordu par l'amour de la terre qu'il travaille et dont il a fait sa chair, il ne peut plus se passer d'elle. L'agriculture a, dans cet ordre d'idées, un grand avantage sur l'industrie, parce qu'à la différence de l'industrie, elle peut faire aisément de l'ouvrier un patron en lui permettant de cumuler les avantages de sa double situation. Il suffit pour cela de mettre à sa disposition les avances d'argent nécessaires pour acheter un lopin de terre et même une petite ferme qui le fixent au sol. Sa culture personnelle peut lui donner les moyens de se nourrir lui et sa famille tout en lui permettant de louer ses bras au propriétaire voisin pour se faire un revenu supplémentaire.

C'est de cette tentation de la terre qu'est sortie la classe des petits propriétaires ouvriers qui va sans cesse en augmentant pendant que les rangs des ouvriers non propriétaires ne cessent pas de s'éclaircir. Notre grande enquête décennale de 1882 à 1892 établit déjà que le nombre des journaliers non propriétaires était descendu de 869 000 à 621 000 pendant que celui des journaliers propriétaires montait de 588 000 à 1 134 000. Les statistiques du dénombrement de la population faites de 1896 à 1906, quoique moins précises, font ressortir

la continuation du même mouvement, c'est-à-dire l'augmentation incessante des chefs d'exploitation et la diminution de plus en plus accentuée des travailleurs isolés[1].

C'est à ces petits propriétaires ouvriers que l'agriculture française a dû son salut, et ils sont plus que jamais la pierre angulaire de notre reconstitution agricole.

Aussi est-ce avec une entière conviction que nous disons à tous, aux pouvoirs publics et aux Sociétés d'agriculture : « Faites de petits propriétaires, faites-en le plus possible, n'eussent-ils qu'un champ ou un jardin, et dites-vous bien que vous semez pour l'avenir, parce que chacun de ces petits agriculteurs que vous aurez créés passera sa vie à augmenter son champ d'action et constituera insensiblement les cadres solides de la moyenne et de la grande propriété.

« Dites-vous aussi que vous faites au premier chef une œuvre éminemment patriotique en donnant à la France ses plus solides, ses plus énergiques défenseurs. »

On l'a bien vu dans la guerre actuelle où nos poilus ruraux ont si bien justifié cette grande et belle pensée de Buffon : « Après la famille, rien ne fait plus aimer la patrie que le champ qu'on cultive ». Il faut le dire en toute sincérité : si nous n'avions été qu'un pays de grands propriétaires nous aurions été hors d'état de tenir tête aussi longtemps aux hordes germaniques et nous étions

1. On trouvera des précisions détaillées sur le sujet dans le magistral ouvrage de M. A. Souchon, professeur à la Faculté de Droit de Paris, *La crise de la Main-d'œuvre agricole en France*.

perdus. C'est une leçon qu'il ne faut jamais perdre de vue dans nos réformes agricoles.

***

Rien ne sera plus facile du reste que de donner pleine satisfaction à ce vœu; car il est déjà largement réalisé par notre législation qui pourrait même servir de modèle à d'autres pays. Les avances aux petits agriculteurs qui veulent acheter de la terre à crédit sont depuis longtemps organisées dans les conditions les plus avantageuses pour eux. Les lois des 10 avril 1908 et 19 mars 1910, qui ont autorisé les prêts à long terme d'une durée de 25 ans, par les Caisses Régionales de Crédit agricole et les Sociétés Immobilières pour l'acquisition de petites propriétés rurales d'une valeur maximum de 8000 francs ont ouvert la porte toute grande à tous ceux qui offrent des garanties sérieuses de capacité et de situation.

Ce n'est pas tout, car il ne suffit pas d'avoir la terre pour être en état de la cultiver, il faut aussi posséder le capital d'exploitation : bétail, instruments de travail, machines. Cet obstacle a encore été supprimé par un décret qui a institué les prêts à moyen terme que les Caisses de Crédit agricole sont autorisées à consentir aux agriculteurs dignes de confiance jusqu'à concurrence de 5000 francs pour une durée de 5 ans.

Cette législation déjà si favorable a encore été améliorée, en faveur de nos poilus pensionnés qui voudront revenir à la terre ou y aller. La loi du 9 avril 1918 leur accorde des avantages exceptionnels : c'est ainsi que le montant des prêts peut

aller jusqu'à 10 000 francs et que le taux d'intérêt a été abaissé de 2 à 1 pour 100 ; il décroît à raison du nombre des enfants à tel point que c'est l'Etat seul qui l'acquitte à partir de la naissance du second enfant.

A ces avantages, il faut en ajouter un autre très important : la dispense du versement du cinquième du prêt, exigé par les Statuts des Sociétés de Crédit Immobilier; il est remplacé par une délégation éventuelle sur le montant de la pension militaire en cas de non-paiement.

Ces avantages réunis sont tels qu'on pourrait presque dire qu'au lendemain de la guerre nos poilus héroïques pourront devenir petits propriétaires sans rien débourser. Ce sera, en même temps qu'une récompense de leur vaillance bien méritée, un grand service rendu à l'agriculture nationale. Ainsi se constituera au sein de nos communes un noyau d'intrépides agriculteurs qui seront un exemple pour tous les autres et les apôtres les plus éloquents du retour à la Terre.

CHAPITRE VII

MOYENS DE REMPLACER LES OUVRIERS AGRICOLES VICTIMES DE LA GUERRE

1er MOYEN : ÉCONOMIE DE MAIN-D'ŒUVRE PAR LA MACHINE. || RÔLE DE CELLE-CI. || PLACE CONSIDÉRABLE QU'ELLE TIENDRA DANS LA FUTURE ORGANISATION AGRICOLE. || DÉPARTEMENTS ENVAHIS. || LES INDUSTRIES RURALES. || LEUR DÉVELOPPEMENT. || NOUVEAU RÉSERVOIR DE MAIN-D'ŒUVRE. || DIFFICULTÉS D'APPLICATION DE LA MACHINE. || CONSTITUTION PARTICULIÈRE DE NOTRE SOL. || ÉDUCATION NÉCESSAIRE DE NOS AGRICULTEURS. || RÔLE DES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS. || LA STANDARISATION. || LE REMEMBREMENT CONDITION PREMIÈRE DE L'EXTENSION DU MACHINISME ET DE L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION. || NÉCESSITÉ DE TROUVER DES BRAS POUR TRAVERSER LA PÉRIODE DE TRANSITION. || REVUE DES RÉSERVOIRS ANCIENS DE MAIN-D'ŒUVRE : LES ÉTRANGERS, PERTES SUR L'AVANT-GUERRE. || MAIN-D'ŒUVRE COLONIALE, NE PEUT ÊTRE QU'UN FAIBLE APPOINT ; BESOINS DE NOS COLONIES. || MAIN-D'ŒUVRE JAUNE. || MAIN-D'ŒUVRE VOLANTE. || LES VAGABONDS ET LA RÉFORME DE LA LOI SUR LE VAGABONDAGE. || LES CONDAMNÉS DE DROIT COMMUN ET LE RÉGIME PÉNITENTIAIRE.

Si on additionne tous les facteurs que nous venons d'énumérer, toutes les ressources en main-d'œuvre qu'ils nous promettent pour l'avenir, il semble qu'on soit en droit de conclure que la main-d'œuvre agricole se reconstituera d'elle-même au lendemain de la guerre par l'afflux de nouvelles couches puisées un peu partout, dans toutes les

classes de travailleurs. Mais il ne faut pas nous dissimuler qu'une semblable évolution demandera du temps et ne pourra pas donner de résultats immédiats. Un changement de front aussi considérable, qui suppose à la fois un changement de mentalité et un déplacement de professions ne peut se faire que lentement, progressivement ; or c'est tout de suite, c'est-à-dire dès le premier jour qui suivra la guerre qu'il faudra agir et trouver les moyens, non seulement de suffire à notre production agricole, mais encore de lui donner une nouvelle et puissante impulsion.

Il faut donc envisager dès à présent une période de transition inévitable, pendant laquelle il sera nécessaire de recourir à des moyens nouveaux, fussent-ils des moyens de fortune, pour improviser une armée de travailleurs agricoles capables de mettre le sol de France en pleine valeur. Mais comment y parvenir? Comment remplacer le demimillion d'ouvriers agricoles morts au champ d'honneur ou complètement invalides qui ne pourront plus répondre à l'appel?

***

Le premier moyen à employer est tout indiqué; il consiste à faire une économie de main-d'œuvre en faisant une économie de bras; on peut la faire sous deux formes, soit en diminuant la quantité de main-d'œuvre elle-même, indispensable à nos différentes branches de cultures, soit en remplaçant les bras par la machine.

Il est d'abord évident que nos agriculteurs vont, par la force des choses, s'ingénier à proportionner

leurs cultures à leur main-d'œuvre et qu'ils chercheront à utiliser leur sol le mieux qu'ils pourront. C'est ainsi que dans nos départements dévastés de la région du Nord, ils seront souvent amenés à remplacer les terres à céréales par la prairie; l'opération ne laissera pas que d'être avantageuse au point de vue général, puisqu'elle facilitera l'augmentation de notre cheptel.

Dans le reste de la France, il est fort probable qu'on opérera autrement, mais dans le même sens, et il faudra également s'en féliciter; il vaudra mieux, par exemple, augmenter la production des céréales à l'hectare et la concentrer sur les bonnes terres en réservant les autres à des cultures relativement plus productives parce qu'elles exigeront moins de main-d'œuvre.

Quand le classement sera ainsi fait, il ne restera plus, pour combler les vides de la main-d'œuvre manquante, qu'à se tourner du côté de la machine, ce travailleur intelligent et jamais fatigué, qui peut suppléer des légions d'ouvriers, et personne ne saurait contester qu'elle s'impose plus que jamais dans la situation où va se trouver la France agricole. Elle n'aura pas seulement pour avantage d'économiser des bras, et de déclencher le progrès dans les méthodes de culture partout où elle passera, elle en aura un autre, d'un prix inestimable, ce sera de permettre l'utilisation d'un grand nombre de nos glorieux mutilés. Ils trouveront là une occupation lucrative et une grande consolation; ils pourront prendre dans le monde agricole une situation digne d'eux et former les premiers rangs de l'armée agricole.

Il est du reste une région de la France où la ma-

chine s'imposera tout de suite et régnera souverainement, c'est celle de nos malheureux départements saccagés par un ennemi sauvage. Là, elle sera indispensable non seulement pour remplacer les attelages qui manqueront partout, mais aussi pour la remise en état du sol passé à l'état volcanique; c'est sans doute du Nord que partira l'étincelle qui se propagera ensuite dans le reste de la France.

Il ne faut pas oublier que c'est par l'emploi généralisé des machines que l'Allemagne est parvenue, avec sa main-d'œuvre relativement restreinte, à mettre en culture toutes ses terres et à tirer de son sol le maximum de rendement. Il suffit encore ici pour s'en convaincre d'ouvrir la petite brochure de M. Lucien Hubert contenant les statistiques données par la Dresdner Bank sur les exploitations agricoles allemandes employant des machines en 1882 et en 1907. Il en ressort que le nombre de ces exploitations a passé, pendant cette période, pour les semeuses, de 63000 à 290000; pour les moissonneuses, de 190000 à 301000, et pour les machines à battre, de 298000 à 917000. Nous nous trouvons, ici encore, comme pour la houille blanche, qui va se combiner avec la machine, en face d'une évolution profonde dont on commence seulement à apercevoir les proportions mais dont il est encore impossible de calculer les résultats[1]. La science nous apporte tous les jours

1. On estime que 10 tracteurs peuvent labourer 15 hectares par jour alors qu'une paire de bœufs met plus de 7 jours pour labourer un hectare. Comme travail 10 tracteurs avec 20 ouvriers peuvent donc remplacer 105 à 150 paires de bœufs et autant de laboureurs. Le travail que 10 tracteurs font en un jour exigerait avec un attelage de bœufs, 105 jours.

de nouveaux emplois de la machine et nous marchons de surprise en surprise; servie par l'électricité elle améliore les conditions du travail humain lui-même et notamment du travail des femmes en se substituant à elles pour les besognes les plus fatigantes et les plus répugnantes.

On peut donc entrevoir, sans crainte de se tromper, que nos agriculteurs et nos femmes d'agriculteurs ne tarderont pas à raisonner comme des industriels et à prendre l'esprit industriel, ce qui ne contribuera pas peu à relever le prestige et l'attrait de la profession agricole; les ouvriers vont devenir des spécialistes qui apparaîtront plutôt comme de véritables contremaîtres que comme de simples travailleurs.

***

L'introduction de la machine combinée avec l'électricité va du reste, très probablement, provoquer au fond de nos villages, dans cette direction, une autre révolution dont il est permis, dès à présent, d'entrevoir et d'escompter les résultats probables; c'est la création d'industries rurales qui auront tout intérêt à s'installer à la campagne parce qu'elles y trouveront la main-d'œuvre à meilleur marché et une réduction sérieuse de leurs frais généraux; mais il est désirable que ces industries tiennent par certains côtés à l'agriculture pour que le lien agricole ne se détende pas trop et que le travail industriel n'absorbe pas ou ne diminue pas le travail agricole.

Heureusement le champ est largement ouvert à des industries agricoles qui nous manquent ou qui

végètent et qui sont le complément indispensable de notre production, si nous voulons l'intensifier, diminuer ses prix de revient et lui assurer des débouchés avantageux. Citons la distillerie, la féculerie, la fromagerie, la beurrerie, la cidrerie, la vinification et surtout les conserves de fruits qui nous permettraient d'utiliser nos pommes au lieu de les laisser pourrir ou de les revendre aux Allemands pour en faire du champagne.

A côté des profits directs que nous retirerons de la transformation perfectionnée des produits agricoles et des gros bénéfices d'une vente mieux organisée, il faut placer un autre avantage qui n'est pas moins précieux pour la solution du problème de la main-d'œuvre. L'installation au fond de nos campagnes de nombreuses industries provoquera un afflux de main-d'œuvre supplémentaire attirée de la ville par les avantages de toute sorte offerts aux ouvriers employés dans ces industries qui pourront mener de front avec leur travail, grâce au concours de leurs familles, de petites exploitations agricoles leur assurant le bien-être et la vie à bon marché. C'est ainsi que le flot des travailleurs, qui depuis tant d'années s'écoulait de la campagne à la ville, aura une tendance de plus en plus prononcée à revenir de la ville à la campagne et le réservoir de la main-d'œuvre agricole s'augmentera d'autant.

***

Cela dit, nous nous garderons bien de forcer la note sur l'évolution dont la machine va être l'instrument; nous ne voulons rien exagérer et nous ne

nous dissimulons pas que les résultats à en attendre seront l'œuvre du temps. Il faut prévoir que son emploi généralisé se heurtera au fond de nos campagnes à de très nombreuses difficultés et rien ne serait plus dangereux qu'un optimisme aveugle qui pourrait être suivi de déception et de découragement.

Il ne faut pas oublier d'abord que la France est avant tout un pays très accidenté, de moyenne et surtout de petite culture, dont la production varie à l'infini, ce qui fait d'elle un immense jardin qui exige des soins continus que la main de l'homme peut seule bien souvent donner à propos. Quant à la grande culture elle est, chez nous comme ailleurs, depuis longtemps convertie à la machine.

Pour l'adapter à cette infinie variété de branches de production, concentrées d'ordinaire sur de petits espaces, il faudra que nos constructeurs fassent preuve de beaucoup de souplesse et s'ingénient à trouver la machine qui convient le mieux à la nature du sol et aux différentes cultures.

C'est une des raisons pour lesquelles il y a un intérêt national à soutenir et à protéger nos constructeurs français de machines agricoles qui ont l'avantage d'être en contact permanent avec nos agriculteurs et de pouvoir étudier avec eux, sur place, les combinaisons de machines réalisables qui conviennent le mieux au sol et au tempérament des populations. Ce sont eux qui seront les meilleurs avocats de la machine et qui contribueront le plus puissamment à l'éducation de nos agriculteurs, condition première du succès.

Ils nous préserveront d'expériences hasardeuses qui pourraient provoquer un recul général au lieu

d'une marche en avant. Nous nous sommes trop engoués, pour suivre l'exemple des Etats-Unis, de standarisation, c'est-à-dire de la fabrication en grande masse et à prix réduit, d'un petit nombre de machines types, construites toutes sur le même modèle, avec des pièces de rechange identiques, par conséquent d'une fabrication plus facile, moins coûteuse et qu'on pourrait trouver partout. On perd de vue que si ce mode de fabrication est tout à fait à sa place dans un pays d'immenses espaces et de cultures uniformes comme les Etats-Unis, il s'adapte moins généralement à une agriculture comme la nôtre qui varie d'un département et même d'un arrondissement à l'autre, à un sol découpé comme le nôtre en millions de petites exploitations où il faut en quelque sorte que la machine soit combinée avec le sol lui-même.

M. Ringelmann, le si distingué Directeur de notre station d'Essais de machines, qui est une des plus hautes autorités en la matière, a lumineusement résumé ses conclusions sur le sujet en disant : « que s'il est désirable de réduire le nombre de types de chaque catégorie de machines, cela dépend peu de la volonté du constructeur qui est sous la dépendance de l'agriculteur pour lequel il faut d'abord fabriquer la machine qu'il désire; la question est également liée très souvent à des améliorations foncières préalables. C'est donc une question d'instruction de la masse des agriculteurs. »

Donc prenons patience et disons-nous bien que la meilleure manière d'aller vite, c'est de ne pas essayer d'aller trop vite. Résignons-nous à faire l'éducation de nos agriculteurs et elle se fera d'au-

tant mieux que nous n'essaierons pas trop de leur forcer la main.

Pour les attirer et les entraîner, continuons à mettre à leur disposition de larges subventions; soutenons les Syndicats, les Entrepreneurs, les Communes et attendons les résultats pour créer le torrent qui doit tout entraîner. Ne perdons jamais de vue, surtout, qu'il faut absolument que chez nous, la machine soit doublée d'une armée d'agriculteurs en chair et en os et que c'est à la constitution même de notre propriété rurale qu'il faudra de toute nécessité adapter son emploi en évitant de copier servilement les autres.

***

Il est, du reste, une autre difficulté inhérente à la constitution même de la plupart de nos exploitations qui complique singulièrement le problème de la machine pour notre pays, c'est le morcellement excessif des exploitations qui en rend l'emploi si difficile, pour ne pas dire impossible, dans tant de régions. Les tracteurs et les machines ne peuvent opérer utilement et donner leur plein rendement qu'autant que la configuration du sol leur offre un champ d'évolution possible. Quand les exploitations se composent d'un grand nombre de parcelles isolées, leur marche est souvent presque impossible. Il faut avoir le courage de le dire, nos agriculteurs font fausse route depuis trop longtemps, en s'acharnant à s'arrondir au hasard, en achetant partout où ils les trouvent des morceaux de terre à leur portée, sans s'inquiéter de leurs assolements, des difficultés d'accès, sans se de-

mander si le lopin de terre qu'ils sont si fiers d'acquérir au loin, ne va pas leur coûter plus cher qu'il ne rapporte.

Tout le monde est d'accord aujourd'hui, dans les milieux agricoles avertis, sur la nécessité de mettre fin à ce déplorable état de choses et sur le remède à y apporter, qui est bien connu. Il consiste à opérer le remembrement partiel ou général du territoire agricole de la Commune ainsi éparpillé, en répartissant celui-ci entre les habitants de façon à assurer à chacun les meilleures et les plus fructueuses conditions d'exploitation.

Le remembrement n'a pas seulement pour avantage de faciliter les travaux de culture; l'expérience qui en a été faite permet d'affirmer qu'il augmente la valeur des terres en capital de 20 à 30 pour 100 au minimum par l'amélioration des assolements et l'utilisation plus parfaite des surfaces cultivées. Ici encore nous rencontrons sur notre route un des nombreux moyens d'augmenter notre capital national en même temps que notre revenu; si on pouvait le traduire en chiffres on serait stupéfait des résultats et on comprendrait que de toutes les réformes à entreprendre pour reconstituer notre fortune publique au lendemain de la guerre, il en est peu de plus importantes, de plus urgentes.

Ce problème du remembrement apparaît ainsi de plus en plus comme un problème capital et la condition première de notre reconstitution agricole; il est comme le nœud de tous les autres, et l'intensification de la production agricole dépend en grande partie de sa solution. Malheureusement, le morcellement des exploitations tend à devenir un véritable fléau; car elles s'émiettent de plus en plus et

il est notoire que c'est sous cette forme que le champ des terres abandonnées s'élargit d'année en année. C'est également dans les villages à propriétés morcelées que sévit le plus fortement le fléau de la dépopulation.

Cet abandon s'explique de lui-même; la mise en culture des terres éloignées du centre des exploitations exige des dépenses supplémentaires de main-d'œuvre, de transport, qui, bien souvent, mettraient l'agriculteur en perte et qui en tout cas réduiraient tellement ses bénéfices qu'il préfère laisser dormir la terre. Or, ce qui était une difficulté hier deviendra demain une impossibilité. Après la guerre la raréfaction de la main-d'œuvre va obliger tous les exploitants à la réduire à son strict minimum et un des premiers moyens indiqués pour l'économiser, c'est la concentration des exploitations sur les surfaces les plus rapprochées de leur centre.

Il y a malheureusement, dans toutes les communes, des cerveaux étroits qui considèrent la propriété comme un droit régalien qui prime tout et qui résistent à tous les remaniements, même les plus avantageux. Il est juste de dire qu'ils sont le plus souvent une infime minorité, mais notre législation leur permettait de tenir la majorité en échec. Il était nécessaire de mettre fin à un pareil état de choses en faisant prévaloir la volonté de celle-ci; c'est à elle qu'il appartient, dans l'intérêt général, de décider s'il y a intérêt pour tout le monde à refaire la Carte agricole de la Commune en procédant au remembrement général.

Cette réforme capitale, indispensable, vient heureusement d'aboutir; le Parlement, sur la proposition de mon excellent collègue, le Docteur Chau-

veau, qui a déployé une si énergique persévérance pour la solution du double problème de la machine et du remembrement, a voté, le 27 novembre 1918, une loi qui en assure la réalisation.

Cette loi, applicable à l'ensemble de la France a été accompagnée d'autres mesures prises dans l'intérêt de nos malheureux départements envahis dont la situation comportait l'emploi de moyens exceptionnels, le bouleversement systématique des terres par un ennemi impitoyable ayant fait disparaître tous les bornages. Là le remembrement s'impose et une loi spéciale confie tous les pouvoirs nécessaires pour y procéder à des commissions départementales et communales où tous les intérêts sont représentés.

Il importe au plus haut degré que le remembrement réussisse dans nos malheureuses régions dévastées, si on veut entraîner le reste de la France.

C'est de là que devra partir l'étincelle qui gagnera tout le pays et qui fera surgir partout l'idée du remembrement général. Quand on verra dans les autres départements les merveilleux résultats obtenus dans nos départements envahis, on voudra partout les imiter et c'est ainsi qu'insensiblement se reconstituera la carte agricole de la France en même temps que la valeur du sol se relèvera comme par enchantement.

Mais, c'est précisément parce que le remembrement est appelé à jouer un si grand rôle dans l'œuvre de notre reconstitution qu'il faut regarder bien en face les difficultés considérables que va rencontrer cette réforme capitale; les lois qui viennent d'être votées seraient impuissantes à les

surmonter, si nos agriculteurs n'en comprenaient pas l'utilité et ne se prêtaient pas à leur application.

Elles vont se heurter à des habitudes invétérées et à une mentalité particulière du paysan français dont il faut toujours tenir compte quand on essaie de la redresser directement ou indirectement. Il faut le dire à son honneur, il ne tient pas seulement à la Terre, comme dans tant d'autres pays, pour le profit matériel qu'elle lui procure, pour son rendement, il y tient parce que c'est sa terre à lui, sa chose et comme une partie de lui-même. Quand c'est la terre des ancêtres, ce sentiment est encore plus vif et plus profond.

Si respectable qu'il soit, il faut cependant que ce sentiment s'incline aujourd'hui devant la force des choses et le moment est venu sur ce point, comme sur tant d'autres, de faire comprendre à nos agriculteurs que le remembrement général est une des conditions essentielles de notre reconstitution agricole sans laquelle la misère finirait par frapper à nos portes et à nous imposer les plus cruelles privations.

Sur ce terrain-là on peut aborder nos agriculteurs et être compris d'eux, mais c'est une œuvre de longue haleine et il faudra, pour l'accomplir, entreprendre une campagne de propagande sur tous les points du territoire. Elle ne devra pas être la même partout et il sera nécessaire qu'elle soit conduite par des hommes d'une grande compétence et d'une haute autorité ; il faudra qu'elle prenne toutes les formes : la conférence, la presse, les brochures, les tracts et même les cinémas.

Quand l'opinion sera suffisamment préparée, il

restera à se mettre résolument à l'œuvre partout pour refaire la configuration du sol de la France. On sera alors très probablement amené, quand on se trouvera en face des difficultés pratiques de l'opération, à compléter et à améliorer la loi elle-même qui, dans certains cas, serait impuissante à résoudre toutes celles qui vont surgir. Elle a laissé en suspens de nombreuses questions, telles que la situation du fermier dont les intérêts peuvent être sacrifiés par le remembrement, et celle des mineurs, qui est bien souvent un obstacle aux moindres changements, si on s'en tient aux règles absolues de notre Code. C'est une des raisons avec bien d'autres qui nous conduira très probablement à réviser notre législation successorale, et il faudra s'en féliciter.

***

Cette réforme est malheureusement à longue échéance, et ne peut nous procurer tout de suite, par l'emploi généralisé de la machine sur des exploitations d'un seul tenant, le supplément de main-d'œuvre dont nous avons le plus pressant besoin. Nous nous trouvons ainsi ramenés à notre point de départ, c'est-à-dire à la recherche des éléments nouveaux qui pourraient momentanément remplacer les travailleurs qui nous manquent en attendant l'arrivée des nouvelles générations.

Une première réponse se présente tout de suite à l'esprit : pourquoi ne pas faire appel à l'étranger? Nous étions déjà entrés largement dans cette voie

avant la guerre. Les statistiques nous apprennent qu'en 1912 il y avait en France 54000 ouvriers agricoles étrangers sédentaires dont : 19000 Italiens, 13000 Belges, 11000 Espagnols, 4000 Suisses. A ces ouvriers permanents, domiciliés, il faut ajouter les ouvriers dits « saisonniers » qui ne venaient qu'à la période des grands travaux ; on ne comptait pas moins de 40000 Belges dans la région du Nord, 20000 Espagnols dans les régions viticoles ; plus tard sont venus les Polonais qui atteignaient déjà le chiffre de 6000 avant la guerre. Il suffirait, nous dit-on, de faire un appel pressant à ces catégories de travailleurs et de leur offrir des avantages particuliers pour puiser à pleines mains dans l'immense réservoir des étrangers toujours ouvert.

Malheureusement cette solution, d'apparence si séduisante, se heurte à de nombreuses objections. La principale, c'est qu'à la fin des hostilités, la plupart de ces grands réservoirs se trouvent, eux aussi, taris par la guerre. La malheureuse Belgique aura besoin de faire appel à tous ses enfants pour se reconstituer et il ne faut plus compter sur son excédent de population. L'Espagne, elle, aura une raison inverse pour garder ses travailleurs ; elle a tellement profité de la guerre au point de vue économique qu'elle pourra leur faire des avantages suffisants pour les retenir chez eux et les empêcher d'émigrer.

Avant l'effondrement russe il nous restait la main-d'œuvre polonaise qui commençait à affluer et qui pouvait nous apporter des suppléments inespérés de travailleurs ; le courant d'émigration polonaise se dessinait de plus en plus de notre

côté et on le voyait monter à vue d'œil. Il est à prévoir, et nous ne pouvons que nous en réjouir, que la nouvelle Pologne, enfin libre et maîtresse de ses destinées, prendra un essor industriel et agricole qui absorbera presque toutes ses disponibilités de main-d'œuvre.

L'Italie seule, qui a été moins éprouvée que nous et qui a fait revenir, lors de la mobilisation, plus de 600 000 de ses nationaux qui vivaient à l'étranger, pourra-t-elle mettre à notre disposition une partie de sa main-d'œuvre surabondante. C'est plus que douteux; car, elle ne songe aussi qu'à accroître sa puissance d'expansion économique.

Il ne reste plus alors que la main-d'œuvre exotique, celle des jaunes surtout, celle des Chinois qui seraient d'excellents ouvriers agricoles; car le Chinois a le culte de la terre. Mais l'introduction de la race jaune dans nos fermes rencontre une résistance de sentiment invincible ; elle s'est affirmée tout récemment dans une grande consultation provoquée par la Société des Agriculteurs de France au sujet de l'introduction de la main-d'œuvre jaune. Sur 140 syndicats consultés, tous sauf 8, s'y sont montrés nettement hostiles.

Et maintenant nous pouvons conclure. Cette revue rapide, ce tour du monde en raccourci n'est rien moins que rassurant et il est dès à présent certain que les ressources en main-d'œuvre étrangère qui s'offriront à nous au lendemain de la guerre seront de beaucoup inférieures à ce qu'elles étaient auparavant. Sans doute il faut y renoncer moins que jamais et fouiller partout pour les augmenter dans toute la mesure du possible; mais ce n'est pas de ce côté que nous pouvons

compter sur un secours suffisant et surtout immédiat.

*
* *

Il nous reste heureusement une source de main-d'œuvre disponible, qui est bien à nous et excellente, la main-d'œuvre coloniale, qui nous a déjà rendu tant de services. Il semble d'abord qu'elle puisse suffire à combler tous les vides et que nous n'ayons qu'à puiser dans ce vaste réservoir pour y trouver tous les suppléments de bras dont nous pouvons avoir besoin. Avec les Algériens, les Tunisiens, les Marocains, les Africains, les Malgaches, les Annamites, nous avons sous la main une armée de travailleurs presque inépuisable.

Certes, nous pouvons, nous devons compter sur elle et c'est à elle qu'il faudra recourir dans toute la mesure du possible. Beaucoup de nos vaillants frères d'armes sont déjà acclimatés et il faudra les accueillir à bras ouverts; mais ils ne peuvent malgré tout constituer qu'un appoint momentané et limité dont il ne faudrait pas exagérer l'importance et cela pour de nombreuses raisons.

La première, c'est que nos admirables troupes coloniales, qui ont été d'un loyalisme égal à leur courage, ont laissé sur tous les champs de bataille, comme nous, l'élite de leurs travailleurs et qu'on ne peut pas demander à ceux qui ont survécu de ne pas rentrer dans leur pays[1]. Nous le pouvons d'au-

1. Il ne faut pas oublier que nos colonies ont pu fournir plus de 900 000 hommes à nos armées; il ne faut pas non plus perdre de vue que si la surface de nos colonies est immense, elle est peu habitée et que la densité de la population y est très faible

tant moins qu'ils sont appelés chez eux à l'accomplissement d'une tâche glorieuse qui sera pour eux une nouvelle manière de témoigner leur attachement à la France. Le moment est en effet venu de mettre en pleine valeur notre domaine colonial, trop longtemps négligé, et nous avons besoin pour cela du concours complet et plus actif que jamais des indigènes. Ce sont eux qui pourront nous fournir, au lendemain de la guerre, les suppléments d'alimentation dont nous aurons un besoin pressant et qui feront sortir de notre magnifique domaine colonial tous les trésors que nous y laissons enfouis : le blé, le riz, le maïs, les huiles, le coton, la laine, le bois, sans parler des richesses du sous-sol.

A cette raison, il faut en ajouter une autre. Nous ne pouvons pas oublier que le travail agricole, même le plus ordinaire, comporte une adaptation spéciale qui n'est pas à la portée de tout le monde. Le travail des champs, chez nous surtout, exige, même chez le simple ouvrier, une éducation particulière qui le différencie profondément du travail sommaire et superficiel de la terre aux Colonies. On peut faire aisément d'un Colonial un ouvrier d'industrie; on n'en fait pas aussi aisément un ouvrier agricole.

Pour toutes ces raisons nous estimons que l'apport de main-d'œuvre coloniale sur lequel nous pouvons légitimement compter et auquel nous

Quand elle atteint 75 habitants par kilomètre en France, elle n'est que de 22 en Indo-Chine, de 12 en Tunisie, 5 à Madagascar, 3 en Afrique Occidentale et Équatoriale. Aussi, on n'y entend partout que des cris de détresse sur la pénurie de main-d'œuvre qui empêche d'exploiter le sol et toutes nos richesses coloniales.

sommes du reste d'avis de faire le plus large appel possible, ne saurait malgré tout suffire à combler les vides laissés par la guerre dans les rangs de nos travailleurs agricoles.

***

Au point où nous sommes arrivés, nous pouvons faire l'addition approximative des contingents disponibles de travailleurs actuels sur lesquels il sera possible, au lendemain de la guerre, de mettre la main; en extrayant de chacune des catégories que nous venons de passer en revue, agriculteurs démobilisés, ouvriers et petits employés de la ville, ouvriers étrangers et coloniaux, tout ce qu'il sera possible d'en obtenir, on arrivera certainement à un total respectable et qui nous permettra de faire face aux nécessités les plus pressantes, à celles que nous appellerons de la première heure.

Mais ce ne sera pas suffisant pour remettre en culture toutes nos terres abandonnées ou négligées et il faudra continuer nos recherches dans la même voie, en fouillant tous les coins et recoins où il sera possible de dénicher des bras inocccupés pour les faire entrer en ligne. Nous entrons ici dans un domaine tout nouveau où nous allons sans doute nous heurter à notre esprit timoré et ennemi des hardiesses. Ce que nous allons proposer n'a cependant rien de téméraire ni d'imprudent; il suffit pour s'en convaincre de jeter les yeux autour de nous, dans des pays foncièrement agricoles qui, ne trouvant pas par les moyens ordinaires un nombre suffisant d'ouvriers agricoles professionnels, ont tourné la difficulté en créant ce qu'on pourrait

appeler une main-d'œuvre agricole volante et en imposant le travail agricole à des catégories de citoyens auxquels on est en droit de l'imposer.

Passons en revue quelques-unes de ces combinaisons.

***

Nous rencontrons d'abord une grande armée, l'armée des vagabonds; elle a une triste réputation dans nos campagnes qu'elle exploite impunément. On évalue à plusieurs centaines de mille ces êtres errants qui vont d'un village à un autre et qui dépistent audacieusement la police et la gendarmerie. Dans les régions écartées, ils sèment la terreur autour d'eux et bien souvent les municipalités n'osent pas les dénoncer dans la crainte de vengeances redoutables.

Nous avons, il est vrai, une loi qui punit le vagabondage, mais elle est la plupart du temps inappliquée, et quand elle l'est, c'est presque toujours parce que le vagabond le veut bien; il a bien soin de se constituer prisonnier en hiver pour se procurer ainsi, sans travailler, le vivre et le couvert.

Il y a longtemps que, dans d'autres pays, en Belgique, en Hollande, en Allemagne, on a résolu le problème en envoyant les vagabonds dans des Colonies agricoles pénitentiaires où on les emploie au travail de la terre. Un voyageur revenu d'Allemagne, où il avait voyagé à petites journées avant la guerre, racontait qu'il n'avait rencontré ni un mendiant ni un vagabond. Il est piquant de constater que les nomades étrangers se moquaient de leur législation en passant la frontière pour nous

faire l'honneur d'exercer leur profession chez nous, qui se confondait souvent avec celle d'espion.

Mon honorable collègue, Eugène Flandin, avec sa haute expérience de magistrat, a déposé un projet de loi qui institue pour la France un régime analogue à celui de nos voisins. Il propose que le vagabond incorrigible soit interné dans une Colonie de travail pour une durée de deux années au moins et de cinq années au plus. Ceux d'entre eux qui feront preuve d'assiduité au travail pourront être confiés, pendant la période des travaux agricoles, à des cultivateurs s'engageant à leur allouer une rétribution égale à celle des ouvriers de la région.

Il est désirable que le Parlement statue le plus vite possible sur la question et qu'il dote la France d'un régime qui procurera, d'abord à l'agriculture, une grande quantité de bras, en même temps qu'il diminuera le nombre des nomades sans travail, des vagabonds irréductibles; le véritable résultat d'une telle législation ne sera pas seulement de mettre des milliers de bras de condamnés à la disposition de l'agriculture, ce sera de fermer la plaie du vagabondage en rendant à l'activité nationale plus de 200 000 vagabonds qui aujourd'hui courent les routes et se cachent partout sans qu'on puisse les dépister.

***

Mais la réforme n'aura de valeur et d'effet utile qu'autant qu'elle sera précédée de celle de notre police rurale elle-même qui est inexistante. Il y a là encore une de ces faiblesses administratives dont

nous souffrons tant et qui contribuent pour une large part à l'exode rural. Tous les maires de nos villages sont unanimes à la dénoncer et réclament depuis longtemps une protection efficace contre les nuées de vagabonds dangereux qui les exploitent et les menacent. Le garde champêtre n'est pas fait pour cette besogne-là et il ne faut lui demander que ce qu'il peut faire, la police locale. Il n'existe qu'un moyen de nettoyer les campagnes de cette écume, c'est de créer partout des brigades volantes de gendarmerie qui patrouillent du matin au soir ; il n'y a plus une minute à perdre si on veut rétablir la sécurité dans nos villages sans laquelle il ne faut pas songer au retour à la terre[1].

***

Dans le même ordre d'idées, nous ferions bien également d'emprunter à d'autres pays une organisation qui a fait ses preuves et qui n'est pas non

1. Le gouvernement annonce l'intention de déposer un projet de loi qui propose une autre solution et sur lequel il provoque l'avis des municipalités; il consiste à dessaisir les maires de leurs pouvoirs de police, à quelques exceptions près, et à les transférer aux préfets et sous-préfets. Dans les communes rurales le garde champêtre serait supprimé et on constituerait au chef-lieu de canton une brigade de cinq à dix gardes qui se partageraient la surveillance du canton.

Nous doutons fort que cette combinaison soit bien accueillie. Il est d'abord à prévoir que les maires ne consentiront pas aisément à être placés sous la coupe d'un brigadier de police qui leur parlerait en maître; les conflits seraient de tous les jours. Ajoutons que ces agents locaux seraient vite dépistés par les malandrins, tandis que les brigades volantes que nous avons en vue et qui pourraient tomber partout à l'improviste feraient plus sûrement et plus rapidement le nettoyage nécessaire sans toucher aux attributions des maires.

plus à dédaigner. Elle consiste à utiliser certaines catégories de condamnés de droit commun en formant avec eux des équipes qui pourraient défricher et exploiter des espaces considérables. Ce serait un moyen de tirer parti de nos 5 millions d'hectares de landes et de pâtis qui sont encore à l'état inculte et qui représentent une énorme richesse latente.

Pour se faire une idée des résultats que pourrait donner une opération de ce genre, il suffit de faire un agréable voyage en Suisse et de se transporter, dans le canton de Berne, sur les bords des jolis lacs de Neuchâtel et de Bienne, dans un pays qui s'appelle Witzwil. Il y avait là de vastes terrains marécageux dont personne n'avait songé à tirer parti. Ils étaient presque abandonnés quand l'Administration du canton de Berne, désireuse d'éloigner de Berne la prison cantonale, eut l'heureuse idée de procéder à la réforme de son régime pénitentiaire en utilisant le travail des détenus à des travaux agricoles, ce qui avait le double avantage de les moraliser avant de les rendre à la Société et de réaliser en même temps une économie qui, avec le temps, pouvait devenir une source de bénéfices considérables.

C'est ainsi que le canton de Berne a été amené à acheter, sur les bords des deux lacs, plus de 1350 hectares de terres dont il a fait un domaine agricole sur lequel il a installé une Colonie pénitentiaire.

La Colonie, qui avait débuté avec 20 détenus, en compte aujourd'hui plus de 300. Ils appartiennent à toutes les professions : ce sont eux qui ont construit tous les bâtiments et qui font tous les travaux

d'entretien : serrurerie, forge, ferrage des chevaux, etc.; il y a des maçons, des électriciens, des cordonniers. Il y a également des bouchers et des boulangers. Les autres travaillent à la terre et mettent le domaine en valeur ; ceux-là sont considérés comme les plus favorisés et choisis parmi les meilleurs.

Le régime est du reste très rigoureux et la discipline très sévère. Les gardiens travaillent dans les champs avec les prisonniers et leur donnent le bon exemple. Tous sont chaussés de sabots très lourds, ce qui rend les évasions difficiles. Le pénitencier reçoit des détenus dont la peine varie de deux mois à 4 ans.

Les bénéfices de l'exploitation sont considérables et de beaucoup supérieurs aux frais d'entretien des détenus. Pour en donner une idée, il nous suffira de dire que le troupeau appartenant à l'exploitation se compose de 800 têtes de gros bétail, sans compter 50 chevaux et 350 porcs, et que la production du lait qu'on transforme en beurre et en fromage est en moyenne de 2000 litres par jour.

Dans d'autres pays, en Belgique notamment, on rencontre une organisation du même genre qui a aussi pleinement réussi.

C'est dans cette voie que nous devrions entrer résolument après la guerre en réformant à notre tour notre régime pénitentiaire qui nous coûte plus de 40 millions et qui ne fabrique qu'une armée d'ennemis de la Société. Nous ne sommes pas obligés d'aller tout de suite aussi loin que la Suisse pour faire grand, mais nous ferions bien de suivre son exemple et de nous acheminer dans la même direction. Pourquoi ne pas décider, par exemple,

que, pour certains délits et pour une première condamnation, le détenu sera en principe, si son état physique le permet, envoyé dans une Colonie agricole ordinaire. S'il récidive, on pourrait l'interner dans une Colonie plus sévère ou dans une prison, où il lui serait permis de s'amender pour retourner à la terre. La relégation, qui nous coûte près de 10 millions et qui n'a donné que de tristes résultats, pourrait être remplacée par l'envoi dans une Colonie pénitentiaire agricole du Sud Algérien ou Tunisien.

Le résultat de la réforme serait de mettre à la disposition de l'agriculture, en faisant d'eux des travailleurs agricoles, la plus grande partie des 35000 détenus de nos maisons d'arrêt qui perdent leur temps à confectionner des chaussons de lisières; ils ne coûteraient rien ou presque rien à l'État et ils augmenteraient la richesse nationale.

CHAPITRE VIII

LES VIEUX ET LES JEUNES

TOUS AU TRAVAIL. || TRANSFORMATION DU RÉGIME DE L'ÉCOLE PRIMAIRE PENDANT LA PÉRIODE DES TRAVAUX DES CHAMPS. || REFONTE DES PROGRAMMES D'ENSEIGNEMENT. || PRINCIPE DES NOUVEAUX PROGRAMMES, FORMER L'ESPRIT DE L'ENFANT, L'INTÉRESSER AUX CHOSES DE LA TERRE. || L'ENSEIGNEMENT DE PLEIN AIR. || LES ÉTATS-UNIS LA FÊTE DES ARBRES, LA FÊTE DES OISEAUX. || NOTRE ENSEIGNEMENT AGRICOLE FAIT POUR LES ÉTATS-MAJORS SEULEMENT. || LA LÉGISLATION NOUVELLE, TRANSFORMATIONS PROFONDES. || L'ENSEIGNEMENT POST-SCOLAIRE, LES ÉCOLES SAISONNIÈRES ET MÉNAGÈRES. || LES BIBLIOTHÈQUES RURALES. || L'HISTOIRE DE LA COMMUNE. || RÉSULTATS POUR L'AVENIR DE LA NOUVELLE ÉDUCATION, CHANGEMENT DE MENTALITÉ DE LA JEUNESSE, RELÈVEMENT DE LA PROFESSION AGRICOLE, SON ATTRACTION. || PÉPINIÈRE DE JEUNES AGRICULTEURS INSTRUITS. || LES INSTITUTEURS RURAUX, LEUR SPÉCIALISATION. || LES PUPILLES DE LA NATION ET LES ENFANTS DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE.

Nous venons de passer la revue de tous les hommes forts et valides, de tous les bras vigoureux qu'on peut recruter partout pour les faire converger en masse vers la mise en valeur complète du sol de la France et nous nous sommes bien gardés d'un optimisme béat qui pourrait être suivi de dangereuses désillusions. Il vaut mieux voir les choses comme elles sont que de s'aveugler volontairement et nous n'avons pas dissimulé que même en faisant un effort énorme de ce côté nous resterions encore

au-dessous de nos besoins les plus pressants en main-d'œuvre pendant un certain nombre d'années.

Mais nous n'avons pas tout dit encore et nous n'avons pas épuisé la série des combinaisons qui nous restent ouvertes pour sortir de la crise que nous traversons. Il en est une dernière qui peut nous être d'un grand secours.

Nous n'avons pas fait entrer dans nos calculs deux éléments de la population placés aux deux extrémités de la vie, qu'on pouvait mettre au dernier plan avant la guerre, mais qu'il faut aujourd'hui utiliser résolument, ce sont les vieux et les jeunes qui ont fait si superbement leur devoir pendant la guerre et qui ne demandent qu'à continuer.

Aujourd'hui, il n'y a plus de vieux, il ne peut plus y en avoir ; car il faut que tous les Français travaillent désormais jusqu'à leur dernier jour. Seuls les malades et les infirmes ont le droit de se croiser les bras. Les autres ont un devoir impérieux à remplir jusqu'aux portes de la mort ; il faut qu'ils donnent à la France, jusqu'à la fin, tout ce qu'ils ont de force physique, tout ce qui leur reste d'intelligence et de volonté. Qu'ils n'oublient pas, s'ils étaient tentés de faiblir, qu'ils ne font que payer leur dette aux héros qui ont sauvé la France du déshonneur et de la ruine.

Ils ont tout fait pour gagner la guerre et on ne peut pas douter d'eux pour gagner la paix. Ils ne feront qu'achever l'œuvre qu'ils ont si bien commencée et qu'ils ont accomplie avec une modestie égale à leur courage. On aurait dit qu'ils voulaient se faire pardonner d'être vieux. Combien sont morts à la peine, qui auraient mérité la croix de guerre; car leur intrépidité ne s'est pas dé-

mentie un seul instant. Quand aux heures difficiles, il y a eu du flottement dans l'air, ils n'ont pas hésité une minute et, courbés sur leurs charrues, ils n'ont jamais cessé de crier : « En avant ! »

***

Après les vieux, les jeunes, et c'est à ceux-là qu'il faudra de toute nécessité, dans nos campagnes, demander provisoirement un apport de travail différent peut-être, mais aussi soutenu que celui qu'ils ont fourni pendant la guerre.

Les États-Unis, qui ne font rien à moitié, ont tout de suite, dès qu'ils sont entrés en guerre à nos côtés, compris le parti qu'ils pouvaient tirer des enfants et ils ne se sont pas attardés comme nous aux petits moyens. Ils ont, dès le premier jour, pour faire face aux besoins immédiats, et assurer la culture des terres, au fur et à mesure du départ des hommes valides pour la France, libéré les enfants des écoles pour la période des travaux des champs. Ils les ont, sans hésiter, organisé en équipes de travail et leurs journaux nous ont appris qu'ils venaient en un clin d'œil de mettre sur pied une armée de plus d'un million de petits travailleurs qui ont fait d'excellente besogne. Comme nous sommes restés loin d'eux avec nos tâtonnements, nos timidités, notre prétention de mener toujours de front l'enseignement à l'école et le travail des champs, comme si, quand le feu est à la maison, tout le monde ne devait pas courir aux pompes !

Aujourd'hui que la guerre est finie, nous sommes en face des mêmes difficultés et il faut pour les

résoudre, recourir aux mêmes moyens et même à des moyens plus puissants; d'où la nécessité de refondre de suite l'organisation et le programme de nos écoles rurales pour les mettre d'accord avec les besoins de l'agriculture qui priment tout.

Nous considérons d'abord comme indispensable de donner à l'avenir des congés aux enfants des agriculteurs pendant la période des travaux des champs, selon les régions, pour leur permettre d'aider leurs parents dans la mesure de leurs forces et de leur petite capacité professionnelle. Pourquoi les garder tous les jours prisonniers sans tenir compte des saisons et des nécessités de la vie agricole? Autant il est naturel de les faire travailler en classe pendant tout l'hiver, autant il paraît absurde de les tenir étroitement emprisonnés tout l'été, surtout à l'époque des grands travaux, pendant lesquels ils pourraient rendre tant de services à leurs parents et s'instruire en travaillant. Les universitaires pur sang qui ne rêvent que de bourrer le crâne des enfants et qui ne trouvent jamais les programmes assez chargés ne manqueront pas de protester contre ce recul de la civilisation. Mais qu'ils se rassurent. Nous n'entendons pas faire de nos petits villageois des ignorants; nous voudrions seulement leur donner une autre et meilleure instruction qui les retiendrait moins sur les bancs de l'école et qui les instruirait davantage de ce qu'ils ont besoin de savoir.

La partie agricole du programme d'enseignement primaire, qui est si essentielle pour la formation des jeunes agriculteurs de l'avenir est d'ailleurs à revoir et à refondre en entier. Le caractère même de cet enseignement a été aussi mal compris

que possible. On voudrait dégoûter l'enfant de l'agriculture en fatiguant son petit cerveau de notions arides qu'on ne s'y prendrait pas autrement. L'école n'a pas pour mission d'inculquer aux enfants la science de l'agriculture même élémentaire, mais seulement de leur en donner le goût en ouvrant leur esprit sur les problèmes qu'ils peuvent comprendre et surtout sur ceux qui peuvent intéresser leur esprit. Il ne doit être ni technique, ni abstrait, et doit surtout avoir en vue la formation du caractère.

C'est avant tout une œuvre d'éducation accompagnée de leçons de choses destinées à éveiller l'intérêt de l'enfant. La géologie élémentaire qui lui révélera les mystères passionnants de la terre, la botanique qui donnera une vie aux plantes qu'il voit naître, vivre et mourir, la chimie générale qui lui fera entrevoir les miracles opérés par la science au profit de l'agriculture, voilà le roman agricole qu'il faut leur raconter pour passionner leur imagination naissante et leur donner la curiosité des choses de la terre. Afin de fixer leurs idées, il faudra y ajouter des sujets de dictées, des narrations et des problèmes puisés dans la vie rurale.

Il faudrait surtout diriger l'esprit des enfants en vue de la fonction que les fils d'agriculteurs sont appelés à remplir, en faisant entrer dans leur tête qu'il est de leur devoir et de leur intérêt de se marier avec la terre.

Il est une idée sur laquelle l'instituteur rural devrait revenir sans cesse et qui serait de nature à impressionner le jeune campagnard que peut séduire le mirage des villes. Il ne devrait pas cesser de dire : « Prenez garde et réfléchissez bien

avant de quitter la ferme de vos parents. A la ville vous aurez peut-être de plus beaux habits et plus de distractions qu'au village; mais vous ne serez plus jamais votre maître. Vous resterez toute votre vie ouvrier ou employé, vous ne deviendrez presque jamais patron; vous ne vous appartiendrez plus et au lieu de commander vous serez forcé d'obéir. »

A la leçon orale il faudra joindre des démonstrations intéressantes dans le jardin botanique qui devra entourer chaque école et qui sera un champ d'étude de tous les jours; car l'enseignement agricole primaire doit être avant tout un enseignement de plein air.

Il faudrait le compléter et le rendre plus vivant encore en agissant par tous les moyens sur l'imagination de l'enfant et en l'impressionnant par des récréations qui se graveraient dans sa mémoire. Pourquoi n'emprunterions-nous pas à l'Amérique qui, ici encore, nous donne une leçon de haute philosophie, cette institution nationale de la fête des Arbres, célébrée chaque année dans toutes les écoles de l'Union par les enfants des écoles qui s'en vont en procession, sous la conduite de leurs maîtres, planter joyeusement un arbre en forêt ou en pleine campagne. La petite fête est toujours accompagnée d'une conférence instructive et intéressante sur la beauté et la fécondité des arbres à fruits, sur les soins à donner aux vergers et sur l'action bienfaisante de la forêt pour la régularisation de la température et celle du régime des eaux, en même temps que sur l'augmentation de richesse dont le bois est la source.

Il est une autre cérémonie plus touchante en-

core, célébrée également aux États-Unis en grande pompe, c'est la fête des oiseaux. Ce n'est pas une simple distraction ; c'est à la fois une leçon de poésie et de haute science agricole. Elle consiste dans une promenade aussi agréable que possible, mais surtout dans une série de conférences roulant toutes sur le même sujet : le rôle des oiseaux, parure de la nature et surtout collaborateurs les plus actifs, les plus utiles de l'agriculteur. Car c'est pour lui qu'ils travaillent jour et nuit en livrant bataille aux millions d'ennemis invisibles, insectes ou parasites, qui détruisent ou dévorent tout ce qu'il sème et tout ce qui pousse.

C'est ainsi qu'on fait entrer dans la tête des enfants que l'oiseau est un être sacré qu'il faut protéger à tout prix et il ne viendra jamais à la pensée d'un jeune Américain de détruire des nids ou de dénicher des petits oiseaux. Ce n'est pas non plus aux États-Unis qu'on verrait, comme chez nous, des chasseurs obstinés et aveugles détruire systématiquement, malgré les lois, les oiseaux les plus utiles à l'agriculture, sous l'œil bienveillant de l'Administration.

***

Nous venons d'analyser la première phase de l'éducation agricole de l'enfant à la campagne, l'éducation à l'école ; elle n'est en réalité que la préface du véritable enseignement agricole qu'il est temps de créer et de mettre à la portée de la masse de notre jeunesse.

Nous rencontrons ici encore dans son organisation une lacune inexcusable qui explique l'insuffi-

sance d'instruction technique d'un si grand nombre d'agriculteurs. Quand l'enfant sort de l'école, l'État ne fait plus rien ou presque rien pour compléter l'enseignement agricole forcément rudimentaire et insuffisant qu'il vient d'y recevoir. Il s'est borné à organiser avec un soin particulier ce que nous appellerons l'enseignement agricole secondaire et classique, un enseignement qui lui coûte cher et qui n'est fait que pour une élite tellement restreinte qu'il reste sans effet sur la masse. Il n'a formé jusqu'à présent que des chefs mais très peu de sous-officiers, encore moins de soldats.

Il y a d'abord nos trois grandes écoles régionales de Grignon, de Montpellier et de Rennes et au-dessous d'elles 38 écoles pratiques auxquelles il faut ajouter un certain nombre d'écoles de spécialités. Sans doute les sujets qui sortent de ces écoles constituent un État-major d'agronomes, de professeurs, de spécialistes, d'une valeur indiscutable. Mais combien sont-ils? 1400 environ sortant chaque année de nos 38 écoles pratiques ; chacune de nos grandes écoles nationales nous en donne 50 et on estime que le contingent total de toutes les écoles réunies est inférieur à 3000.

Si on songe que le nombre des enfants d'agriculteurs au-dessous de 17 ans dépasse un million et qu'on les laisse sans instruction spéciale, sans direction, arriver à l'âge d'homme, on reste confondu de l'esprit étroit et de l'aveuglement qui président depuis trop longtemps à la formation de nos agriculteurs. Au lieu de chercher à créer partout des pépinières de sujets instruits et exercés, nous semblons prendre à tâche de ne fabriquer que des mandarins planant au-dessus de la masse ignorante

et s'en désintéressant. A la vulgarisation qui éclaire tout le monde nous avons substitué la spécialisation qui n'instruit que le tout petit nombre.

Ici encore la guerre a fini par nous ouvrir les yeux et nous n'en avons pas attendu la fin pour opérer une réforme complète de notre enseignement agricole populaire. La loi du 4 août 1918 votée, après deux très remarquables rapports de l'honorable M. Plisonnier à la Chambre des Députés et de mon collègue et ami Viger au Sénat, dote enfin notre agriculture, à la base, d'une organisation générale d'enseignement agricole qui ne laisse rien à désirer.

Après avoir réformé le programme des Écoles primaires sur les données que nous venons d'indiquer, la loi crée de toutes pièces l'enseignement complémentaire ou post-scolaire qui, dans chaque commune, peut être donné aux garçons et aux filles, à partir de 13 ans, pendant 4 ans, à raison de 150 jours au moins par année, et qui a pour sanction le certificat d'études agricoles.

Cet enseignement ne doit pas être purement technique. Il ne consiste pas à apprendre aux enfants le métier agricole que leurs parents leur apprendront mieux que personne, mais à leur expliquer le " pourquoi et le comment " des principales opérations agricoles qu'ils pourraient réaliser par des méthodes de culture plus perfectionnées. L'enseignement du maître devra être complété par des visites à des fermes modèles ou à des champs de démonstration.

Enfin, il restera, pour vivifier l'enseignement post-scolaire et pour en doubler l'attrait, à doter toutes nos communes rurales d'une très modeste

institution qui n'existe pas aujourd'hui ou qui n'existe qu'à l'état rudimentaire, celle des Bibliothèques rurales qu'il ne faut pas confondre avec les Bibliothèques scolaires. Celles-ci sont surtout faites pour les enfants de moins de 13 ans et ne renferment d'ordinaire que des livres amusants et insignifiants.

Ce qui manque le plus au village et ce qui serait le plus nécessaire pour la formation et l'éducation de la jeunesse rurale, c'est une variété de livres, à la fois sérieux et attrayants, destinés à instruire les enfants de la campagne et à les intéresser aux choses de la Terre en parlant en même temps à leur imagination, à leur cœur. Le rêve serait, et il est facile à réaliser, que dans chaque ferme, les longues soirées d'hiver soient consacrées à des lectures d'ouvrages agréables et instructifs d'où se dégagerait sous toutes les formes comme un parfum de la Terre, qui charmerait, après les rudes travaux de la journée, la famille réunie autour du foyer. Le laboureur se coucherait plus gaiement en songeant à tout ce qui vient de l'amuser ou de le passionner.

Notre ambition va plus loin encore. Au tout premier rang de ces bibliothèques modèles nous voudrions voir figurer un livre spécial qui contiendrait en quelque sorte les titres de noblesse de chaque commune. Ce serait l'histoire de la commune elle-même sous la forme d'une monographie résumant depuis son origine tous les événements importants qui ont marqué son développement. En faisant passer sous les yeux des jeunes l'ombre des anciens, on souderait ainsi les nouvelles générations à celles qui les ont précédées.

A ceux qui voudraient consulter un modèle du genre pour s'en inspirer, nous conseillons la lecture d'un chapitre du beau livre de M. Gabriel Hanotaux, *l'Énergie Française*, qui fait si bien ressortir la vigueur ancestrale de la race française et sa ténacité indomptable sous une apparente frivolité. Il y a dans le livre un chapitre dont le titre bien modeste, *le Village de Beaurieux*, ne laisse pas soupçonner la profondeur. Rien de plus séduisant, de plus passionnant même que l'histoire de ce modeste village de l'Aisne qui est en raccourci l'histoire de la France elle-même aux grandes périodes de son évolution.

Combien ce simple récit doit être empoignant pour les villageois de Beaurieux ! Rien n'empêcherait de faire le même essai dans la plupart de nos Communes et il est à ma connaissance qu'il a déjà été tenté dans mon département où il a pleinement réussi. Il n'est pas nécessaire pour cela de recourir à un grand écrivain ; on trouvera toujours un notable assez instruit pour lui confier la tâche glorieuse de faire revivre les morts de la commune ; et puis il y aura l'instituteur de demain qui sera l'homme du village où il achèvera sa carrière et qui sera l'historien tout indiqué pour le faire revivre et le parer de ses belles actions.

Pour compléter l'enseignement post-scolaire qui devra de préférence être donné le soir, il sera institué des écoles d'hiver ou saisonnières, fixes ou ambulantes, qui auront pour objet de donner aux jeunes agriculteurs qui ne peuvent pas passer des années dans les écoles pratiques une véritable instruction professionnelle.

La loi nouvelle réalise un autre progrès non

moins important en organisant l'enseignement agricole pour les filles, si négligé jusqu'à présent, par la création de cours post-scolaires, d'écoles supérieures d'enseignement ménager et d'écoles ménagères fixes ou ambulantes.

Quand toutes ces réformes seront accomplies et appliquées aux millions de jeunes gens et de jeunes filles qui arrivent à la vie, quand la nouvelle éducation agricole sera répandue partout et qu'elle enveloppera l'enfant jusqu'à son entrée dans la vie, il est facile de prévoir l'immense transformation qui va se produire dans le monde agricole.

Le premier résultat d'une évolution qui substituera aux abstractions creuses et vides de nos programmes actuels les réalités intéressantes de la science appliquée à l'agriculture et de ses merveilleux résultats sera de former dès l'âge le plus tendre de petits agriculteurs en état de rendre de réels services à la ferme et de devenir déjà de véritables collaborateurs pour leurs parents. D'une masse amorphe d'enfants et de tout jeunes gens sans instruction agricole sérieuse, sans connaissances professionnelles, qui, aujourd'hui ne peuvent être que de petits manœuvres, la nouvelle organisation va faire une armée de jeunes travailleurs ardents et instruits, dont le rendement sera le double de ce qu'il était avant la guerre. Il faut faire entrer en ligne de compte pour un chiffre important ce supplément de main-d'œuvre qui se prépare et qui pourra atténuer dans des proportions plus considérables qu'on ne croit la crise agricole que nous allons traverser.

Ce n'est pas tout; en dehors des fils d'agriculteurs déjà entrés dans la vie agricole il va se

produire dans les autres classes de la société, dans le monde du Commerce et de l'Industrie, surtout dans celui des petits fonctionnaires et employés, un changement de mentalité qui dirigera certainement du côté de l'Agriculture de nouveaux contingents.

Tous les jeunes en quête d'une profession qui considéraient l'agriculture comme une carrière de rebut, où on ne se résigne à entrer que lorsqu'on n'en trouve pas d'autres, vont voir de nouveaux horizons s'ouvrir devant eux, quand ils apprendront à l'école qu'il n'est rien de plus intéressant, de plus palpitant d'intérêt que l'agriculture, qu'elle est le centre de toutes les sciences, et que, de plus, l'agriculteur n'a qu'à vouloir pour faire sortir de terre des bénéfices de beaucoup supérieurs à tous les petits traitements, avec, en plus, une vraie indépendance et une vie plantureuse.

C'est ainsi que le nouvel enseignement, s'il est bien compris et surtout bien donné, si les maîtres y mettent leur cœur et leur âme, deviendra bien vite, par la force des choses, l'instrument de propagande le plus actif du retour à la Terre.

Il permettra aussi de compléter l'éducation de nos agriculteurs sur des points où elle est pour ainsi dire inexistante. Citons-en un, la Comptabilité, aujourd'hui si indispensable à l'agriculteur qui veut se rendre compte des résultats donnés par l'application des nouvelles méthodes de culture. L'absence de comptabilité est pour beaucoup dans ses hésitations et ses timidités quand on le pousse à des dépenses d'engrais et de machines. S'il savait établir un prix de revient qui lui permettrait de se rendre compte du bénéfice

final de l'opération, il serait plus hardi, parce qu'il verrait plus clair[1].

***

Mais pour que l'enseignement nouveau, si différent de l'ancien, soit bien donné, il faut que nos instituteurs ruraux et nos institutrices qui vont en avoir la direction et la responsabilité reçoivent eux-mêmes une instruction agricole spéciale, à la fois théorique et pratique, par conséquent beaucoup plus complète que celle qui leur est donnée aujourd'hui et qu'ils deviennent de vrais professeurs d'agriculture élémentaire. Ils ne seront bien compris et écoutés qu'autant qu'ils auront passé une année au moins dans une École pratique d'agriculture où ils prendront le travail en main. C'est à ce prix seulement qu'ils pourront parler avec autorité aux enfants de la commune et à leurs parents.

Pour que la réforme soit efficace, nous allons même jusqu'à penser que les maîtres destinés à donner l'instruction aux enfants de nos villages ne devraient pas être les mêmes que ceux qui doivent la donner aux enfants des villes. Il devrait y avoir deux sections d'enseignement différentes à l'École normale ; l'instituteur ne sera vraiment le défenseur convaincu de l'agriculture et l'apôtre de la terre que le jour où il saura que c'est à la campagne qu'il faut qu'il fasse sa vie.

1. Nous ne saurions trop recommander à nos agriculteurs la lecture d'une petite brochure pleine d'idées et de conseils pratiques de M. Henry Girard dont le titre dit tout *Cultivateurs, comptez pour mieux diriger*. (Librairie de la Maison Rustique.)

Il va sans dire que cette réforme ne devrait pas se faire au détriment de l'instituteur rural et que les instituteurs, qu'ils soient à la campagne ou à la ville, ayant les mêmes titres et les mêmes services, devront être mis sur le même pied, sauf pour les frais de séjour, en ce qui concerne les traitements. Ils le mériteront bien s'ils accomplissent la haute mission que la Patrie va leur confier en les chargeant de former et d'instruire la jeune armée des agriculteurs de l'avenir qui doit porter la terre de France à son plus haut degré de rendement.

***

Nous ne serions pas complets si nous ne faisions pas entrer dans notre recensement général des agriculteurs de l'avenir certaines catégories de jeunes Français sur lesquels nous avons le droit de fonder les plus grandes, les plus belles espérances.

Il y a d'abord la légion des pupilles de la guerre, hélas ! si nombreux, qui n'auront d'autre père que l'État, d'autre famille que celle que vont leur donner toutes les Institutions qui seront si fières de les recueillir. Ne les laissons pas prendre par les grandes villes tentaculaires où ils seraient noyés dans la masse et bientôt confondus avec elle. Tâchons de leur conserver leur individualité faite de si touchants souvenirs en leur procurant une profession qui leur donne le droit de relever la tête, parce que tous les yeux seront fixés sur eux.

La profession agricole a cet avantage de mettre celui qui l'exerce en plein relief : au village, on connaît l'histoire de toutes les familles, et si nos poilus tombés au champ d'honneur pouvaient

parler, ils demanderaient presque tous, pour ceux qui portent leur nom, une petite maison à la campagne. Or il se trouve que ce beau rêve est de tous le plus facile à réaliser, grâce à nos institutions de Crédit immobilier agricole et aux faveurs exceptionnelles que nos lois de guerre accordent à tous les descendants de nos héros.

Aussi, nous ne doutons pas que les tuteurs de ces enfants de la Patrie n'emploient toute leur influence à les diriger du côté de la vie à la campagne. C'est ainsi que les fils suivront les traces de leurs pères et reconstitueront la France que ceux-ci ont sauvée.

***

Il est une autre catégorie d'enfants également bien intéressants, — puisqu'ils sont aussi sans famille, — c'est celle des enfants de l'Assistance publique, qui devraient presque tous revenir à l'agriculture, puisqu'ils sont pour la plupart confiés à des familles agricoles et élevés à la campagne.

Nous manquons malheureusement sur ce point, pour l'ensemble du pays, de renseignements statistiques précis qui permettraient de savoir ce que sont devenus, dans chaque département, les enfants ainsi placés. Pour Paris, nous sommes un peu mieux renseignés sans l'être complètement.

Nous devons cependant au dévouement philanthropique d'un des membres éminents du Conseil général de la Seine, M. Ambroise Rendu, un certain nombre de révélations recueillies par lui et qui ont fait l'objet de communications intéressantes à cette Assemblée.

M. Rendu constate que le nombre de ces enfants va croissant et que la clientèle de l'Assistance publique de la Seine à elle seule ne représente pas moins de 45 000 enfants trouvés ou abandonnés. On peut, par ce seul chiffre, se faire une idée de l'importance considérable de cette catégorie de petits travailleurs pour l'ensemble de la France.

Ils sont, pour la plupart, élevés à la campagne, mais combien en conserve-t-elle ? M. Rendu avoue que l'Administration n'en sait rien elle-même. Ce qui lui fait croire que le plus grand nombre s'évade de la terre, c'est que ce sont précisément les départements qui ont reçu le plus d'enfants de l'Assistance parisienne qui ont le plus perdu de population agricole ; et il cite en exemple les deux départements de l'Allier et de la Nièvre qui ont perdu depuis 30 ans 47 000 habitants, pour la plupart ouvriers de la terre, alors qu'ils ont reçu plus de 18 000 enfants assistés. M. Rendu conclut de là que, dans l'ensemble du pays, l'agriculture perd par centaines de mille des enfants qu'on pourrait lui conserver, si l'effort des administrations publiques se portait de ce côté.

Les moyens à employer pour les ramener sont de différente nature. Il faudrait d'abord exercer sur ces enfants, par une direction bien entendue et toute paternelle, une influence morale que les fonctionnaires de l'Assistance publique sont incapables d'exercer. Ils n'ont ni le temps ni l'autorité suffisante pour orienter les enfants dans la vie ; et puis, ils n'ont pas le feu sacré de l'agriculture. Ce sont nos sociétés d'agriculture qui devraient se charger de cette mission.

Voilà un beau rôle à jouer pour elles ; elles de-

vraient donner à chaque enfant un parrain bien choisi et qui remplacerait le vrai père. Il gagnerait aisément la confiance des enfants en les protégeant contre certains abus dont ils sont souvent victimes et qui expliquent pourquoi ils prennent la terre en dégoût.

Il y aurait un autre moyen qui serait plus puissant encore, et M. Rendu le souligne tout particulièrement : ce serait de constituer aux enfants de l'Assistance dignes d'intérêt, une dot qui leur permettrait, à leur majorité, d'acheter une petite propriété avec l'aide du Crédit agricole. Il semble que rien ne soit plus facile que de la constituer par des retenues sur le salaire de l'enfant que l'Assistance est en droit d'exiger de l'exploitant à partir de l'âge où celui-ci fait la besogne d'un véritable ouvrier. A ces retenues on pourrait ajouter le montant des dots provenant des dons et legs. Elles sont actuellement misérables, mais il dépendrait des Conseils généraux de les augmenter.

Par cet aperçu, on peut avoir une idée du vaste champ de réformes possibles qui pourraient faire de l'Assistance publique un grand pourvoyeur de main-d'œuvre agricole excellente et exercée. Voilà encore un réservoir facile à créer.

***

Nous en avons fini avec l'étude du probleme capital qui, à cette heure, fait l'objet des plus sombres préoccupations des amis de l'agriculture et qui semble le plus difficile à résoudre, le problème de la main-d'œuvre indispensable, qu'il faudra trouver tout de suite, si on veut rendre la

vie à notre agriculture et lui permettre de renaître de ses cendres.

Je ne sais si je me trompe, mais il me semble, quand je fais impartialement l'addition de tous les facteurs que je viens d'analyser sans illusion, que non seulement nous n'avons aucune raison de désespérer, mais même qu'avant peu notre situation doit être beaucoup meilleure qu'avant la guerre.

Au début, nous aurons sans doute moins de bras, mais ils iront sans cesse en augmentant, et puis nous aurons des travailleurs plus actifs, plus instruits et d'un meilleur rendement. L'important, c'est que le recrutement soit bien organisé, bien surveillé et que les Offices de placement soient à la hauteur de leur tâche. Ce n'est pas de la bureaucratie qu'il faudra faire, c'est de l'apostolat. Il appartiendra à nos Sociétés d'agriculture, à nos Chambres d'agriculture, quand elles seront constituées, de prendre, comme dans tous les grands pays agricoles, la direction du mouvement.

C'est une véritable croisade à entreprendre qui exigera autant de discernement que de dévouement; il faut que dans chaque arrondissement, dans chaque commune, se forment des centres de propagande et de conversion à la Terre qui soient sans cesse en action et qui ne dédaignent pas de faire le siège des travailleurs agricoles homme par homme. Il n'y a qu'à vouloir et la victoire est certaine.

CHAPITRE IX

LES CHEFS D'EXPLOITATION

LEUR NOMBRE. || IMMENSE MAJORITÉ DES PETITS EXPLOITANTS. || TROUÉE ÉNORME FAITE PAR LA GUERRE DANS LEURS RANGS. || COMMENT LES REMPLACER. || EXPLOITATION COLLECTIVE DES TERRES PAR DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES. || LEUR DANGER ET LEUR INSUFFISANCE. || SEUL MODE D'EXPLOITATION COLLECTIVE POSSIBLE : SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CULTURE. || LEUR RÔLE, LEURS AVANTAGES, GRANDS RÉSULTATS OBTENUS. || MAIS ELLES NE SONT QU'UN MOYEN DE TRANSITION. || BUT A ATTEINDRE : AUTANT D'AGRICULTEURS QUE D'EXPLOITATIONS.

Après les ouvriers qui tiennent une si grande place dans la production agricole non seulement par leur nombre, mais aussi par leur ascension incessante vers la propriété du sol, nous arrivons à la catégorie la plus importante de la grande armée agricole, à celle qui est vraiment le cœur et l'âme de l'agriculture, celle des états-majors directeurs, des chefs d'exploitation, propriétaires, fermiers et métayers.

Pour se faire une idée de la situation dans laquelle nous allons nous trouver, lorsque, dans chaque commune, on fera l'appel des absents pour toujours, en se demandant qui va prendre leur place, il faut d'abord consulter les statistiques qui font le dénombrement des différentes catégories de la population agricole.

Prenons pour commencer le recensement opéré

en 1911 par le Ministère du Travail ; il nous apprend que le nombre des patrons du sexe masculin s'élevait au chiffre considérable de 2 872 000 et qu'il était même supérieur à celui des ouvriers qui ne dépassait pas 2 406 000.

Ce chiffre lui-même a besoin d'être décomposé, si on veut aller au fond des choses et se rendre un compte à peu près exact du nombre des patrons emportés par la guerre. Il résulte de l'enquête faite par le Ministère des Finances en 1908, comprenant à la fois les hommes et les femmes, que ce sont les petits et tout petits patrons qui en constituent l'immense majorité : 4 millions 610 mille contre 892 000 de moyens et de grands. Dans ce total, les petits propriétaires de moins de 1 hectare sont au nombre de 2 087 000 et ceux de 1 à 10 hectares au nombre de 2 323 000.

Il est facile de tirer la conclusion qui découle de ces données, c'est que ce sont les tout petits et les petits patrons (propriétaires ou fermiers) qui ont payé le plus lourd tribut à la guerre et que c'est dans leurs rangs que les vides seront les plus considérables : d'abord, parce qu'ils sont les plus nombreux, et ensuite, parce qu'ils ont été presque tous soldats, étant pour la plupart des hommes jeunes, vigoureux et rompus aux plus rudes travaux.

Ce sont eux surtout qui vont nous manquer demain, quand il faudra remettre en culture tant de terres abandonnées ; car on trouvera plus aisément des bras que des têtes dirigeantes. La crise que nous allons ainsi traverser est d'autant plus grave qu'il ne nous est plus permis de marquer le pas comme avant la guerre et que nous sommes aujour-

d'hui dans la nécessité de faire un bond en avant pour assurer notre relèvement économique et financier en doublant notre production.

Pourrons-nous faire après la guerre, quand tout va manquer, ce que nous avons été incapables de faire avant? Les agronomes les plus sérieux, les plus avertis, sont loin de désespérer de l'avenir et croient tous à la résurrection de notre agriculture, mais ils sont unanimes à déclarer qu'elle sera presque impossible tout de suite et qu'il faut nous résigner à traverser une assez longue période de transition, précédant le rétablissement complet des cadres de l'armée agricole, pendant laquelle nous devrons recourir à des combinaisons nouvelles, à des moyens improvisés indispensables.

***

Le premier qu'on met en avant consisterait à constituer de grandes Sociétés Immobilières et à réunir provisoirement toutes les terres sans maître dans un petit nombre de mains, ce qui permettrait de réduire à la fois le personnel dirigeant et le travail lui-même. En groupant ensemble, nous dit-on, 5, 10, 20 exploitations et même davantage, on économiserait du même coup de 4 à 19 exploitants ; et si on pratiquait l'opération en grand sur toute l'étendue du territoire, on aperçoit tout de suite les énormes avantages qui en résulteraient.

Ce serait, nous dit-on, l'industrie appliquée à l'Agriculture avec ses moyens tout-puissants, ses grands capitaux, une direction technique de premier ordre, une grande économie de frais généraux et des bénéfices considérables pour les Associés.

Le programme est, on le voit, des plus séduisants et bien fait pour convertir les hésitants.

Disons tout de suite qu'il n'est qu'un trompe-l'œil et qu'il présenterait au point de vue de l'avenir de notre agriculture et de l'avenir du pays, des dangers d'une extrême gravité. Le système de la propriété terrienne collective est du nombre de ces sophismes dangereux qu'il faut dénoncer avant qu'ils aient fait leur chemin.

Il est d'abord inexact que la culture de la terre en société soit forcément supérieure comme rendement à la culture individuelle ou familiale. On essaie d'assimiler l'agriculture à l'industrie, mais on oublie que l'industrie agricole est précisément celle où l'œil du maître est tout et ce ne sont ni des directeurs, ni des contremaîtres, ni des employés qui peuvent le remplacer.

En agriculture, on n'obtient le maximum de résultats qu'en voyant les choses de très près. Il faut que le maître surveille à la fois l'ensemble et les détails. Voilà pourquoi on ne peut pas plus remplacer l'âme de l'agriculteur exploitant que celle de l'artiste ; il faut qu'il vive à tous les instants en communion avec son œuvre.

L'honorable Président de la Société des Agriculteurs de France, M. Pluchet, qui est en même temps un agronome éminent et pratiquant de premier ordre, le rappelait dans une séance de l'Académie d'agriculture en ces termes si justes : « Les travaux si divers de la terre varient à chaque instant, non seulement chaque jour, mais souvent plusieurs fois dans la même journée, suivant les circonstances qui ne dépendent pas de l'exploitant, mais de l'état de la terre, des assolements, de la

variété des cultures et aussi du temps qui, pluvieux ici, est sec à quelques kilomètres. »

Après lui un autre agronome, qui est en même temps un savant et un maître, M. H. Hitier, disait dans un remarquable rapport à la Société d'expansion économique : « Dans l'usine, l'homme est le maître du travail, il gouverne en maître la production : qu'il s'agisse de convertir les minerais en fer, le blé en farine, la laine en étoffes. Tout autre est la situation de l'agriculteur, qu'il s'agisse pour lui de produire un sac de blé, une balle de laine, un kilogramme de viande. La différence tient à ce que l'homme ici n'est plus le maître absolu des forces en jeu, mais simplement le collaborateur de la nature à laquelle revient le principal rôle dans l'élaboration du produit. »

On arrive ainsi à cette conclusion que, pour obtenir le maximum de production en agriculture, il faut que celui qui dirige soit sans cesse sur la brèche et qu'il tienne dans ses mains tous les fils de l'opération, toujours prêt à remplacer celui qui se casse, dût-il le faire lui-même. Le sentiment de la propriété individuelle peut seul mettre au cœur de l'homme ce fonds d'abnégation, cet esprit de sacrifice qu'exige l'exploitation de la terre; plus la propriété est modeste, plus ce sentiment est profondément enraciné.

Le moment serait du reste bien mal choisi pour compromettre une organisation à laquelle, personne ne saurait le contester, la France doit son salut, en substituant l'exploitation collective à l'exploitation personnelle. C'est le soldat laboureur qui a été, comme au temps de la Rome antique, le rempart de la Patrie. C'est lui qui a pu, pendant plus de

quatre ans, barrer la route à l'envahisseur en lui disputant pied à pied chaque motte de terre, parce qu'elle incarnait à ses yeux ce qu'il aime de toute la force de son âme.

Mettez à sa place une armée de directeurs techniques et financiers, d'ingénieurs, de contremaîtres, si intelligents, si dévoués qu'ils soient, ayant sous leurs ordres une masse de salariés, travaillant pour le compte d'actionnaires, et concluez : qui oserait soutenir qu'une armée ainsi composée aurait fait preuve de la même passion farouche, de la même endurance, du même esprit de sacrifice que nos admirables poilus. Rien ne serait plus dangereux pour la France que de s'imaginer que ces vertus ancestrales nous sont désormais inutiles et qu'il suffira de la Société des Nations pour dormir tranquilles et être sûrs de l'avenir.

*
*

Il est une dernière raison qui s'ajoute aux autres pour écarter le système d'exploitation de la terre par de grandes sociétés financières. Si on entrait dans cette voie, on préparerait la rentrée en scène de la socialisation de la terre qui fut pendant longtemps le thème favori du parti collectiviste. C'est à elle que Jaurès consacrait en 1897 à la tribune de la Chambre un de ses plus mémorables discours parlementaires qui n'était qu'un long réquisitoire contre la féodalité terrienne. Il attira à la tribune M. Paul Deschanel qui, dans une réponse d'une dialectique écrasante, et qui ne laissait rien dans l'ombre, pulvérisa toute l'argumentation du grand

chef collectiviste, ce qui lui valut les honneurs de l'affichage.

M. Deschanel prit en main la défense de notre paysan français, tel qu'il a été formé par les siècles et pétri par la terre avec laquelle il s'est identifié. Sa conclusion reste encore aujour'hui la formule la plus limpide et la plus vraie de l'organisation de la propriété en France : « La vérité, disait-il, c'est que la richesse et la puissance d'un pays sont le résultat de l'équilibre et de l'harmonie entre la petite, la moyenne et la grande propriété ; et à ce point de vue, la France, par sa position géographique, par la nature de son climat et de son sol et par son histoire même jouit d'une situation privilégiée entre tous les peuples. »

Mais, si nous sommes d'avis qu'il faut renforcer, dans l'agriculture, pour le lendemain de la guerre, au lieu de l'affaiblir, le sentiment de la propriété individuelle, nous sommes les premiers à reconnaître la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité qu'il y aura, dans les jours qui vont suivre la démobilisation, à rester dans la stricte application des principes. Sans doute il faut les sauvegarder, mais on peut, pendant la période de transition, leur donner une autre forme, une forme provisoire qui ne durera que le temps nécessaire pour revenir à la règle.

Il y a certainement quelque chose à faire pour faciliter à la masse de nos agriculteurs le passage du pied de guerre au pied de paix et pour les aider à traverser la crise qui sera la conséquence fatale de la réduction du nombre des exploitants. On va se trouver en face de femmes, d'enfants, de vieillards incapables de continuer ou de reprendre les

exploitations dont les chefs auront disparu, en face même de propriétaires non agriculteurs qui ne pourront trouver ni fermiers ni métayers.

***

Il existe heureusement un moyen de venir à leur secours sans les exproprier : c'est la Société coopérative de culture, cette admirable forme de l'association qui met tous les associés sur le même pied, en conservant à chacun ses droits essentiels, et en mettant toute la puissance de l'Association au service des coopérateurs. La coopérative laisse, en effet, à tous la propriété de leur terre : si le coopérateur veut cultiver lui-même celle qu'il lui a apporté, il peut le faire comme délégué de celle-ci. Les sociétaires de la coopérative peuvent également être employés par elle comme directeurs, régisseurs et même ouvriers. Il est impossible de trouver une forme d'union d'une plus grande souplesse et qui respecte davantage les droits des associés ; aussi grandit-elle tous les jours et on peut prédire sans crainte de se tromper qu'elle porte dans ses flancs tout notre avenir économique.

Son adaptation à la nouvelle situation que nous a créée la guerre s'est faite tout de suite et elle a donné les résultats qu'on en pouvait attendre. Elle a commencé dans les premières années de la guerre par nos malheureuses régions du Nord, voisines de l'ennemi.

Là, l'organisation coopérative s'imposait : sans elle ces régions seraient restées pour des années un véritable désert : comment demander à des agriculteurs placés sous le canon de l'ennemi, sou-

mis à toutes les emprises de l'autorité militaire, qui n'avaient plus ni main-d'œuvre, ni attelages, ni engrais, de rester seuls à la tête de leur culture et de suffire à tout quand ils manquaient de tout. Mais les hommes du Nord sont des hommes d'action et de décision et ils eurent bien vite pris leur parti. Ils se groupèrent par commune ou par canton dans la Somme, le Pas-de-Calais, l'Aisne, la Marne, et constituèrent des sociétés coopératives de culture à la tête desquelles se placèrent avec un courage indomptable les chefs des grandes associations agricoles, qui sont ainsi parvenus, au milieu de mille difficultés, à entretenir en culture un grand nombre d'exploitations; c'est à eux certainement que les malheureuses populations de ces régions ont dû de ne pas mourir de faim.

Mais la raison d'être des coopératives de culture, qui n'ont été qu'un essai dans les territoires voisins de l'ennemi, est devenue aujourd'hui une impérieuse nécessité pour nos malheureux départements libérés où la sauvagerie d'un ennemi impitoyable a ajouté aux dévastations déjà si effroyables de la guerre la destruction systématique de tout ce qui était resté debout. Là, il n'existe plus rien de ce qui constitue une exploitation agricole, pas même les limites; c'est le chaos d'avant le déluge.

Tout le monde se serait sauvé devant un tel spectacle, si des hommes de cœur n'étaient parvenus à remonter les courages en se mettant à la tête des désespérés et en leur proposant de chercher dans l'Association, dans l'union de tous les bras et de toutes les intelligences, les moyens de surmonter les difficultés, les impossibilités du moment, par le recours à des moyens nouveaux.

Et le premier moyen qui est apparu tout de suite, comme le levier tout-puissant de l'avenir, a été la mise en commun des terres pour en tirer tout le parti possible au profit de chacun jusqu'au jour où chacun pourrait reprendre son bien et rentrer enfin chez lui dans une terre reconstituée.

Mais, aujourd'hui, la question des coopératives de culture ne se pose plus seulement comme une combinaison indispensable pour réparer les désastres de la guerre dans les régions dévastées. L'expérience qui en a été faite dans le Nord s'est poursuivie dans le reste de la France et c'est encore la guerre qui l'a provoquée en retirant à la masse de nos agriculteurs presque tous leurs moyens de culture, la main-d'œuvre, les attelages, les engrais et les machines. Mis en face de cette situation désespérée, les agriculteurs du Centre et du Midi sont arrivés tout de suite à la même conclusion que ceux du Nord, c'est que l'Association seule était capable de sauver ce qui pouvait être sauvé en groupant les instruments de travail, et en diminuant dans des proportions considérables les besoins de main-d'œuvre.

Le premier département qui ait fait, en dehors de la zone des Armées, l'application de la méthode coopérative a été celui de la Haute-Garonne dont l'organisation est un véritable modèle. Son initiateur M. Couzinet, qui s'est donné tout entier à l'œuvre nouvelle, avec un sens pratique égal à son dévouement, a commencé par provoquer la création de 7 coopératives de culture particulières dont il a confié la direction à un comité départemental surveillant les opérations et réglant la marche financière de l'entreprise.

Malgré des difficultés innombrables, des déceptions et des surprises de toute sorte, les résultats obtenus ont dépassé toutes les espérances. M. Tardy, Inspecteur général du Crédit agricole chargé du contrôle des coopératives et qui les a suscitées partout, a communiqué ces résultats à l'Académie d'Agriculture dans ses séances du 8 Juin 1918 et 8 Janvier 1919. Il a constaté que les 1700 hectares de terres admises par les coopératives, en y comprenant même celles qui n'avaient pas encore pu être mises en culture, avaient donné un bénéfice correspondant à 6 pour 100 du capital estimé 1 486 000 francs. Ce qu'il importe de noter en passant, c'est que la Direction, pour porter la main-d'œuvre à son maximum de rendement, n'a pas hésité à associer les ouvriers et employés aux résultats de l'opération en les comprenant pour une proportion de 20 pour 100 dans la répartition des bénéfices.

M. Tardy a complété son analyse du mouvement des coopératives de culture en y ajoutant des renseignements précis sur les organisations analogues qui se sont successivement créées, dans le Gers, l'Eure-et-Loir, la Dordogne, la Vienne, Vaucluse, la plaine Forézienne, l'Orne. Nous relevons dans son analyse si intéressante un chiffre d'une éloquence saisissante. Une propriété appartenant à un membre d'une des coopératives qui n'avait pas trouvé preneur à 50 000 francs en 1915 a été vendue 120 000 francs en 1918.

On le voit, l'idée coopérative se répand partou comme une traînée de poudre et elle ne s'arrêtera plus. Il suffira de mettre sous les yeux des esprits timorés ou retardataires les faits et les chiffres pour avoir raison de toutes les résistances et géné-

raliser le mouvement. C'est ainsi que les coopératives de culture sont destinées à devenir la clef de voûte de notre reconstitution agricole et un des plus puissants moyens d'atténuer la crise de main-d'œuvre partout où elle paraîtra insoluble.

***

Mais, si les coopératives de culture sont un excellent moyen de transition, elles ne sont pas une solution définitive et quelque extension qu'on leur donne, elles ne représentent, malgré tout, qu'un petit côté de la grande opération qui consiste à remettre en culture non seulement les terres abandonnées mais tout le sol de la France en le portant à son maximum de production.

Les coopératives sont sans doute un expédient excellent pour doubler le cap de la démobilisation; mais elles ne peuvent pas suffire à tout et seraient incapables de remplacer longtemps la masse des exploitants qui nous manquent. Les hommes de dévouement qui les dirigent ne pourraient pas du reste continuer indéfiniment une œuvre philanthropique qui les arrache à leurs affaires personnelles.

Il ne faut pas oublier qu'un des avantages des coopératives de culture est précisément de permettre à ceux qui y entrent d'en sortir aussitôt qu'ils sont en état de reprendre leur exploitation, c'est-à-dire le plus tôt possible. La liquidation de celles-ci est donc inévitable à un moment donné et il faudra de toute nécessité que notre agriculture rentre dans sa vie normale qui est d'avoir autant d'agriculteurs qu'il y a d'exploitations.

Les coopératives ne nous en donneront pas un

de plus et nous nous trouvons ainsi ramenés pour les chefs d'exploitation comme pour les ouvriers au même et unique problème : comment, par quels moyens faire surgir de nouveaux agriculteurs capables de remplacer ceux qui sont morts au champ d'honneur ou qui ne peuvent plus travailler?

On en désespérait presque à la veille de la guerre tant le mouvement de désertion de la terre paraissait irrésistible et il semble bien que la prétention de reconstituer aujourd'hui une nouvelle armée agricole soit le comble de l'illusion.

CHAPITRE X

NOUVEAUX CONTINGENTS DE CHEFS D'EXPLOITATION
L'ASSURANCE AGRICOLE

FACILITÉS DE RECRUTEMENT. || MENTALITÉ CRÉÉE PAR LA GUERRE. || LES MALADES DE LA GUERRE. || LES PUPILLES DE LA NATION. || BOULEVERSEMENT DES CONDITIONS MATÉRIELLES DE LA VIE. || L'ALIMENTATION PRIMERA TOUT AVANTAGES DES RURAUX. || L'INDUSTRIE LA PLUS LUCRATIVE, L'AGRICULTURE. || AUGMENTATION CERTAINE DU REVENU ET DE LA VALEUR DE LA TERRE. || NÉCESSITÉ D'ASSURER A L'AGRICULTEUR LA SÉCURITÉ. || L'ASSURANCE GÉNÉRALISÉE. || SES DIFFÉRENTES FORMES.

La vérité, c'est que le problème serait insoluble s'il n'y avait pas un fait nouveau, un fait énorme, qui s'appelle la guerre et qui a creusé un tel abîme entre le passé et l'avenir que tous les raisonnements de la veille n'ont plus de valeur. Nous serons demain en face d'une double révolution, révolution dans les esprits, dans la mentalité générale, et révolution dans la situation matérielle, dans les moyens d'existence pour l'immense majorité des Français, qui bouleverseront toutes les conditions de la vie.

Et d'abord, après la formidable secousse qui pendant quatre années a ébranlé tous les cerveaux, il se produira, dans toutes les classes de la Société, un besoin de détente des nerfs et de repos d'esprit qui s'accommodera mal de l'agitation fiévreuse des

villes et qui ne trouvera de vraies satisfactions que dans la vie au grand air et la solitude de la nature.

Les premiers qui se sentiront attirés à l'agriculture nous viendront de l'armée ; ce seront d'abord nos glorieux blessés dont beaucoup ne pourront pas retourner à l'industrie et aux professions sédentaires et qui seront en état de conduire avec leur famille une petite exploitation rurale. La mécanothérapie rurale a fait de tels progrès et accomplit tous les jours de tels miracles que le problème de la réadaptation agricole peut être considéré comme résolu. Le nombre des blessés capables de se livrer aux travaux agricoles les plus rudes ou les plus délicats augmente tous les jours[1].

Il y aura aussi les malades, en plus grand nombre qu'on ne croit, les tristes victimes de ces terribles maladies qui marchent toujours à la suite des armées, l'affreuse tuberculose, les affections typhoïdes et nerveuses de toute nature qui font souvent, hélas ! plus de victimes que le canon et qui vont continuer à miner les corps les plus robustes. Contre cet ennemi de tous les jours, il n'existe qu'une défense décisive, c'est le travail au grand air avec une alimentation saine et la vie de famille. L'expérience a démontré qu'avec un pareil traitement bien suivi, on arrive à de véritables

1. Il faut citer comme des modèles du genre la station de physiothérapie agricole organisée à Grignon par M. le député Verlot et l'œuvre considérable du docteur Bergonié, de Bordeaux, qui a été le plus ardent promoteur du système et qui, avec la foi d'un apôtre, a trouvé le moyen de créer dans la 18e région militaire quinze stations qui ont fourni aux agriculteurs de la région d'innombrables ouvriers empruntés à toutes les ambulances; à la fin de décembre 1918, ces différentes stations avaient produit 282 000 journées de travail.

résurrections. On ne trouvera jamais pour les tuberculeux qui ne sont pas incurables de sanatorium comparable à celui de la maison rurale ; elle a le double avantage de procurer aux victimes de la terrible maladie le milieu ambiant le plus favorable à son traitement, en leur assurant le plus sûr de tous les remèdes, l'isolement et le repos moral, en même temps qu'elle les préservera de la redoutable influence d'un milieu empoisonné.

C'est dans cette voie qu'il faudrait orienter le régime de défense qu'on cherche en ce moment ; il vaudrait infiniment mieux que ces grands camps de malades qui ne peuvent être que des foyers de contagion et un véritable supplice pour les pensionnaires eux-mêmes.

C'est aussi de l'armée que nous viendra un appoint dont l'influence ne se fera pas sentir tout de suite mais qui constitue pour l'avenir une réserve de forces incomparable, nous voulons parler des enfants de nos glorieux poilus morts au champ d'honneur, de ceux que la nation a adoptés et décoré du beau nom de pupilles de la nation. L'État aura de grands devoirs à remplir vis-à-vis d'eux et, pour les bien remplir, il devra s'imprégner pour chaque enfant de l'esprit du père lui-même qui, s'il avait été là au lendemain de la guerre, aurait certainement voulu faire de son fils un homme de travail et d'action, utile à la Société plutôt qu'un intellectuel.

L'honorable M. Léon Bérard, rapporteur de la loi à la Chambre des Députés, a insisté avec force sur ce point comme l'honorable M. Perchot, rapporteur au Sénat : « Nos intentions seraient singu-

lièrement trahies, a dit M. Bérard, si notre loi aidait à multiplier, au préjudice des champs et des ateliers, la clientèle du baccalauréat ». Qu'il nous soit permis de compléter ce commentaire en ajoutant que la vie des champs, qui a le grand avantage de réunir le milieu de travail et le milieu de famille, offre le maximum de garantie pour l'éducation et la santé des malheureux enfants abandonnés.

***

Il ne reste plus qu'à convertir les jeunes à la terre en aplanissant toutes les difficultés devant eux et en préparant leur esprit par une éducation spéciale. De ce côté toutes les mesures ont été prises pour leur faciliter l'accès de nos nouvelles écoles d'agriculture dont l'enseignement sera un vrai plaidoyer pour la terre. S'ils hésitent à y entrer, il suffirait de leur faire entrevoir, comme couronnement de leurs études, la petite ferme qui sera la réalisation de leur rêve et qu'il sera si facile de leur procurer au moyen de nos nombreuses caisses de crédit agricole et immobilier.

Cette récapitulation sommaire des éléments que l'armée pourra fournir à l'agriculture pour combler les vides faits par la guerre dans les rangs des agriculteurs est déjà grandement rassurante ; mais l'armée aura été tellement décimée que ce qu'elle pourra nous rendre sera, hélas ! bien insuffisant pour faire face aux immenses besoins de personnel dirigeant qui vont se faire sentir partout au fond de nos campagnes. C'est donc dans la masse de la population qu'il nous faudra puiser demain les con-

tingents supplémentaires indispensables à notre reconstitution agricole.

Ainsi se pose à nouveau, dans des conditions véritablement angoissantes, l'éternel problème du retour à la terre, qui, avant la guerre, n'était pour la France qu'une question économique, mais qui est devenu aujourd'hui, par le crime allemand, la condition indispensable du relèvement de la France, le seul moyen de lui épargner les dangers et les horreurs de la misère.

Disons-le tout de suite pour nous rassurer ; si le problème est aujourd'hui plus étendu et plus compliqué, il est aussi sous beaucoup de rapports infiniment plus facile à résoudre. Avant la guerre, dans la lutte engagée entre la ville et la campagne qui en fait le fonds, c'était la ville qui avait de beaucoup l'avantage; ce qui fascinait alors le rural et l'arrachait à la terre, c'étaient avec les gros profits en argent les plaisirs de toutes sortes, les théâtres, les cafés, la toilette. La vie matérielle y était aussi plus raffinée qu'au village, la nourriture plus variée, la cuisine mieux faite. Le paysan qui apportait ses denrées sur le marché était regardé de haut par le citadin, qui croyait lui faire beaucoup d'honneur en les lui achetant.

La guerre a changé tout cela pour longtemps, peut-être pour toujours. Le seul chapitre de l'alimentation deviendra pour les ménages urbains, qui étaient hier au large, le problème le plus angoissant surtout pour les familles nombreuses. A lui seul il absorbera tous les bénéfices des professions modestes qui seront insuffisants pour y faire face; les petits rentiers seront plus malheureux encore et obligés de gagner leur vie.

Combien sera différente la vie de l'homme des champs, du petit et même du tout petit propriétaire ou fermier vivant de sa terre et ayant tout en abondance sans rien débourser.

Quant aux plaisirs de la ville, il n'en faut plus parler; on y songe moins depuis qu'il faut consacrer tout ce qu'on gagne aux nécessités les plus urgentes de l'existence et à la plus urgente de toutes, celle de la nourriture. Il n'y a guère que le rural qui aurait aujourd'hui assez d'argent pour s'amuser à la ville, et, comme il ne sera plus obligé pour cela, nous l'espérons, de quitter son village, il est permis de penser qu'il ne songera plus à le déserter.

Enfin il n'est pas douteux que la profession agricole va devenir infiniment plus lucrative que la plupart des professions de la ville. L'industrie agricole entre dans une phase toute nouvelle, sous le rapport du profit, qui fera tomber beaucoup des objections qui, avant la guerre, l'avaient discréditée en la plaçant dans une situation inférieure à celle du petit commerce, de la petite industrie et des emplois de toute sorte. Malgré tout ce que les pouvoirs publics avaient fait pour elle, les gains de nos agriculteurs restaient bien maigres en comparaison de ceux qu'on pouvait obtenir à la ville, et cela avec un travail plus dur et des risques plus grands.

Mais demain l'évolution se fera en sens inverse et on la sent venir. Les bénéfices agricoles seront doublés, triplés même, à la condition bien entendu que nos agriculteurs s'engagent dans les voies que nous venons d'indiquer et qu'ils substituent la production intensive à la production mi-

nimum en ne reculant devant aucun progrès. Comme la hausse des produits alimentaires se maintiendra longtemps encore après la guerre, elle assurera à nos agriculteurs une moyenne de bénéfices proportionnellement supérieurs à ceux de la plupart des autres professions.

Les améliorations introduites dans les conditions de la production agricole auront une autre conséquence d'une importance capitale : ce sera l'augmentation de valeur certaine de l'instrument de travail lui-même, de la terre, qui se relèvera dans la proportion des bénéfices réalisés annuellement, si bien qu'on pourrait presque dire que la fortune viendra à l'agriculteur en dormant. Un notaire me contait récemment qu'ayant à mettre aux enchères deux petites fermes estimées 6000 francs environ avant la guerre, elles avaient dépassé le prix de 9000 francs. En Normandie on évalue l'élévation moyenne du prix des propriétés rurales depuis la guerre à 30 pour 100 en moyenne.

***

Mais il ne faut pas s'enivrer trop vite et si on veut que le relèvement de la valeur de la terre se maintienne et même s'accentue, il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter un recul possible. Il serait inévitable, à un moment donné, si l'industrie agricole restait dans l'état inorganique où elle se trouvait à la veille de la guerre sur des points essentiels.

Il en est un sur lequel nous croyons devoir insister parce qu'il constitue une des causes qui contribuent le plus à la désertion et par conséquent à

la dépreciation de la terre. Si l'industrie agricole est lucrative, elle est malheureusement une des plus aléatoires; elle expose l'agriculteur à des risques infiniment plus nombreux et plus graves que la plupart des autres branches de production; quand celles-ci sont bien établies, quand leur prix de revient est bien fixé et leur clientèle assurée, elles donnent presque chaque année les mêmes résultats et les inventaires, s'ils sont plus ou moins satisfaisants, sont rarement des inventaires de ruine.

Toute autre est la situation du malheureux agriculteur. Son revenu n'est trop souvent qu'un mirage et il n'a que l'embarras du choix pour les accidents inévitables dont il est menacé. Une année, c'est la grêle qui s'abat sur sa région, détruisant tout sur son passage et le mettant en véritable état de faillite. Une autre année, c'est la gelée totale ou partielle qui ruine toutes ses espérances. Enfin il y a les maladies de toute sorte qui déciment sans cesse son troupeau et qui l'atteignent dans son capital et son revenu.

L'ensemble de ces risques désolants est en grande partie cause du découragement d'innombrables agriculteurs, et ceux qui ont suivi de près les mouvements de désertion de la terre ont pu constater que c'était bien souvent au lendemain de catastrophes de ce genre qu'on voyait les jeunes générations de nos villages se sauver en masse vers la ville sous le coup de la terreur et du déses poir.

Comment pourrait-il en être autrement? Les statisticiens les plus dignes de confiance n'évaluent pas à moins de 100 millions les pertes an-

nuelles de l'agriculture par les orages, la grêle, la gelée, l'inondation, l'incendie, les pertes de bétail.

On arrive ainsi à cette conclusion que, si on veut ressaisir l'agriculteur et le garder pour toujours, il faut trouver le moyen de le rassurer en le garantissant d'avance, dans toute la mesure du possible, contre les conséquences ruineuses qui peuvent résulter pour lui des accidents les plus imprévus.

Heureusement ce moyen est découvert depuis longtemps et il est décisif quand il est bien appliqué ; c'est l'assurance sous toutes ses formes. Sa diffusion est, à notre avis, après celle de la propriété, le moyen tout-puissant qui s'impose pour arrêter la désertion de la terre et activer la reconstitution de notre agriculture.

Nous avons eu le tort de ne pas porter sur ce point une attention suffisante alors que dans la plupart des grands pays agricoles, elle a fait l'objet d'une législation spéciale et très complète, dont nous ferons bien de nous inspirer quand nous dresserons le bilan de notre réorganisation économique.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés de l'opération. Elles sont si grandes qu'on n'a jamais essayé de les aborder de front ; il est certain que le risque en matière agricole est tellement vaste, tellement dispersé d'une part, et tellement énorme d'autre part, quand il porte sur des accidents qui se chiffrent souvent par millions, que les assureurs sont difficiles à trouver. Les capitaux privés se risqueront toujours difficilement dans des entreprises aussi périlleuses, et c'est ce qui explique le

petit nombre de sociétés particulières d'assurances agricoles qu'on peut recenser en France.

Quand on va au fond des choses, on aperçoit tout de suite qu'en pareille matière, il n'existe guère que deux assureurs assez puissants pour assumer un pareil risque, l'État ou les agriculteurs eux-mêmes organisés en Sociétés mutuelles d'assurances.

L'assurance par l'État est séduisante en soi et ce serait une façon très simple de résoudre le problème en le supprimant. L'État peut faire tout ce qu'il veut avec l'argent des contribuables et il n'est pas douteux qu'il pourrait être le meilleur et le plus généreux des assureurs; il n'aurait qu'à puiser à pleines mains dans les caisses du trésor pour satisfaire tout le monde. Mais, c'est précisément là qu'est le danger et la grave objection qui ruine le système. La tentation serait trop grande pour le gouvernement d'exagérer la générosité; elle serait plus grande encore pour les partis au pouvoir qui se serviraient de lui pour se faire une clientèle en favorisant leurs fidèles; l'expérience du passé en pareille matière n'est pas de nature à nous rassurer sur son impartialité.

Sans doute, s'il n'existait pas d'autre moyen que l'assistance par l'État pour résoudre le problème et venir en aide aux victimes d'accidents impossibles à prévenir, on pourrait hésiter à la repousser; mieux vaudrait encore une répartition inégale et défectueuse des indemnités que le refus de tout secours aux malheureux agriculteurs en détresse.

Mais la question ne se pose pas ainsi et nous ne sommes pas enfermés dans le dilemme du tout ou rien ; il existe heureusement entre l'abandon total

des sinistrés et l'arbitraire de l'État un système intermédiaire, c'est l'assurance par les agriculteurs eux-mêmes, l'assurance mutuelle, qui concilie tous les intérêts et leur donne en même temps le maximum de garanties.

Il n'existe pas de forme d'assistance plus parfaite et plus sûre. Personne n'est plus riche que tout le monde, et si les agriculteurs le voulaient bien, ils pourraient en s'unissant, moyennant un sacrifice annuel relativement peu important, se garantir les uns les autres, au moins pour la plus grande partie, contre tous les accidents dont ils sont victimes à tour de rôle. On peut tout obtenir dans cette voie; à une condition cependant, c'est que chacun ait la compréhension de l'intérêt général en même temps que de l'intérêt particulier et que tout le monde s'assure; plus les assurés sont nombreux, plus le risque s'éparpille et plus la contribution de chacun diminue.

Malheureusement l'idée — et surtout la pratique de la mutualité — ne sont pas encore suffisamment comprises par la masse de nos agriculteurs, et sur ce point, leur éducation est à faire presque en entier. En ce qui concerne les assurances notamment, on rougit vraiment de constater que, dans un grand pays agricole comme le nôtre, on ne compte pas plus de 13 000 Sociétés d'Assurances Mutuelles; les plus nombreuses sont celles contre la mortalité du bétail et elles ne dépassent guère 9000. Les Sociétés d'Assurances contre l'incendie et les risques agricoles qui viennent ensuite n'atteignent que le chiffre modeste de 3600. On n'ose pas aller plus loin, quand on arrive à 21 Sociétés d'Assurances contre la grêle, à 66 Sociétés de Réassurances,

enfin à 65 Sociétés d'Assurances contre les accidents du travail.

La misérable subvention de 1 pour 100 de la perte subie pour le bétail accordée par l'État à tous les sinistrés non assurés est une pure aumône qui n'apporte aucun soulagement à ceux qui la reçoivent et qui a le grand inconvénient d'affaiblir l'esprit d'assurance en laissant croire à la masse des agriculteurs que c'est l'État qui a la charge de secourir les victimes d'accidents agricoles, qu'il est l'assureur légal. Il est inconcevable qu'il accorde ses faveurs à ceux qui ont manqué de prévoyance alors qu'il devrait au contraire les réserver exclusivement à ceux qui ont fait un effort personnel, en s'assurant si peu que ce soit.

***

Mais tout cela, c'est le passé, un passé qui est heureusement à la veille de disparaître ; les pertes formidables que l'agriculture vient de subir ont ouvert tous les yeux et il n'est pas un agriculteur qui ne comprenne aujourd'hui qu'il ne peut pas se risquer dans les grandes dépenses indispensables pour préparer les riches récoltes de l'avenir, s'il n'est pas sûr de rentrer au moins dans ses frais de production.

Pour y parvenir plus aisément et plus sûrement, il serait sage et pratique, croyons-nous, de partager les risques et de les diviser ; car il paraît difficile, pour ne pas dire impossible, tant ils sont considérables, de les faire supporter à une seule partie. Il nous semble que la répartition la plus équitable, la plus efficace, pourrait consister à

mettre d'abord la plus forte part de la perte à la charge de l'Assurance; l'État resterait dans son rôle en intervenant sous la forme de subventions aux Compagnies. Enfin l'assuré devrait à son tour supporter une partie de la perte, qu'il ferait entrer dans ses frais généraux, ce qui l'obligerait à être prévoyant et à tout faire pour prévenir les accidents.

L'indemnité pourrait du reste être totale ou partielle, selon la nature du risque ; il est certain par exemple que l'assurance contre les accidents de la gelée, si fréquents, si considérables et en même temps si difficiles à apprécier, ne pourrait pas être traitée comme l'assurance sur la mortalité du bétail et on comprend qu'elle affecte plutôt la forme d'un secours que celle d'une indemnité totale.

Le jour où un pareil système serait bien établi, avec les précautions que nous venons d'indiquer, l'agriculteur jouirait du maximum de sécurité compatible avec la nature de son industrie ; sans doute il resterait encore exposé à l'aléa des bonnes et des mauvaises années, mais il n'aurait plus de ces années ruineuses et accablantes dans lesquelles il perd tout sans compensation ; il retrouverait cette sécurité relative, cette tranquillité d'esprit, qu'il poursuit dans ses rêves depuis si longtemps et sa réconciliation avec la terre serait alors sincère et définitive.

CHAPITRE XI

VERS LE BONHEUR

L'INTÉRÊT MATÉRIEL, LE PROFIT NE SONT PAS TOUT DANS LE CHOIX D'UNE PROFESSION. || LA RECHERCHE DU BONHEUR PRIME TOUT. || L'AGRICULTEUR OBÉIT A LA LOI COMMUNE. || LES CONDITIONS DU BONHEUR VARIENT POUR CHAQUE CATÉGORIE DE LA POPULATION. || LE CONFORT, MINIMUM DU BONHEUR. || NOURRITURE ET LOGEMENT. || INFÉRIORITÉ DU VILLAGE POUR LE LOGEMENT. || TRANSFORMATIONS NÉCESSAIRES ET POSSIBLES DANS LES HABITATIONS RURALES ET DANS LES VILLAGES. || L'EAU POTABLE ET L'ÉCLAIRAGE ÉLECTRIQUE. || L'ARCHITECTURE DU VILLAGE. || LE VILLAGE MODÈLE. || EXPOSITION DE GAND. || LA RECONSTRUCTION DE NOS VILLAGES DÉTRUITS. || LA VIE AU VILLAGE : LES DISTRACTIONS ET LES AMUSEMENTS. || LE CINÉMA. || LE FOYER DES CAMPAGNES. || CONCLUSION. || REFLUX DE LA VILLE A LA CAMPAGNE. || LES PETITS COMMERÇANTS, LES PETITS EMPLOYÉS ET LES PETITS FONCTIONNAIRES.

Nous croyons avoir établi que, du côté de l'intérêt pur, du bien-être matériel et des bénéfices, l'agriculture va bénéficier d'une situation privilégiée qui devra créer à son profit un très fort courant de nature à entraîner les désenchantés de la Ville et les jeunes générations.

Mais, quand on creuse le problème plus profondément, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'on n'est pas si près du but qu'on pourrait le croire, parce que la conversion à la Terre se heurte à d'autres obstacles avec lesquels il faut compter et qui suffi-

raient à couper l'élan agricole si on ne parvenait pas à les écarter.

On oublie trop que l'intérêt matériel n'est pas tout dans la vie et que la question du retour à la Terre est d'ordre moral autant qu'économique. Au-dessus de l'intérêt, on pourrait même dire au-dessus de tout, plane un sentiment irrésistible qui s'appelle « la recherche du bonheur » et qui est au fond le grand moteur de l'humanité; il est autrement puissant sur les déterminations de notre volonté pour le choix d'une profession que le simple profit.

Nous n'essaierons pas d'introduire ici une étude philosophique sur les conditions du bonheur humain. A ceux qui voudraient se faire une idée à la fois théorique et pratique de ce profond mystère de la nature humaine, nous ne pouvons que recommander la lecture des ouvrages si attrayants, si suggestifs, d'un des meilleurs avocats du bonheur, M. Jean Finot; ils en sortiront tout rajeunis.

Sans essayer de rivaliser avec lui, nous nous bornerons à quelques aperçus bien terre à terre, comme notre sujet lui-même, sur la conception du bonheur, tel que le comprennent les différentes catégories de la population agricole; car cette conception varie forcément d'une catégorie à l'autre, en raison de l'éducation, de la situation sociale, du milieu de l'agriculteur lui-même. Nous serons ainsi amenés à indiquer un certain nombre de mesures, de réformes qui s'imposent plus que jamais dans notre organisation agricole.

Pour la masse des agriculteurs comme pour la masse des humains il y a d'abord un minimum de bonheur qui se confond avec l'intérêt matériel et

qui consiste dans ce qu'on peut appeler le confort de la vie, c'est-à-dire les satisfactions touchant au bien-être du corps et sans lesquelles il serait impossible de vivre heureux. Les principaux sont la nourriture et le logement.

Nous ne reviendrons pas sur la question de la nourriture, qui est jugée; elle ne laisse plus rien à désirer à la campagne et constitue aujourd'hui pour elle un véritable privilège. Nous n'en dirons pas autant du logement; nous nous sommes déjà expliqués sur le misérable état de celui des ouvriers et domestiques, et nous avons le regret de dire que celui des petits chefs d'exploitation, des fermiers et des métayers, donne lieu à des observations presque aussi sévères.

Il est trop souvent au-dessous de tout dans beaucoup de régions, même dans celles où la richesse est générale : à l'intérieur, des chambres basses de plafond, étroites, mal éclairées, mal ventilées, mal distribuées, voisines de l'écurie ou de la fosse à purin; bien souvent c'est la cuisine qui est le vrai salon. A l'extérieur, un mépris absolu de l'élégance des formes et de toutes les règles d'architecture les plus ordinaires. Rien n'est fait pour le plaisir des yeux : partout règne une absence complète de style, nous entendons le style dans son sens le plus élémentaire.

C'est là cependant un des chapitres les plus importants de la vie agricole, un de ceux qui, dans la plupart des pays, a fait l'objet des améliorations les plus sérieuses. Pourquoi faut-il que nous soyons restés si en arrière sur la route du progrès, et d'un progrès d'une importance capitale! Car personne ne saurait contester que le logement où l'homme

passe toute sa vie avec sa famille est l'article 1er du programme du bonheur.

La maison de l'agriculteur est une partie de lui-même. A l'intérieur il y cherche d'instinct l'air, la lumière, une installation et une décoration agréables à voir. Pour l'extérieur, sans être un artiste, il n'en a pas moins le sentiment du beau relatif et il désire une construction qui ne déplaise pas à l'œil; s'il en est propriétaire, elle fait son orgueil et il s'y attache d'autant plus.

Il est facile de comprendre le dégoût du jeune agriculteur quand il est placé dans un autre milieu et qu'il peut faire des comparaisons. Or il les fait toujours à une certaine période de sa vie quand les obligations du service militaire le transportent de la campagne à la ville. On devine son état d'âme quand il sort de ce milieu élégant pour rentrer dans ces sombres bâtisses où tout fait contraste avec la caserne elle-même aujourd'hui si proprette, si séduisante.

La transformation intérieure et l'embellissement des habitations dans nos villages apparaît ainsi comme une des mesures les plus pressantes, les plus indispensables si nous voulons retenir les générations nouvelles à la campagne et surtout y attirer les habitants des villes.

Nous ne nous dissimulons pas que c'est là une vaste, une immense opération et il faudra forcément procéder à sa réalisation par étapes, en transformant successivement tout ce qui peut l'être. Mais, il est tant d'améliorations qui ne coûteraient rien, presque rien, et qu'on pourrait exécuter de suite et à bon marché. Il faut si peu de chose à la campagne pour faire d'une vilaine maison une habi-

tation agréable. La nature se charge de faire presque tous les frais de décoration avec des fenêtres bien encadrées, des plantes grimpantes et un joli parterre, on peut donner à la plus modeste ferme un aspect de villa. A quand les concours d'habitations dans nos villages !

***

On ne pourra pas s'en tenir là et s'arrêter en si beau chemin : la transformation architecturale de la ferme serait insuffisante pour nos familles d'agriculteurs, si on n'y jouissait pas à l'intérieur du minimum de confort assuré aux habitants des villes sur deux points essentiels, l'eau potable et l'éclairage. Ces avantages sont aujourd'hui à la portée de la plupart des communes de France et nous serions inexcusables de ne pas réaliser un progrès si facile.

L'eau potable n'est pas seulement une question de bien-être, c'est au premier chef une question de santé et on ne saura jamais combien les mauvaises eaux ont fait fuir de familles, surtout de familles bourgeoises, de la campagne. Ce n'est pas que les eaux de bonne qualité manquent en France, mais il faut les prendre à la source et les empêcher par une bonne canalisation, de se contaminer en route. C'est un travail très simple ; malheureusement beaucoup de communes reculent devant la dépense d'adduction, qui est quelquefois considérable.

C'est pour faire tomber cette objection que la loi qui a autorisé les prélèvements par l'Etat sur les fonds du pari mutuel a affecté une partie de la recette à des subventions aux communes qui entre-

prendraient des adductions d'eau justifiées. Malheureusement cette disposition excellente est restée presque inopérante dans la masse de nos communes, parce qu'il ne suffit pas de faire de bonnes lois, il faut les faire connaître et comprendre pour pousser à leur application.

Il est indispensable que demain la question des adductions d'eaux dans les communes rurales soit considérée comme une question de premier plan et que notre Service des Améliorations Agricoles, aidé par nos Sociétés d'Agriculture, en fasse l'objet d'une étude attentive dans tous les départements. Ce n'est pas un cadeau qu'il s'agit de faire aux communes, c'est une œuvre d'intérêt général qu'il faut entreprendre, dans l'intérêt de la population tout entière. Si nous voulons amener des renforts à la Terre, commençons par la rendre habitable.

***

Pour l'éclairage nous avons fait preuve jusqu'à ce jour de la même insouciance; presque partout nous en sommes restés dans nos villages à la bougie ou au pétrole; l'électricité n'a encore pénétré que dans environ 5000 communes rurales, ce qui est lamentable dans un pays qui possède 280 000 kilomètres de cours d'eaux représentant de 8 à 10 millions de chevaux-vapeur, qui permettraient de faire pénétrer presque partout la lumière et la joie à un prix insignifiant. Quelle transformation dans la physionomie de nos villages si on es faisait passer de l'obscurité au grand soleil!

Nous avons dit tout ce qu'on peut attendre de l'électricité pour remplacer le charbon dans le fonctionnement des machines; pour la transformation de notre matériel agricole et l'introduction de l'industrie dans nos villages les plus reculés; nous n'y revenons pas.

***

Il sera nécessaire d'aller plus loin encore et, pour permettre au village de jouir de tous ses avantages en face de la ville, il restera un dernier pas à faire. En même temps qu'on travaillera à embellir la ferme pour procurer à l'agriculteur une existence aussi agréable que possible dans son intérieur, il faudra mettre la physionomie générale de la commune en rapport avec les habitations par l'embellissement des rues, des places, des promenades et des petits monuments qui la décorent. C'est ainsi qu'on arrivera au village moderne qui sera le dernier terme du progrès.

On le rencontre déjà un peu partout aujourd'hui, surtout en Suisse et en Belgique et aussi dans notre chère Alsace où on trouve à chaque pas des villages qui sont de véritables bijoux. A la veille de la guerre, l'idée faisait déjà son chemin et avait donné lieu en Belgique à une magnifique réalisation qui aurait eu certainement un grand retentissement si l'ouverture des hostilités ne l'avait pas fait oublier. Au mois de juillet 1914 s'ouvrait, dans la superbe ville de Gand, une grande Exposition Internationale qui fit le plus grand honneur à nos amis les Belges et mit en pleine lumière leur esprit pratique et leur passion du progrès.

La Section Agricole de l'Exposition y était tout à fait remarquable et pleine d'enseignements ; car le Belge aime les choses plus que les manifestations. Aussi le clou de l'Exposition fut-il un village, construit de toutes pièces, un village modèle, qu'il faut avoir vu pour se rendre compte de tout ce qui nous reste à faire pour placer l'Agriculture au premier rang des industries sous le rapport de la perfection du travail et de l'agrément de la vie.

Il est désolant que de semblables leçons de choses ne puissent pas faire le tour du monde ; mais celle-là n'est pas tout à fait perdue puisque les plans subsistent avec les notices explicatives et que les photographies permettent de tout reconstituer.

Bornons-nous, pour en donner une idée, à constater que le village n'était pas un village de carton ou de simple fantaisie ; c'était un vrai village, un village complet dans toutes ses parties et immédiatement habitable. Au centre s'étalait à côté d'autres fermes plus petites, la grande ferme, dite ferme Moreels, qui résumait tous les perfectionnements qu'on peut introduire dans une grande exploitation agricole, aussi bien pour les instruments que pour la distribution intérieure qui était d'une admirable simplicité. Nous avons retenu ce détail qu'au centre de la ferme on avait ménagé un petit cabinet vitré, formant le bureau du Chef d'exploitation, d'où il pouvait d'un coup d'œil embrasser et surveiller les écuries, les granges et même la cuisine. Autour de la ferme, se rangeaient la maison du jardinier, celle de l'ouvrier agricole, du forgeron, très simples, mais très appétissantes.

A côté de la grande ferme modèle, était répartie

une série de fermes moyennes et petites ayant toutes leur cachet, leur spécialité et une organisation parfaite.

Au milieu du village s'ouvrait une grande place entourée d'arbres avec une belle fontaine; autour de la place s'alignaient une jolie église — une église de style très pur — l'école communale à grandes baies, complétée par un superbe jardin de démonstration; enfin une grande salle de conférences pouvant servir de salle de musique ou de spectacle. J'allais oublier une bibliothèque communale où étaient réunis tous les ouvrages de vulgarisation agricole.

A toutes ces beautés architecturales, à la fois si simples et si attractives, il faut en ajouter une dernière très significative et de haute portée, qui était comme un appel au retour à la terre adressé à la bourgeoisie riche, sous la forme de deux charmantes et élégantes villas, véritables petits paradis pour les citadins désireux de goûter dans toute sa plénitude les douceurs de la vie champêtre. Aussi n'est-il pas un visiteur qui, après avoir parcouru ce délicieux coin de l'Exposition, n'ait laissé échapper le même cri : « Qu'il ferait donc bon vivre ici ! » et qui ne soit revenu obsédé par la pensée de trouver un jour quelque part un nid charmant comme celui-là pour y boire le bonheur à pleine coupe.

***

Si nous nous sommes appesantis plus particulièrement sur cette partie de notre réorganisation agricole, c'est parce que la France est aujourd'hui,

par le malheur des temps, mise au pied du mur pour la reconstruction complète de tant de villages que la sauvagerie allemande a détruits de fond en comble. Nos magnifiques départements du Nord et de l'Est vont opérer sur une table rase et ils auront le champ libre comme à l'exposition de Gand pour construire des villages modèles qu'on voudra visiter plus tard comme celui de Gand et qui seront un sujet d'admiration et d'inspiration pour le reste du pays.

Cette transformation est heureusement déjà toute préparée et pourra être mise à exécution du jour au lendemain. La grande Société des Architectes français diplômés présidée par M. Hermant a eu l'heureuse idée, en 1916, d'ouvrir un concours entre tous ses membres pour la reconstruction type de ces villages. Plus de 300 projets sur 1800 ont été primés et seront mis à la disposition des communes et des particuliers; c'est sur ces purs modèles qu'avec le temps tous les villages de France pourront se transformer.

Le Service des Améliorations Agricoles du Ministère de l'Agriculture facilitera de son côté cette reconstitution par ses conseils et par l'impulsion qu'il pourra lui donner; mais, ce qui est indispensable, nous ne saurions trop le répéter, c'est l'action énergique de l'initiative individuelle et l'intervention persévérante des Sociétés coopératives et de nos Sociétés d'Agriculture auxquelles revient le premier rôle dans le relèvement de nos infortunées et héroïques communes, martyres de la défense nationale.

***

Supposons maintenant le village construit, ou reconstruit; il est si beau, si riant, qu'il peut hardiment rivaliser avec la ville pour le plaisir des yeux, et il est permis d'espérer qu'il aura plus d'une fois la préférence des hésitants; mais pour les décider et surtout pour les retenir, il faudra faire un dernier effort et dans ce beau décor introduire comme à la ville un peu de plaisir et de distraction. L'être humain en a besoin pour oublier ses misères, ses tristesses et même son dur labeur; on ne peut pas le condamner à la vie du Trappiste.

C'était autrefois chose difficile et presque impossible d'amuser les populations de nos campagnes; mais aujourd'hui grâce à la facilité des communications qui supprime les distances et aux progrès de la science, la campagne n'a plus rien à envier à la ville et le plaisir peut y prendre mille formes. Avec la musique, le chant, la gymnastique, les sports, on peut distraire à bon marché la population de toutes nos communes rurales. Le théâtre lui-même est aujourd'hui à leur portée sous sa forme la plus attrayante, la plus compréhensible, le cinéma, qui demain sera en permanence dans les régions les plus reculées.

Il ne sera pas seulement, comme le théâtre, une charmante distraction; il deviendra bientôt, il faut l'espérer, un excellent moyen d'enseignement et de vulgarisation scientifique, qui fera pénétrer dans toutes les têtes, mêmes les plus dures, les notions les plus abstraites. Le gouvernement, les administrations publiques, nos Sociétés d'Agriculture

feront bien de porter leur effort de ce côté ; le cinéma bien compris, bien utilisé, peut devenir l'instrument d'une des plus rapides évolutions de la masse rurale, il peut contribuer puissamment à la transformation de nos méthodes de culture en même temps qu'il plaidera la cause de la terre en projetant des jets de lumière sur les splendeurs de la nature.

Enfin, pour couronner tous ces efforts et assurer à nos plus petits villages le minimum de vie sociale indispensable à l'être humain, une autre idée, une idée nouvelle a surgi qu'il faut mettre en relief parce qu'elle est une des plus précieuses leçons de la guerre qui nous en apporte tant d'autres. Les esprits réfléchis qui l'ont mise en avant sont restés frappés des merveilleux résultats donnés par certaines œuvres d'initiative individuelle ayant pour objet, pendant ces cinq terribles années de bouleversement de toutes les conditions de la vie, de rappeler à nos glorieux poilus le foyer absent et de leur donner l'illusion de la vie familiale sous sa forme la plus agréable.

C'est dans cette pensée qu'a été créé le Foyer du Soldat, cette belle œuvre d'inspiration et de création américaines devenue une véritable institution, qui mettait à la disposition de nos poilus, soit dans les cantonnements de repos de la zone des armées, soit dans les villes de l'arrière, des cercles admirablement aménagés où les distractions abondaient et où ils trouvaient l'impression « du chez soi », qui les arrachait à la fatigue ou à l'ennui. Aussi le succès a-t-il été immédiat et immense.

Il faut prévoir qu'au lendemain de la guerre nos soldats laboureurs qui auront goûté pendant des

années le charme de cette vie en société et des plaisirs qui l'égayaient, ne retomberont pas, sans une profonde tristesse, dans l'isolement de la campagne; si on ne trouvait pas le moyen de leur procurer l'équivalent de ce qu'ils auront perdu et si on les livrait dans leur village au mortel ennui du désert humain, il est fort à craindre qu'ils ne tournent plus que jamais leurs regards vers la ville et que l'attraction de celle-ci ne les arrache à la terre pour toujours.

C'est ainsi que ceux qui connaissent le mieux le soldat sont arrivés à cette conclusion qu'au lendemain de la guerre il faudrait installer dans nos communes rurales le pendant du Foyer du Soldat, le *Foyer des Campagnes*, c'est-à-dire un cercle d'agrément dont le centre serait formé par les héros de la guerre, autour desquels se masseraient les jeunes et les vieux. L'idée a été lancée par M. Jean Labour, le vaillant rédacteur d'un des journaux du front les plus lus, *l'Horizon*, et elle a déjà fait son chemin. On installerait le nouveau Cercle dans des salles riantes et bien aménagées où on pourrait organiser des réunions, des fêtes, des concerts, des conférences, des représentations de cinémas. Il comprendrait une salle de lectures où se trouveraient en abondance des livres, des journaux, des revues; il serait en même temps pour la jeunesse le centre des sports que les Américains ont introduit dans nos mœurs d'une façon irrévocable.

Sous l'influence de ces groupements nouveaux, l'activité intellectuelle et sociale renaîtrait partout et le village n'aurait plus rien à envier à la ville. Nous considérons ce petit moyen comme un grand

moyen pour transformer la physionomie de nos campagnes et assurer définitivement le triomphe de la Terre.

***

Nous venons d'esquisser à grands traits le programme de réorganisation agricole et de réformes de toute nature qui, par leur action convergente, doivent, avec le temps, transformer complètement la vie agricole. Nous sommes convaincus qu'au fur et à mesure de son exécution, son attraction se fera de plus en plus sentir et que le courant agricole ne tardera pas à se dessiner avec une force croissante dans les différentes couches de la population des villes.

Il commencera par celles où, au lendemain de la guerre, on souffrira le plus et où d'instinct on cherchera une issue du côté des professions les plus favorisées. Il y aura d'abord le monde du petit commerce dont la situation matérielle va devenir si précaire et dont l'avenir s'est singulièrement assombri. Il est permis d'escompter l'évolution profonde qui ne manquera pas de s'opérer dans sa mentalité.

Il suffit de prêter un instant l'oreille pour entendre aujourd'hui déjà le petit commerçant, quand on l'interroge sur ses projets d'avenir pour son fils, répondre sans hésiter : « Tout plutôt que d'en faire un commerçant ; il n'y a plus d'avenir pour nous ; notre clientèle est pour longtemps appauvrie, nos affaires diminuent tous les jours, les risques ne font qu'augmenter et puis nous sommes trop nombreux et nous nous faisons une concurrence désas-

treuse[1]. Enfin nous sommes pris aujourd'hui, comme dans un étau, entre les grands magasins et les coopératives qui sont en train de nous enlever ce qui nous reste de clientèle, tout cela au moment où l'existence à la ville devient de plus en plus ruineuse. Aussi mon parti est bien pris de finir mes jours à la campagne et de faire de mon fils un agriculteur; je réaliserai mon fonds pour acheter une bonne ferme où j'irai vivre avec lui, en famille et sans souci du lendemain. »

Le petit fonctionnaire, le petit employé tiendront à peu près le même langage et arriveront aux mêmes conclusions sinon pour eux, au moins pour leurs enfants. Il faut bien le dire, la maladie du fonctionnarisme est tellement dans notre sang qu'elle serait restée incurable si la guerre n'était pas venue bouleverser de fond en comble tous les budgets et condamner les plus modestes ménages à des privations voisines de la misère.

Les petits traitements sont devenus de plus en plus insuffisants; sans doute, on les a déjà considérablement relevés, mais on ne les relèvera jamais assez pour faire face largement aux nouvelles exigences de la vie, surtout de la vie en famille. Ce qui est certain en tout cas, c'est qu'ils seront désormais complètement absorbés par les besoins quotidiens et qu'il ne restera plus rien pour le plaisir et pour tout ce qui faisait l'attrait de la ville.

Quel est le père de famille qui, dans ces conditions, pourrait hésiter aujourd'hui sur la direction

1. Faut-il rappeler que les seuls débits de boissons qui étaient déjà en 1869 au nombre de plus de 365 000 sont arrivés en 1913 au chiffre énorme de 482 000, soit un débit pour 82 habitants.

à donner à l'éducation de ses enfants ou de quelques-uns de ses enfants, quand il aura mis dans les plateaux de la balance les raisons qui doivent la faire pencher du côté de la campagne ou de la ville.

***

La masse de la population a du reste déjà dessiné ce mouvement de conversion en se jetant d'elle-même du côté des occupations agricoles. Pour s'assurer contre les privations de toute nature qui allaient grandissantes pendant la guerre, chacun a voulu avoir son jardin et même son petit champ et, aux abords des villes, on s'est disputé les moindres lambeaux de terre pour y récolter un peu de tout ce qui fait vivre les ménages. C'est de cet instinct profond, véritable instinct de conservation, qu'est sortie cette œuvre des jardins militaires et civils, qui ont eu des débuts si modestes et qui aujourd'hui sont presque devenus une institution nationale.

Les résultats ont été considérables, plus considérables qu'on ne croit, pour l'alimentation publique, mais ce qui est plus important encore que les millions de tonnes de produits alimentaires sortis de terre et qui ont adouci tant de misères, c'est la mentalité nouvelle inculquée à notre jeunesse et l'heureuse influence qu'elle est destinée à exercer sur notre avenir agricole.

Il y a là un facteur inattendu et tout-puissant du retour à la terre. Quel est le Français qui ne rêve pas aujourd'hui d'avoir un petit coin de terre bien

à lui, de manger ses légumes à lui, ses fruits à lui, et même sa volaille et ses lapins à lui? Combien j'en ai entendu me dire : « Je n'aurais jamais cru qu'on pouvait trouver tant de plaisir à regarder pousser les petits pois et les pommes de terre et, cependant, c'est comme cela ! ».

CHAPITRE XII

RETOUR DE LA BOURGEOISIE A LA TERRE

LA MOYENNE ET LA GRANDE PROPRIÉTÉ. || SA SITUATION AU DÉBUT DE LA GUERRE. || PROPRIÉTAIRES EXPLOITANTS, FERMIERS ET MÉTAYERS. || DIFFICULTÉS D'ENTENTE AU LENDEMAIN DE LA GUERRE, CRISE DU FERMAGE ET DU MÉTAYAGE. || NÉCESSITÉ POUR LES PROPRIÉTAIRES DE PRENDRE LA DIRECTION DE LEURS TERRES. || L'ABSENTÉISME. || ÉVOLUTION DE LA HAUTE BOURGEOISIE. || CHANGEMENT DE SA MENTALITÉ ET DE LA MENTALITÉ DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS. || RETOUR A LA VIE SIMPLE. || AVANTAGES DE LA CARRIÈRE AGRICOLE. || LA FIN DU FONCTIONNARISME.

Nous en avons fini avec le chapitre le plus important de la reconstitution du personnel agricole au lendemain de la guerre, celui des éléments de la population les plus nombreux et les plus agissants; notre analyse a surtout porté sur ce que nous pourrions appeler le recrutement par en bas, emprunté aux catégories les plus modestes, qui n'ont qu'un faible capital. Il ne faut jamais perdre de vue que la France est plus particulièrement un pays de petite culture et que, sans la petite culture, sa merveilleuse puissance agricole s'effondrerait.

Mais tout se tient, en agriculture comme en industrie, et de même qu'il y a la petite et la grande industrie, nous ne pouvons pas oublier non plus qu'il y a la moyenne et la grande culture qui ne sont pas moins indispensables à notre prospérité

nationale, d'abord parce qu'elles sont le complément et le support de la petite, ensuite parce que ce sont elles qui représentent le plus gros capital agricole et qui par conséquent jouent le rôle le plus important au point de vue économique et financier.

La moyenne et la grande propriété occupent en effet une surface cultivable infiniment supérieure à celle de la petite : plus de 30 millions d'hectares contre 12 millions seulement. Il y a donc là un facteur d'une importance capitale et qu'il faut étudier de très près, puisque c'est lui qui joue le plus grand rôle dans le total de notre production agricole. C'est à la moyenne et à la grande propriété que nous devons demander un effort décisif pour son intensification rapide.

Sans doute leur situation est par certains côtés plus rassurante que celle de la petite, d'abord parce que le nombre des exploitations est beaucoup moins considérable, 892 000 moyennes et grandes propriétés, contre 4 millions 1/2 de petites, et ensuite parce que les propriétaires exploitants sont ici, en général, plus âgés et non mobilisables et qu'il en manquera moins à l'appel. Le remplacement de ceux qui auront été tués ou mutilés se fera d'ailleurs assez facilement, parce qu'ils appartiennent presque tous à de grandes familles agricoles où les remplaçants ne manqueront pas.

Nous n'en dirons pas autant de leurs fermiers et métayers tués à l'ennemi, qui étaient pour la plupart des hommes dans la force de l'âge. On ne peut pas se dissimuler qu'il sera difficile de leur trouver des successeurs, parce qu'on ne peut les prendre que parmi les agriculteurs de profession les plus expé-

rimentés, en possession d'un capital relativement important, et ceux-là seront rares.

La difficulté sera peut-être plus grande encore pour conserver à la terre les survivants; il est à prévoir que beaucoup de fermiers dont les baux seront résiliés ou résiliables ne voudront pas reprendre leur exploitation aux conditions anciennes et se montreront très exigeants pour le renouvellement. Ils feront valoir que la guerre a tout changé, que les ouvriers seront presque impossibles à trouver, que leurs frais généraux ont augmenté démesurément, qu'il leur faudra enfin, pour gagner de l'argent, engager de gros capitaux qui leur manquent et qui coûteront cher.

A toutes ces raisons, s'en ajoutera une autre, une raison secrète, mais la plus redoutable de toutes, le désir qu'auront beaucoup de grands fermiers de travailler pour leur compte, plutôt que pour le compte d'un propriétaire, en se contentant d'une propriété plus modeste.

Du côté des métayers, la situation des propriétaires sera encore plus compliquée. Déjà, avant la guerre, les rapports personnels de propriétaires à métayers devenaient de plus en plus tendus ; dans les grandes régions de métayage, on constatait que cette forme d'association du capital et du travail, si excellente en soi et sur laquelle on était en droit de fonder tant d'espérances, s'altérait tous les jours et s'éloignait de plus en plus de son esprit d'origine.

Là où on avait rêvé l'union, la fusion des intérêts, l'harmonie des forces, on ne rencontrait bien souvent que la méfiance sourde, les récriminations et même la haine. Il est juste de dire que la poli-

tique qui avait fini par se glisser entre le propriétaire et le métayer a été pour beaucoup dans ce déchaînement de petites passions ; elle a tout envenimé, tant il est vrai qu'elle gâte tout ce qu'elle touche, quand elle n'est pas à sa place.

Je ne sais si cet état d'esprit s'améliorera après la guerre ; je le souhaite vivement, car s'il continuait son évolution, ce serait la mort du métayage. Mais, sans tomber dans un pessimisme prématuré, il est facile de prévoir qu'en tout cas la pratique du métayage va rencontrer un peu partout des difficultés inévitables.

Ces difficultés seront plus grandes encore quand il faudra trouver de nouveaux métayers pour remplacer ceux qui auront été tués à l'ennemi ; car il ne faut pas trop compter sur leurs familles pour prendre leur succession. Beaucoup de ces familles ont déjà opéré leur retraite en vendant leur cheptel à des prix extraordinairement avantageux et elles ne consentiront pas à le racheter aux prix énormes d'après-guerre. Un grand nombre d'entre elles ont du reste quitté leur métairie sans esprit de retour.

Comment les remplacer ? où trouver des agriculteurs nouveaux capables de conduire des propriétés de 40 à 100 hectares ? un petit fermier peut se trouver assez aisément ; on peut du jour au lendemain prendre un bon ouvrier agricole et, en l'aidant un peu, en faire un fermier suffisant. Mais, pour une exploitation importante, il faut à la fois une compétence agricole étendue et des moyens financiers relativement considérables.

C'est ainsi qu'on se trouve acculé par l'évidence des faits et la force des choses à cette conclusion, qu'il n'existe pour les grands et même les moyens

propriétaires qu'une suprême ressource pour sortir par la bonne porte de cette situation inextricable, c'est de se préparer à devenir leurs propres fermiers, leurs propres métayers, en prenant en main l'exploitation directe de leurs terres comme leurs aïeux l'ont fait pendant si longtemps ; il faut en un mot que la bourgeoisie et l'aristocratie terriennes reviennent à la terre et renaissent de leurs cendres.

Ainsi s'accomplira une évolution qui était déjà dans l'air avant la guerre et que la guerre va certainement précipiter. Il apparaît dès à présent que la terre, comme l'usine, appartiendra de plus en plus à celui qui l'exploite, parce que le bénéfice du propriétaire exploitant ne cessera pas de grossir, tandis que le revenu du propriétaire non exploitant ira plutôt en diminuant sous le poids des charges qui vont l'accabler.

Le moment est du reste admirablement choisi pour opérer ce changement de front et ramener les classes élevées de la société à la terre. Aujourd'hui, ce n'est plus déroger, c'est s'anoblir que de prendre la direction d'une grande exploitation agricole. La situation de l'agriculture au lendemain de la guerre sera celle d'une grande industrie qui sort de la période des tâtonnements pour entrer dans celle des vastes réalisations et qui fait appel à toutes les forces économiques, au capital et à la science, pour la porter à son maximum de puissance et de rendement.

***

Il ne restera plus qu'une difficulté à vaincre, mais elle est grande, ce sera de changer la mentalité

actuelle de la haute bourgeoisie et surtout celle des jeunes générations qui ne comprennent le bonheur qu'à la ville et qui ont horreur de la campagne. Comment les convertir et les ramener?

Il fut un temps où les grandes familles bourgeoises ou aristocratiques aimaient la Terre pour elle-même et aussi pour les satisfactions de légitime orgueil qu'elle leur procurait. Elles ne dédaignaient pas, tout en habitant la ville, de diriger ou de surveiller leurs terres et le printemps les voyait toujours revenir avec les hirondelles.

On sait la place qu'elles ont tenue pendant longtemps dans tant de villages à la vie desquels elles restaient activement mêlées. Elles étaient les amis de tout le monde et s'efforçaient de faire oublier, à force de simplicité et de cordialité, leur supériorité de fortune ou d'éducation. Elles apportaient avec elles un peu de luxe et de distractions qui rompaient la monotonie de la vie rurale, et elles jouissaient d'une popularité dont elles étaient justement fières.

Cet état de choses s'est maintenu tant que les classes élevées de la société ont placé leur bonheur dans la vie de famille, la simplicité de l'existence et les jouissances intimes. La pratique de ces vertus s'accommodait mieux du calme des champs que de la vie agitée et fiévreuse des villes et c'est pour cela sans doute que nos aïeux gardaient toujours un pied à la terre.

***

Malheureusement, tout a changé de face avec l'arrivée des générations nouvelles qui ont compris le bonheur autrement et se sont laissé entraîner

dans le courant vertigineux qui, depuis tant d'années, emporte les gens riches vers les plaisirs fiévreux et vers l'argent considéré comme le grand but de la vie. Le confort a été remplacé par le luxe et on a tout sacrifié au besoin de paraître et d'être de plus en plus riche. La vie est ainsi devenue une bataille sans une minute d'arrêt et ceux qui la livraient ont été enchaînés à la ville sans pouvoir en sortir; leur seule distraction a été de promener leur ennui sur toutes les plages et dans toutes les stations balnéaires.

Cet état d'esprit d'une grande partie de la haute bourgeoisie, son mépris de la vie à la campagne, ont eu une répercussion, que personne ne songe plus à contester, sur notre situation agricole. L'absentéisme des grandes familles, comme on l'a si bien défini, a été pour beaucoup dans la désertion de la terre par la masse rurale qui, d'instinct et sans bien s'en rendre compte, a suivi le courant.

On comprend aisément que le paysan, voyant que les gens riches trouvaient la terre inhabitable et s'en sauvaient, ait été tenté de les suivre. C'est ainsi qu'il en était venu à considérer comme un avancement en grade de passer de l'état d'agriculteur à celui de domestique de grande maison, d'employé de commerce ou de petit fonctionnaire.

⁂

Si cet état d'esprit devait survivre à la guerre, le divorce serait de plus en plus profond entre la campagne et la ville; les bourgeois continueraient à s'enfermer dans le tourbillon enfiévré des villes et

deviendraient de plus en plus incapables de comprendre la vie à la campagne.

Mais il faudrait être aveugle et ne rien sentir de tout ce qui remue depuis quatre années les profondeurs de l'âme humaine pour ignorer la révolution morale qui s'accomplit sous nos yeux. En réalité, c'est une nouvelle France qui arrive à la vie, complètement transformée et régénérée, à l'arrière comme au front.

Il est facile d'apercevoir dès à présent que la bourgeoisie riche verra demain le monde sous un autre angle et modifiera complètement sa conception du bonheur; tout lui en fera une loi. D'innombrables familles auront été cruellement éprouvées dans leurs affections et seront pour toujours dégoûtées des distractions extérieures. Que de salons fermés pour longtemps, peut-être pour toujours! La vie de plaisir est finie, — le plaisir serait aujourd'hui un supplice.

Cependant on ne peut pas éternellement pleurer et il faudra un refuge aux cœurs meurtris; peut-on en trouver un meilleur que le recueillement dans une solitude vivante et animée qui arrache l'homme à ses tortures et l'illumine à l'intérieur. Pour réaliser cet idéal. rien n'est supérieur au spectacle et au contact de la nature, génératrice des hautes pensées qui reposent et des aspirations qui transportent l'homme au-dessus de lui-même

C'est là que le sentiment religieux prend racine sous sa forme la plus simple, la plus irrésistible, par l'élévation de l'âme vers la cause première qui régit le monde et préside aux lois admirables qui le gouvernent. Ce sentiment-là survit à tout et il procure à celui qui l'éprouve une sérénité qui est

une des consolations les plus profondes de la vie.

Qu'on ne croie pas pour cela que le bourgeois, revenu à la campagne afin d'oublier ses tristesses, va s'enfermer dans sa douleur et se désintéresser de sa terre. Il voudra au contraire se consacrer à elle tout entier, pour chercher une diversion à son chagrin dans les soins qu'il lui donnera. Il ne fera plus de son domaine un simple lieu d'agrément, il voudra l'exploiter lui-même pour se distraire et aussi pour en tirer profit. C'est ainsi que le progrès agricole s'infiltrera insensiblement au fond des campagnes les plus reculées et que la bourgeoisie pourra reprendre son rôle de classe dirigeante dans le bon sens du mot.

Faut-il ajouter que cette évolution sera singulièrement facilitée par la transformation matérielle du village telle que nous l'avons indiquée et qui en rendra le séjour aussi agréable, plus agréable même que celui de la ville.

***

Le retour à la terre des chefs de famille n'est du reste qu'un premier pas, un commencement, et il serait bien insuffisant s'il s'arrêtait à eux. Ce qu'il faut voir surtout dans leur conversion, c'est l'impulsion qu'ils vont donner et la contagion de l'exemple qui ramènera à la terre les nouvelles générations arrivant à la vie.

La plupart de ces jeunes auront été à la guerre et c'est vers eux qu'il nous faut aujourd'hui tourner les yeux pour remettre en marche les grandes exploitations agricoles abandonnées. Il faut bien le dire, ils ont été, jusqu'à ce jour, aussi réfractaires

que leurs pères à la profession agricole, qui leur apparaissait presque comme une déchéance. D'instinct, ils se ruaient tous vers les grandes écoles qui mènent à tout, qui font les avocats, les magistrats, les notaires, les avoués, les fonctionnaires, les sous-préfets surtout. Jamais il ne serait venu à la pensée d'un bachelier d'entrer dans une école d'agriculture, et le père de famille qui aurait voulu forcer son fils à embrasser la carrière agricole aurait été considéré comme un bourreau.

Il n'est pas douteux que demain les choses vont complètement changer d'aspect et, quand la grande tourmente sera passée, quand chaque Français, assis sur les ruines de sa fortune et de ses illusions d'autrefois, se trouvera en face des réalités qui l'étreignent, lui et les siens, il faudra bien qu'il se rende à l'évidence.

Le père de famille qui poussait si obstinément ses enfants du côté des fonctions publiques ou des carrières libérales n'aura pas de peine à comprendre que les beaux jours des fonctionnaires sont passés, parce que la vie matérielle va devenir pour eux de plus en plus difficile avec leur maigre traitement au moment même où la réduction inévitable de leur nombre ruinera pour longtemps toutes les chances d'avancement. Ainsi finira la chasse aux places et bientôt on s'en sauvera avec autant de parti-pris qu'on en mettait à les rechercher.

Il est probable du reste que les fils ne seront pas moins dégoûtés que leurs pères des carrières bureaucratiques. Mettons-nous dans l'état d'esprit de cette vaillante jeunesse qui aura passé ses plus belles années dans les camps et qui aura contracté l'habitude des exercices physiques et de la vie au grand

air. Le bureau leur apparaîtra comme la plus triste des prisons et ils seront trop heureux de demander à leur père la direction de ses terres, s'il en possède, et, s'il n'en possède pas, ils chercheront à s'en procurer à tout prix.

Les conversions seront d'autant plus faciles que ce ne sera pas déchoir, ce sera au contraire s'élever, de devenir agriculteur, quand nos agriculteurs seront des Agronomes ou des Ingénieurs Agricoles; ils auront le même rang que les industriels qui, dans la hiérarchie sociale, ont une bien autre importance que les fonctionnaires.

CHAPITRE XIII

LA FEMME FRANÇAISE

Sa mission sociale et son rôle en agriculture. || Avant la guerre sa résistance a la désertion de la terre. || Augmentation constante des petites patronnes agricoles. || Leur rôle pendant la guerre. || Elles ont sauvé le pays de la famine. || Après la guerre elles seront le pivot de notre reconstitution agricole. || Les nouvelles couches. || Recrutement par en bas; les ouvrières des villes, des ateliers de la guerre. || La campagne, véritable milieu pour la natalité. || Effort a faire pour ramener a la terre les femmes de la haute bourgeoisie. || Cause principale de leur éloignement de la terre, éducation trop intellectuelle. || Réforme de l'enseignement. || Écoles ménagères. || Cercles de fermières.

Nous venons de passer la revue du principal élément de l'armée agricole de l'avenir, celui des soldats agriculteurs et des agriculteurs en voie de formation, et nous nous croyons autorisés à conclure que, si elle a été décimée par la guerre, il lui sera possible de se reconstituer demain avec des contingents nouveaux qui lui permettront de réparer une notable partie des pertes qu'elle a subies.

Mais nous n'avons pas tout dit sur les merveilleuses ressources de la France et il manque un chapitre, un chapitre capital, à l'inventaire que nous venons de dresser des forces sur lesquelles

nous sommes en droit de compter pour remplacer tant d'enfants de la Terre qui se sont sacrifiés sur l'autel de la Patrie.

Leur héroïsme en a fait naître un autre qui a dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer, celui des femmes, qui, d'elles-mêmes, se sont tout de suite mobilisées et qui ont tenu le front de la défense agricole avec une vaillance farouche et une compétence qui n'ont surpris que ceux qui ne savaient pas ce que nos paysannes et nos grandes bourgeoises paysannes possédaient de qualités viriles, d'esprit d'initiative et de sens pratique; elles viennent de prouver, avec quel éclat! qu'elles étaient en état de suppléer l'homme et qu'elles pouvaient même se passer de lui.

Elles en avaient du reste fait la démonstration bien avant la guerre. Il est peu de pays, en effet, où la femme ait autant contribué, que la femme de France, au développement de l'agriculture nationale et on ne s'éloignerait pas beaucoup de la vérité en disant que c'est elle surtout qui l'a fait ce qu'elle est, le pays de la petite propriété.

Les chiffres du recensement général de la population en font foi; il en ressort que sur une population agricole totale de 8 777 000 personnes, on compte 5 452 000 hommes et 3 384 000 femmes. Mais si on analyse ces chiffres, on découvre que celui des femmes s'est accru beaucoup plus que celui des hommes; et, en effet, le nombre des chefs d'exploitation agricoles masculins, qui était en 1901 de 2 016 000, ne s'est élevé en 1906 qu'à 2 538 000, soit une augmentation de 500 000 environ, alors que celui des chefs d'exploitation féminins a passé de 41 38000 à 2 249 000, soit une augmentation de plus

de 800000, supérieure de 300000 à celle des hommes.

Il est à remarquer que ce mouvement dans la population agricole n'est que la conséquence de celui qui se dessine depuis longtemps, et qui avait déjà été constaté dans la grande enquête de 1862 à 1892, la diminution progressive des ouvriers et ouvrières agricoles, par leur passage incessant dans les rangs des petits propriétaires.

De l'ensemble de ces chiffres, on peut tirer plusieurs conclusions : la première, que c'est du côté de la femme qu'est venue par en bas la résistance la plus acharnée à la désertion de la terre; la seconde, c'est que les femmes ont voulu sortir de plus en plus des fonctions subalternes de servantes ou d'ouvrières agricoles pour devenir maîtresses de maison. Elles sont aujourd'hui plus de deux millions restées sur la brèche, et quand l'histoire se fera sur la Campagne agricole du temps de guerre, elle établira que ce sont elles qui ont tenu bon jusqu'au bout, sans lâcher prise, et qui nous ont sauvé de la famine. Pour pousser l'effort aussi loin et le soutenir pendant si longtemps, il faut vraiment aimer la terre.

C'est ainsi que la femme est devenue par la force des choses le pivot de notre réorganisation agricole et l'appel aux femmes de France doit être le premier acte de la campagne qui va s'ouvrir. Ce sont elles qui sont destinées à prendre la place de beaucoup des héros morts au Champ d'honneur ou réduits à l'impuissance par leurs blessures et elles tiennent entre leurs mains la remise en culture de beaucoup de terres abandonnées. Dans cet appel il faudra mettre en première ligne toutes celles qui ont combattu au front et elles seront trop fières de

leur rôle pour lâcher prise au lendemain de la victoire ; on peut compter sur elles pour entraîner les nouveaux bataillons agricoles et marcher à leur tête.

Mais il faut bien voir les choses comme elles sont ; les femmes actuellement engagées dans l'agriculture ne seront jamais assez nombreuses pour suffire à notre reconstitution agricole et il sera indispensable d'élargir leurs cadres en faisant de nouvelles recrues dans leurs rangs, si on veut opérer la grande évolution qui s'impose.

***

On pourra en trouver un assez grand nombre à la ville si on sait organiser la propagande nécessaire et chercher les conversions. Il n'est pas possible par exemple, que, parmi les 500000 femmes qui, sous la pression de la nécessité et la tentation d'énormes salaires, se sont précipitées dans les ateliers de la guerre, il ne s'opère pas, aujourd'hui, un reflux accentué du côté de la campagne d'où beaucoup d'entre elles sont parties. La plupart de ces malheureuses, qui ont été condamnées à des travaux au-dessus de leurs forces, sont sorties de ces ateliers exténuées, épuisées, dégoûtées de cette existence de forçat. Beaucoup auront besoin d'un sanatorium à bon marché pour refaire leur santé et reprendre des forces ; or, il n'est pas de sanatorium supérieur à celui de la ferme avec le travail en plein air et il a l'avantage d'être à la portée de toutes les bourses. Rien du reste ne retient plus les femmes à la ville, depuis qu'il leur a fallu dire adieu aux gros salaires de guerre juste au moment

où les exigences de la vie dans les grands centres redoublaient, si bien qu'après avoir goûté du superflu elles ne pourraient même plus se donner le nécessaire.

***

A toutes ces raisons qui rendent si vraisemblable l'arrivée à la Terre d'une partie des ouvrières d'usines il faut en ajouter une autre, une raison supérieure d'intérêt général et social, qui nous fait un devoir de les aiguiller le plus possible du côté de l'agriculture.

Dans la Société de l'avenir dont nous allons être appelés à jeter les fondements, la femme française aura à remplir une mission sacrée qui primera toutes les autres et à laquelle il faudra tout ramener, celle de reconstituer la race et de réparer les brèches effroyables qui ont réduit si tristement l'élite de la nation. La femme devra être mère avant tout, avant d'être femme, à plus forte raison avant d'être homme et de faire un métier d'homme.

Il est du devoir des pouvoirs publics et de toutes les organisations sociales et économiques de lui faciliter l'accomplissement de ce sacerdoce en lui épargnant, en lui interdisant au besoin, dans toute la mesure du possible, les lourdes besognes qui l'empêcheraient de remplir sa fonction sociale.

Or il n'est pas douteux que les travaux d'usine, quand ils sont des travaux de force, sont le plus souvent un obstacle à l'accomplissement du devoir maternel. Ce serait vite fait de la race si nous persévérions dans les errements de la guerre et

si, pour avoir quelques ouvrières de plus, nous ruinions les générations à venir.

Aux ouvrières d'usines on pourrait assimiler les vaillantes femmes, venues aussi bien souvent de la Terre, qui se sont enterrées dans cette masse de petites boutiques où elles font preuve de tant de courage et de résignation. Après la guerre, beaucoup seront condamnées, par la réduction inévitable de leurs affaires, à mourir de misère, et c'est les rendre à la vie et au bonheur que de les aider à s'établir à la campagne avec leur famille.

***

Si on voulait creuser à fond ce côté du problème, on découvrirait aisément bien d'autres catégories sociales où l'agriculture pourrait puiser largement. Citons-en une encore en passant pour prouver combien le réservoir est profond, celle des domestiques de maison dont le nombre n'a pas cessé de s'accroître aux dépens de l'agriculture avec le faux luxe qui depuis un certain nombre d'années a tout envahi. Quand on ouvre les statistiques, on est stupéfait de l'énorme quantité de forces absorbées par une profession qui, dans une société bien organisée, devrait être réduite au minimum.

Le recensement de 1911 nous apprend que le nombre *des habitants en service domestique* atteignait le chiffre énorme de 929 000 sur lesquels il n'y avait pas moins de 771 000 domestiques femmes ; pour Paris seulement on en compte près de 200 000.

Il ne peut pas être question de supprimer d'autorité un seul domestique ; mais il est bien vraisem-

blable qu'au lendemain de la guerre, les nouvelles exigences de la vie contraindront beaucoup de familles à restreindre leur train de maison et qu'elles ne garderont plus que le minimum de personnel domestique indispensable, sans compter que beaucoup de domestiques voudront sans doute redevenir leurs maîtres pour gagner davantage.

Toutes les difficultés qui auraient pu, du reste, fermer autrefois l'accès de la terre aux femmes n'ayant que de petites économies sont aujourd'hui complètement aplanies; celles-ci ont la faculté, comme les hommes, avec l'aide des Caisses de Crédit Agricole et de Crédit Immobilier, de se procurer le capital nécessaire pour l'acquisition d'une petite propriété dont la valeur peut s'élever jusqu'à 8000 francs, et même le fonds de roulement indispensable pour faire marcher l'exploitation. Les veuves des pensionnés ou des victimes de la guerre bénéficieront d'une situation plus favorable encore puisqu'elles pourront emprunter à 1 pour 100 comme les mutilés.

***

Il ne restera plus qu'à faire leur éducation agricole et à leur donner l'instruction indispensable pour transformer une ouvrière intelligente ou une petite bourgeoise en femme agricole. Comme nous l'avons dit, jusqu'à ce jour l'enseignement agricole populaire n'a jamais été organisé sérieusement, surtout pour les femmes, et c'est à cette lacune qu'il faut attribuer en grande partie l'émigration à la ville de tant de filles d'agriculteurs. Faut-il rappeler que toutes nos Écoles secondaires d'agricul-

ture réunies comptent à peine 800 élèves-femmes. Mais une ère nouvelle va s'ouvrir avec la loi si complète qui vient d'être votée par le Parlement et que nous avons analysée dans ses grandes lignes. Elle n'est pas faite seulement pour les campagnes ; elle s'étendra aux villes elles-mêmes par le fonctionnement des Écoles ménagères qui vont y tenir des assises régulières où les jeunes filles pourront acquérir des connaissances qui leur permettront de s'orienter vers la terre.

Il faut bien espérer aussi que l'enseignement postscolaire agricole ne sera pas réservé exclusivement au village et qu'il comportera également des cours spéciaux pour les enfants de la ville que leurs parents destineront à la carrière agricole. Nous sommes convaincus que ces cours seront plus suivis qu'on ne croit par la jeunesse des villes, et qu'ils favoriseront beaucoup de conversions.

***

Nous venons de parler des femmes qui, par leur situation sociale, sont plus particulièrement destinées à la reconstitution de la petite culture, mais celles-là ne peuvent rien pour la moyenne et la grande culture qui, nous l'avons dit, représente cependant la surface la plus considérable, et qui est presque tout entière aux mains des classes élevées et riches de la Société.

C'est là, c'est en haut, que s'est surtout déclaré le cancer de l'abandon de la terre qui a laissé en souffrance tant de cultures par la négligence, l'indifférence et aussi l'incompétence d'un grand nombre de propriétaires qui se désintéressaient de

tout ce qui s'appelait progrès, enrichissement du sol, intensification de la production. Les femmes de ceux-là s'en désintéressaient davantage encore, et bien que le rôle de la femme soit moins actif et moins nécessaire quand il s'agit de grands domaines, de grandes fermes, possédant un nombreux personnel, ce serait la plus grande des erreurs de croire que la femme n'y joue aucun rôle. Il sera bien plus considérable encore demain quand il faudra que les propriétaires des terres abandonnées se décident à en prendre eux-mêmes la direction.

Toutes les combinaisons que nous venons d'entrevoir seraient inefficaces, et même bien souvent impossibles, si la femme ne les comprenait pas et n'y entrait pas pour moitié; car il ne faut pas se faire l'illusion de croire qu'on conservera ou qu'on ramènera l'homme à la terre si la femme ne le suit pas ou même ne le précède pas. Il y a longtemps que Montaigne a laissé tomber de sa plume cette phrase si pleine de vérité : « Les femmes font ou défont les maisons ». La désertion de la terre vient de la mettre en plein relief.

Nous touchons ici à un côté de notre situation agricole d'avant-guerre dont nous avons beaucoup trop méconnu l'importance. C'est surtout à l'homme que nous avons songé dans tout ce que nous avons fait pour favoriser l'agriculture. Nous n'avons pas compris que pour l'amener, et surtout pour le conserver, il fallait d'abord et avant tout convertir la femme. Qu'est-il résulté de cette fausse conception de l'importance de la femme, en agriculture, c'est qu'au lieu d'être un avocat de la terre, elle en a été trop souvent l'adversaire.

C'est ainsi que, dans la moyenne et grande cul-

ture, leurs rangs n'ont pas cessé de s'éclaircir; ce sont elles le plus souvent qui, dans la bataille qui se livre depuis tant d'années entre le village et la ville, ont lâché pied les premières et donné le signal de l'exode. Et l'homme les a suivies la tête basse et souvent la mort dans l'âme.

Que de fois j'ai reçu les confidences désolées de chefs de grandes et belles exploitations qui me disaient : « Je suis au désespoir, l'œuvre de toute ma vie est perdue. Je réservais à mon fils le beau domaine que j'ai passé mon existence à préparer pour lui et qui devait lui assurer, avec la fortune, l'indépendance et le bonheur. Or, il vient de me déclarer qu'il était, à son grand regret, obligé de me quitter et d'aller chercher une position à la ville parce qu'il lui était impossible de trouver une femme digne de lui qui consente à vivre à la campagne et à s'associer à la direction d'une exploitation parce que cela n'intéresse plus aucune jeune fille. Toutes celles qu'il pourrait épouser à la campagne ne rêvent que la ville et celles de la ville ne veulent pas venir à la campagne. Et cependant, ajoutait tristement mon interlocuteur, l'existence qu'elles auraient vaudrait bien celle de la ville pour le bien-être, l'agrément de la vie et même le véritable luxe ».

Les causes profondes de cet état d'esprit des femmes et des filles de la haute bourgeoisie sont nombreuses. La principale apparaît tout de suite : il est trop évident que les moyens d'agir sur la mentalité de la femme française ne sont pas les mêmes en haut et en bas de l'échelle sociale : la question d'intérêt matériel, de profit, de changement de situation, qui suffit à attirer les femmes

dans la petite culture, n'exerce presque aucune influence sur les femmes qui appartiennent à la moyenne et à la grande culture et qui presque toutes jouissent de l'indépendance de la fortune. Ce n'est pas le gain qui peut les tenter; ce qu'elles recherchent avant tout, c'est une existence agréable, des conditions de vie qui les séduisent et un mari qui leur plaise. Si elles n'aiment pas la campagne, si elles n'en comprennent pas le charme, il est inutile de les mettre à l'agriculture; elles n'y resteraient pas et ne chercheraient qu'à s'évader.

De là une première conclusion : si on veut vraiment leur faire aimer la terre il ne faudrait pas commencer par donner à nos jeunes filles une éducation, une instruction qui les en éloigne. C'est cependant ce que nous faisons par la direction purement intellectuelle et de moins en moins pratique qui préside à notre enseignement public et qui tend de plus en plus à assimiler les filles aux garçons.

Celles-ci poursuivent aujourd'hui les diplômes comme les garçons et elles se considéreraient comme déshonorées si elles n'arrivaient pas au moins au brevet supérieur. Elles triomphent quand elles peuvent monter plus haut et mettre dans leur corbeille de mariage un parchemin de bachelière ou de licenciée en droit.

C'est dans ces conditions que la plupart des jeunes filles de la bourgeoisie arrivent au mariage. Elles ne savent rien de la tenue d'une maison, qu'elles considèrent comme une tâche vulgaire et indigne d'elles. Ne leur parlez pas davantage des soins du ménage, du jardin, de la basse-cour. Elles craindraient de se salir les mains et considéreraient

ces besognes vulgaires comme indignes d'une demoiselle bien élevée. Aussi comprend-on que la campagne ne les intéresse pas et qu'elles n'aient qu'un désir, celui d'y rester le moins possible.

Disons-le à leur excuse, elles ne sont pas conscientes et on ne peut faire de reproches qu'à leurs parents et surtout à notre système d'éducation générale. Nos programmes d'enseignement sont à refondre en entier au lendemain de la guerre, aussi bien pour les jeunes filles que pour les garçons. Ici, encore, on peut invoquer l'autorité de Montaigne qui sait tout dire en si peu de mots ; il a trouvé une formule lapidaire qui résume admirablement les programmes d'enseignement du lendemain de la guerre : « Mieux vaut, dit-il, une tête bien faite qu'une tête bien pleine ».

Quel bon sens ! oui, apprenons la vie à nos enfants avant de leur remplir la tête ; car la vie consiste plus que jamais à agir au lieu de rêver ou d'amuser son esprit.

Il y a pour nos jeunes filles, à côté des satisfactions intellectuelles, auxquelles il faut sans doute faire une part — et on peut la faire large — un ensemble de connaissances pratiques qui devraient faire partie de tous les programmes d'enseignement, puisque toutes les femmes sont destinées à devenir des maîtresses de maison. Tels sont les soins du ménage, la couture, le repassage, et même la cuisine, la vulgaire cuisine qu'il faut savoir aujourd'hui quand ce ne serait que pour pouvoir commander avec autorité à ses domestiques ; enfin des notions élémentaires et pratiques sur le jardinage, sur l'élevage des animaux de basse-cour qui ne sont pas moins nécessaires. Ce minimum d'ensei-

gnement porte un nom qui dit tout : c'est l'enseignement ménager et il devrait désormais faire partie intégrante de l'éducation de toutes les jeunes filles.

Certes, nous ne songeons pas à en exagérer la portée au point de vue technique agricole et nous ne nous faisons pas l'illusion de croire que l'introduction de l'enseignement ménager dans l'éducation de nos jeunes filles va nous donner tout de suite des femmes d'agriculteurs et des fermières expérimentées; mais nous voyons un premier avantage, un avantage considérable, dans cette évolution éducative, c'est de modifier la mentalité générale de nos jeunes filles, beaucoup trop éthérée et nuageuse, en fixant leur attention sur le côté pratique de la vie, en les intéressant à une foule de détails domestiques qu'elles méprisent parce qu'elles les ignorent, en leur donnant en même temps le goût de leur intérieur et des joies intimes de la famille. Quand on trouve du plaisir chez soi, dans les multiples soins de la conduite d'une maison, on a moins besoin des distractions frivoles du dehors. Toutes les jeunes femmes qui ont passé par là avouent qu'elles n'ont jamais été plus heureuses.

Les avantages de cette transformation intellectuelle et morale, au point de vue qui nous occupe, ne s'arrêteront du reste pas là. Il est facile de comprendre que le jour où nos jeunes filles auront pris goût à l'enseignement ménager, elles s'intéresseront sans s'en douter aux choses de la terre qui sont au fond de cet enseignement. Elles comprendront mieux la campagne, qui n'est, après tout, que le grand laboratoire des produits qu'elles seront habituées à manipuler, et d'instinct elles voudront

la connaître et la rechercheront. En tout cas elles n'éprouveront plus de répulsion pour la profession agricole et quand on leur proposera comme mari un agronome, un grand agriculteur de bonne éducation, elles ne feront plus la moue.

Il ne restera plus qu'un pas à faire — et il sera vite fait — pour substituer la femme à l'homme en agriculture comme dans tant d'autres branches de l'activité nationale où l'homme manquera. L'industrie agricole deviendra bien vite une carrière de prédilection pour beaucoup de femmes en quête d'une profession et elles seront, hélas! trop nombreuses après la guerre. Il suffira, pour les avoir, de créer pour elles des Écoles d'agriculture spéciales, des Écoles modèles.

Il y a déjà des femmes industrielles qui conduisent de grandes affaires d'une main aussi ferme et aussi sûre que nos grands chefs d'industrie. A bientôt l'entrée en scène des femmes de tête, sorties de nos Écoles, qui dirigeront nos grandes fermes avec autant de science et d'autorité que les meilleurs agronomes.

Leur conversion sera du reste singulièrement facilitée par les progrès de la science et par les merveilleuses découvertes qui se font tous les jours dans l'utilisation de la houille blanche. Avec l'électricité qui pourra être répandue presque partout, grâce à la multiplicité de nos cours d'eaux qui actionneront la plupart de nos instruments agricoles, l'emploi des bras va devenir de moins en moins nécessaire et la femme-agriculteur ne sera plus condamnée aux travaux pénibles et souvent répugnants qui l'épuisaient et la dégoûtaient. Comme l'industriel, elle n'aura bientôt plus qu'à

pousser un bouton pour mettre son outillage en marche et ce sont les forces de la nature qui travailleront pour elle.

***

Mais il ne suffira pas de redresser la mentalité de nos femmes et de nos jeunes filles par une éducation et une instruction qui leur donnent un avant-goût de la campagne et qui la leur fassent désirer, il sera nécessaire de mettre la campagne elle-même en état de les bien recevoir, et de justifier la bonne opinion qu'elles auront d'elle. Car rien ne serait plus désastreux que la désillusion succédant au rêve et il suffirait de quelques déceptions pour semer le découragement partout.

Pour conserver à la Terre ses adorateurs, il faut qu'on lui fasse un peu de toilette; c'est surtout nécessaire pour les femmes, et si on veut les avoir il est indispensable dès à présent de procéder à la transformation de nos villages sur le plan du village modèle dont nous avons esquissé le tableau.

Ce ne sera pas encore assez; il faudra faire un dernier pas pour enlever à la ville un de ses plus précieux avantages : l'agrément de la vie en société. Rien ne répugne à l'être humain, et surtout à la femme, comme l'isolement; il n'existe pas à la ville où on est en contact permanent avec des voisins, des amis, où les occasions de réunion se multiplient à l'infini. La campagne, au contraire, c'est le désert; chacun y vit chez soi, sans autre distraction que celle de lire son journal; on ne se rencontre pas, on ne se cherche même pas, parce qu'on a rien à se dire.

L'objection est la même partout et il faut la résoudre à tout prix. Elle l'a été depuis longtemps et de la façon la plus heureuse en Belgique, en Amérique, en Angleterre. C'est la Belgique qui, dans la pratique, s'est approchée le plus près de la perfection en créant des *Cercles de fermières* qui sont devenus une véritable institution agricole.

Ce sont des Associations où se groupent toutes les femmes qui jouent un rôle dans les exploitations agricoles d'une même commune ou d'une même région, propriétaires ou fermières. On y travaille, on s'y instruit et on s'y distrait; on cause de ses affaires et on se crée en même temps d'agréables relations. On met en commun dans des réunions périodiques ses connaissances, les renseignements qu'on possède, les résultats des opérations engagées; on se conseille et on s'entr'aide.

Aux réunions succèdent des réceptions et même de petites fêtes. Les Cercles de fermières organisent des parties de plaisir, des concerts, des conférences et même des voyages en commun. En somme, c'est la ville transportée à la campagne avec ses plaisirs de société et le charme de la nature en plus. Une semblable organisation serait tout à fait dans notre caractère et nous sommes convaincu qu'elle aurait le plus grand succès en France. Le jour où elle serait généralisée, il se produirait une évolution décisive dans la mentalité des femmes; c'est un rayon de bonheur qui s'ajouterait à tous les autres et le retour à la terre ne se ferait plus attendre.

Il ne restera plus, pour être logique jusqu'au bout, qu'à mettre les femmes sur le même rang que l'agriculteur dans beaucoup de circonstances où on les tient trop à l'écart. Pourquoi ne pas les intro-

duire dans les Conseils de nos Sociétés d'agriculture, grandes et petites? Pourquoi ne pas leur donner une place, une place d'honneur, dans les cérémonies et solennités agricoles, concours, distributions de récompenses, banquets, etc. Les fêtes n'en seraient que plus charmantes et la femme n'aurait plus rien à envier à l'homme.

Demain, du reste, on ne pourra plus se passer d'elles et on les placera au premier rang pour leur rendre justice et reconnaître les immenses services qu'elles viennent de rendre au pays. En les mettant à l'honneur, on les décidera à rester à la peine et c'est ainsi que le vrai, le bon féminisme, s'introduira dans nos mœurs et contribuera pour une large part à notre reconstitution économique.

CHAPITRE XIV

LES ASSOCIATIONS AGRICOLES

Les Associations agricoles et l'État. || Immensité du programme a réaliser et moyens de le réaliser. || La tache au-dessus des forces de l'État seul. || Toute-puissance de l'initiative individuelle. || Rôle capital des Sociétés d'agriculture. || L'éducation de la masse agricole. || Moyens a lui fournir pour augmenter la production générale. || Premier de tous, la pratique de la mutualité sous toutes les formes. || L'exemple du Danemark, sa prodigieuse transformation. || Augmentation de valeur de la Terre. || Insuffisance de notre organisation collective. || Petit nombre des Sociétés coopératives. || Pour les susciter et les multiplier, intervention indispensable des Sociétés d'agriculture locales. || Nécessité de confier la direction supérieure de toutes les Sociétés agricoles a un organisme central. || Les Chambres d'agriculture, leur rôle. || Sociétés générales agricoles libres. || Les agriculteurs de France, la société d'encouragement. || L'Académie d'agriculture. || Direction économique et propagande pour le retour a la Terre. || La grande croisade agricole. || Le gouvernement, son action et sa collaboration avec les Associations.

Nous venons d'échafauder dans ses grandes lignes le programme de reconstitution et de marche en avant de notre agriculture. Ce programme est tellement vaste qu'on se demande avec inquiétude comment il sera possible de le réaliser et de diriger dans la pratique par les voies les plus sûres une

évolution qui est au fond une véritable révolution.

Comment espérer que nos agriculteurs puissent devenir du jour au lendemain des hommes nouveaux profondément pénétrés des grands devoirs qui les attendent et résolus à tous les efforts, à tous les sacrifices, pour faire de l'agriculture la pierre angulaire de la grande France de demain.

C'est ainsi que se pose, avant tous les autres, un problème d'une importance capitale : Qui va prendre la tête de l'immense armée agricole pour la conduire à la victoire? qui va être chargé de donner l'impulsion partout, de refaire l'éducation de millions d'agriculteurs, de provoquer et de faciliter dans l'application cet ensemble de mesures, de réformes, de transformations profondes dont dépendra la résurrection de l'industrie agricole? Quels seront les puissants moteurs qui vont actionner au fond de nos campagnes le progrès sous toutes ses formes et quels hommes auront assez d'autorité pour être suivis et obéis?

Les Étatistes répondent sans hésiter : il n'y a que l'État qui soit capable d'un pareil effort et lui seul peut en assurer le succès parce qu'il a tout ce qu'il faut pour conduire la campagne et tout ce qu'il faut pour avoir raison de toutes les résistances. Mais l'expérience est là pour prouver que le gouvernement tout seul est impuissant à diriger et à faire aboutir les grands mouvements d'opinion qui président aux destinées des peuples et encore moins les grandes évolutions économiques; celles-ci passent au-dessus de sa tête et son rôle consiste uniquement à les encourager et à les faciliter.

Certes, personne ne songe à lui contester ses

prérogatives et à se passer de lui. Au lendemain de la guerre il est bien certain que le nôtre aura de grands devoirs à remplir et des résolutions hardies à prendre. Mais c'est surtout à l'initiative individuelle qu'il devra faire appel dans l'exécution, parce qu'il ne peut rien sans elle. S'il avait la prétention de prendre sa place il n'aurait que des mécomptes.

Avant la guerre l'État avait du reste déjà prouvé son impuissance à remettre l'agriculture à flot et à conjurer la crise avec laquelle elle était aux prises. Il n'avait pu ni arrêter la désertion des campagnes, ni donner à nos agriculteurs l'élan fécond qui les aurait lancés dans la voie de tous les progrès.

Ce n'est pas que les pouvoirs publics soient restés indifférents ou inactifs; ils avaient au contraire multiplié sous toutes les formes les encouragements, les secours et les institutions destinées à favoriser le travail agricole.

Mais l'État avait oublié une vérité élémentaire, c'est qu'il n'est rien et ne peut rien s'il n'est pas compris, s'il n'est pas secondé et il ne peut pas l'être s'il néglige d'appeler à son secours, en la provoquant sous toutes les formes, l'initiative individuelle. Il ne faut pas craindre de le dire bien haut, c'est elle, c'est le concours réfléchi, volontaire, passionné, des intéressés, qui est le principal facteur du progrès dans toutes les branches de l'activité humaine.

Malheureusement, la France a été depuis des siècles un pays de centralisation à outrance et la masse de la population s'est habituée à regarder toujours du côté de l'État-Providence, pour lui demander aide et protection en tout sans chercher à organiser elle-même la défense de ses intérêts. Elle

ne s'est pas contentée de porter cet état d'esprit dans le domaine politique où il pouvait se comprendre, bien qu'il ne soit pas sans inconvénient et sans danger, elle l'a malheureusement introduit aussi dans le domaine économique où il est mortel, parce que le grand ressort qui y entretient la vie est l'initiative hardie et libre.

Un des plus grands inconvénients de l'intervention excessive de l'État est de paralyser l'élan de l'activité nationale. Si nous n'avons pas plus de hardiesse dans les entreprises, si nous manquons trop souvent de cette audace qui est un gage de succès, c'est que nous avons, par atavisme, la déplorable habitude de tourner en tout nos regards de son côté, soit pour en recevoir l'impulsion, soit pour nous diriger. Et comme il a toujours des timidités sans pareilles, nous laissons passer les grandes occasions sans en profiter.

En matière agricole nous en avons fait trop souvent l'expérience à nos dépens au cours de la guerre ; mais nous voulons être justes et nous reconnaissons volontiers qu'en temps de guerre on n'a pas toujours le choix des moyens. La vérité nous oblige cependant à dire qu'au point de vue des résultats la politique étatiste a donné bien des mécomptes et déçu bien des espérances. Cette seule considération suffit pour qu'au lendemain de la guerre on n'essaie pas d'en faire la base de notre réorganisation agricole.

Il faut que nous en soyons bien convaincus, le grand mouvement de rénovation qui doit ouvrir pour notre agriculture une ère nouvelle, n'a de chances d'aboutir sûrement et rapidement qu'autant qu'il sortira des profondeurs du monde agri-

cole lui-même et qu'il sera conduit par des états-majors ayant fait leurs preuves et jouissant de sa pleine confiance.

Il est facile de le démontrer en parcourant les grandes lignes du programme même de notre réorganisation agricole.

***

Il comporte d'abord une période éducative indispensable. Pendant cette période il faudra initier des millions d'agriculteurs aux méthodes nouvelles et, comme nous l'avons démontré, nous ne pouvons les instruire et les convaincre que sur le terrain; c'est le seul moyen d'aller vite et d'obtenir des résultats immédiats. Or, les véritables professeurs pour ce genre d'enseignement, ceux qui auront le plus de chance d'être écoutés et obéis, ce ne sont ni les professeurs officiels ni même les instituteurs qu'il faut réserver les uns pour l'enseignement purement technique, les autres pour l'éducation de la jeunesse, ce sont, nous l'avons déjà dit, ceux que nous appellerons les agriculteurs de tête, ceux qui ont fait leurs preuves de capacité et qui sont considérés par les agriculteurs de chaque commune comme les plus habiles parce qu'ils ont réussi. C'est à eux qu'il appartiendra de se mettre à la tête du progrès sous toutes ses formes et d'entraîner dans leur village tous les retardataires en prenant partout l'initiative de la création de champs de démonstration et de fermes modèles sur lesquels ils opéreront des conversions en masse.

Or, ces hommes d'autorité et de science pratique appartiennent tous à nos sociétés d'agriculture,

grandes ou petites ; aussi est-ce de celles-ci que doit partir l'impulsion qui propagera partout la fièvre du progrès. Il faut que, dans chaque société, on se partage les rôles et qu'on affecte à chaque commune des hommes de cœur et d'énergie, qui acceptent la noble tâche de faire l'école aux masses agricoles et d'être comme des moniteurs en permanence.

***

Mais ce ne sera pas assez de travailler à l'éducation professionnelle de nos agriculteurs et de leur faire comprendre les avantages immenses des nouvelles méthodes de culture, il faudra, ce qui est beaucoup plus difficile, leur procurer les moyens pratiques, les plus sûrs, les plus à leur portée, pour appliquer ces méthodes.

Il y a d'abord les moyens de production matériels, engrais, semences, machines, etc., qu'il sera nécessaire de leur assurer aux meilleurs prix possibles et de la meilleure qualité. L'association seule peut résoudre ce problème capital parce qu'elle est seule en état de réunir des techniciens expérimentés et désintéressés capables de défendre les intérêts de la masse.

Nous nous sommes déjà expliqué sur ce point et nous avons rèndu pleine justice à l'immense effort de nos syndicats agricoles ; mais nous n'avons pas dissimulé que cet effort était encore tout à fait insuffisant pour la grande tâche qui reste à accomplir et qui exige la création de syndicats partout où ils font encore défaut. Nous n'y revenons pas.

Mais ce n'est pas tout de produire. Après avoir produit, il faut pouvoir transformer avant de vendre.

par exemple le lait en beurre et en fromage, les fruits en conserves, etc. Il faut enfin vendre dans les conditions les plus avantageuses sur le marché français et sur les marchés étrangers. En pareille matière, l'agriculture est une véritable industrie et il faut qu'elle s'organise industriellement.

Or, l'expérience de tous les pays a établi que l'agriculteur, et surtout celui qui ne dispose pas de grands capitaux, abandonné à lui-même et isolé, est incapable de conduire tout seul cette suite d'opérations difficiles et compliquées, indispensables pour tirer un parti avantageux de ses produits. Ici encore, l'association seule, et surtout l'association sous sa forme la plus féconde, la Mutualité, peut, par l'addition de toutes les forces et en laissant à chacun son individualité, sa liberté d'action personnelle, lui permettre de tirer de sa terre avec le maximum de produits, le maximum de bénéfices.

***

Nous avons, du reste, pour en vérifier la puissance et la fécondité, l'exemple saisissant d'un petit pays qui est devenu, grâce à son esprit d'union et à l'application la plus complète qui existe du principe de la mutualité, un très grand pays agricole. Ce pays, c'est le Danemark; son histoire est bien curieuse et très suggestive[1].

L'ogre allemand qui le tient sous sa griffe lui

1. Pour se faire une idée exacte de l'extraordinaire développement agricole du Danemark, il faut lire l'ouvrage si complet, si documenté, de M. Georges Desbons sur la *Crise agricole et le Remède coopératif au Danemark.*

ayant interdit de se faire industriel en l'écrasant de sa supériorité économique, il en est réduit à vivre de sa terre et pendant longtemps elle avait suffi à assurer, malgré une culture partriarcale, sa prospérité et son bonheur.

Avec la production des céréales qu'il avait presque exclusivement développée et dont il avait fait son principal article d'exportation, il pouvait vivre largement et acheter au dehors tous les produits industriels dont il avait besoin. Il vivait ainsi dans l'aisance quand, aux environs de 1880, il fut réveillé par un coup de tonnerre, l'entrée en scène sur les marchés d'Europe des blés d'Amérique qui, par leur abondance et leur bon marché, rendaient toute lutte impossible. Le quintal de blé américain se vendait 15 fr. 75 à Copenhague quand il coûtait 20 francs aux producteurs danois.

Les grands agriculteurs danois obligés d'exporter prirent tout de suite leur parti et décidèrent sans hésiter le remplacement des céréales d'exportation par les fourrages, le bétail sur pied et tous les produits qui en dérivent, beurre et fromages, auxquels ils ajoutèrent la production en grand de la volaille.

Sur ce terrain nouveau ils arrivèrent promptement à des résultats qui tiennent du prodige pour un pays dont la surface ne dépasse guère celle de notre Bretagne. On peut s'en faire une idée par quelques chiffres seulement : les animaux de l'espèce bovine dont le nombre ne dépassait pas 1 120 000 têtes en 1880 s'élevaient déjà en 1909 à 2 253 000 têtes. Pour les porcs, le troupeau passait dans le même temps de 304 000 têtes à 1 467 000.

Mais il ne suffisait pas de constituer un troupeau nombreux et d'élite, il fallait l'exploiter en vendant

avec avantage ses principaux produits, beurre et fromages, sur les marchés étrangers. C'est ici que les chefs de l'agriculture danoise firent preuve de la plus grande clairvoyance et d'un esprit de progrès qui nous laisse bien loin derrière eux. Ils comprirent tout de suite que pour faire prime sur les marchés étrangers, et en déloger leurs concurrents, il fallait y envoyer des produits supérieurs comme qualité et moins chers que ceux des autres pays. Comment atteindre un pareil objectif qui semble un véritable défi au bon sens : vendre moins cher un produit de qualité supérieure qu'un produit de qualité inférieure.

Les agriculteurs danois trouvèrent tout de suite la solution : ils avaient fait par expérience la découverte des miracles qu'on pouvait obtenir par les Sociétés coopératives de consommation qui leur avaient permis de réaliser par année une économie de 3 330 000 couronnes (la couronne vaut 1 fr. 39) pour 183 000 membres. Ils n'avaient qu'un pas à faire pour tirer des coopératives de production des résultats équivalents et même supérieurs ; ils comprirent que la fabrication en commun pouvait seule leur assurer la qualité supérieure et le bon marché des produits en même temps que la vente en commun leur donnerait la supériorité sur tous les marchés étrangers.

C'est ainsi qu'en un clin d'œil, le Danemark se couvrit d'un vaste réseau de Sociétés coopératives pour la fabrication du beurre et des fromages, et pour leur vente sur les marchés étrangers, si bien qu'aujourd'hui les quatre cinquièmes des agriculteurs danois sont embrigadés dans les sociétés coopératives. On ne compte pas moins de 1200 lai-

teries coopératives groupant 170 000 membres auxquelles il faut ajouter 40 abattoirs coopératifs, en groupant 100 000, 9 coopératives d'exportation d'œufs en comprenant 52 000 ; tous les propriétaires, tous les fermiers tendent de plus en plus à devenir coopérateurs.

Les résultats obtenus par le Danemark, grâce à cette puissante organisation, ont été merveilleux. L'exportation des beurres danois, qui en 1880 ne dépassait pas 26 millions de francs, s'est élevée en 1913 à 265 millions, alors que pendant le même temps la nôtre sur le marché anglais est descendue de 77 à 44 millions. La même opération a été faite pour les œufs dont l'exportation ne cesse de grandir grâce aux soins donnés par les coopératives à leur triage et à leur emballage; elle a passé, nous l'avons déjà dit, de 1 650 000 francs en 1880 à 37 millions en 1913. Celle du lard a monté de 26 millions à plus de 80 millions ; enfin la valeur du troupeau de porcs danois a suivi la même marche ascendante et dépasse aujourd'hui 200 millions.

***

Les conséquences économiques et financières de cette savante et féconde évolution du Danemark ont été à la hauteur de l'immensité de son effort et il faut les relever pour qu'elles nous servent de leçon. La première à noter c'est l'augmentation de la population agricole qui lui a permis d'échapper à la crise décourageante de la désertion des campagnes. Pendant que les nôtres se vidaient, les siennes se remplissaient : le nombre des agriculteurs danois, qui en 1880 ne représentaient que

1 116 000 habitants, s'élevait déjà en 1911, — et il n'a pas cessé de grandir — à 1 647 000.

Ce n'est pas tout : l'augmentation par le Danemark de sa production et de son revenu agricoles dans les proportions extraordinaires que nous venons d'analyser, a eu sa répercussion inévitable sur la valeur de la terre elle-même. Quand un industriel parvient à doubler le chiffre de sa production, la valeur de son usine augmente dans une proportion correspondante ; il en est de même de la terre.

Le Danemark nous fournit sur ce point la plus éclatante des démonstrations : il résulte des statistiques danoises que la valeur moyenne de l'hectare de terre, qui n'était en moyenne que de 1165 francs en 1850 s'élevait en 1914 à 5000 francs. Voilà les résultats du progrès quand on s'y jette les yeux fermés [1].

***

Si l'exemple du Danemark est un peu humiliant pour nous, il est en même temps consolant et

1. A ceux qui voudraient pénétrer plus profondément dans le mécanisme des Associations Agricoles de production et de vente, nous conseillons la lecture de l'étude complète et détaillée qui en a été faite par M. André Colliard. Elle est précédée d'une remarquable préface de M. le Président Deschanel qui en fait ressortir les inappréciables avantages : « Ce sont, dit-il, les petits agriculteurs, les paysans parcellaires, tout cette démocratie rurale si intéressante et en France si nombreuse qui retireront de l'Association formée pour la transformation ou l'écoulement de leurs produits les avantages les plus sérieux. De plus, la poursuite d'un objet collectif, la mise en commun des efforts développera chez tous les membres du groupement un vif sentiment de solidarité. Il y a un véritable intérêt social à favoriser la constitution de ces Associations ». (GUILLAUMIN et Cie.)

rassurant, puisqu'il nous donne une leçon de choses dont nous n'avons qu'à faire notre profit pour arriver aux mêmes résultats.

Nous n'avons pour cela qu'à aller droit devant nous les yeux fixés sur le même objectif et, puisque les Danois ont si bien réussi à leur emprunter leur méthode et à en faire l'application en grand. Elle tient dans cette formule bien simple qui dit tout : *la mobilisation du monde agricole par la mutualité sous toutes ses formes, c'est-à-dire par le triomphe de l'initiative individuelle organisée*. Car, on ne saurait trop le répéter, le gouvernement danois n'a été pour rien ou presque rien dans ce formidable mouvement qui est sorti tout entier des cerveaux et de l'énergie des chefs de l'agriculture danoise : il n'a fait que les suivre, les encourager et les aider en mettant toutes ses forces à leur disposition.

Notre situation est au fond analogue à celle du Danemark en 1880, et même plus angoissante, puisqu'il s'agit pour nous de reconstituer notre fortune terrienne au lendemain des désastres de la guerre, en portant notre production agricole à son plus haut rendement. Nous ne pouvons mieux faire que de lui emprunter l'idée directrice qui lui a donné de si magnifiques résultats, en multipliant sur toute la surface du territoire les Sociétés coopératives de production et celles de vente pour le marché intérieur et les marchés étrangers.

Or, nous sommes sur ce point si important tout à fait en retard : pour les coopératives de production, de transformation et de vente par exemple, nous ne dépassons guère le chiffre de 3000 dont 600 laiteries pour la fabrication du beurre, en face

de 1200 dans le petit Danemark. Sans doute quelques-unes de nos Coopératives, comme celles du Poitou et des Charentes, qui en groupent 40 petites, sont d'une puissance qui rayonne sur plusieurs départements; mais on n'en compte que quelques-unes de ce genre et elles font tout à fait défaut dans un très grand nombre de régions.

Il faut ajouter 1800 fruitières ou fromageries coopératives, 50 caves coopératives; le surplus d'environ 500 sociétés comprend des distilleries, sucreries, féculeries, meuneries, des coopératives d'électricité, de battage, et c'est tout.

On rougit de penser que la grande France agricole en est réduite à un si mince outillage collectif pour une terre si fertile et une population agricole si nombreuse, si intelligente.

***

Voilà donc un progrès essentiel à accomplir et il est la condition première de tous les autres. Il faut que le règne de l'Association, de la Mutualité surtout, commence dans un pays foncièrement individualiste et que la France se couvre d'un réseau de Coopératives et de Sociétés qui, partant d'en bas, se ramifient jusqu'au sommet.

L'opération ne se fera pas toute seule et il faudra en quelque sorte prendre nos agriculteurs par la main pour les convertir à l'idée nouvelle, en leur faisant comprendre ce que leur commande leur intérêt personnel; mais pour être écoutés d'eux, il faut avoir leur confiance et vivre au milieu d'eux. Aussi ne voyons-nous, pour accomplir cet aposto-

lat et opérer au fond de nos campagnes des conversions en masse, que nos Sociétés d'agriculture locales et nos Comices qui sont répandus partout; on n'en compte pas moins de 1600 et chaque arrondissement en possède. C'est entre leurs mains que repose la grande transformation qu'il s'agit d'opérer et pour laquelle ils pourront marcher de concert avec les Comités d'action agricole, là où ils existent.

Mais pour que ces sociétés soient à la hauteur de cette lourde tâche, et pour qu'elles puissent faire avec suite et méthode l'effort énorme qui est la première condition du succès, il faut qu'elles commencent par se réformer elles-mêmes. Jusqu'à ce jour elles ont trop vécu dans l'isolement, sans programme bien défini, et elles ne forment souvent qu'un centre de réunion et de conversation; les agriculteurs qui en font partie n'ont que de rares occasions de se rencontrer et elles ne manifestent guère leur activité que par des cérémonies publiques et des distributions de récompenses. Elles n'ont ni permanence, ni moyens d'action suivis à mettre au service de l'agriculture. C'est là une grande faiblesse et une des causes indirectes de l'acuité de la crise agricole.

Le moment est venu pour elles de passer de la délibération à l'action. Ce qui a fait jusqu'à présent l'objet de leur activité doit passer au second plan et il faut désormais qu'elles se mettent à la tête du progrès sous toutes ses formes en restant en rapport constant avec les agriculteurs de leur circonscription et en présidant à leur organisation pratique par la création de Syndicats et de Sociétés mutuelles ou coopératives de toute nature. Leur mission

n'a jamais été plus haute puisqu'elle consiste à achever la victoire de la France par la victoire de la Terre.

***

Mais pour que ces Sociétés puissent agir efficacement, il ne faut pas qu'elles restent comme aujourd'hui séparées les unes des autres ; si on les laisse abandonnées à elles-mêmes, il est à craindre qu'elles ne restent inactives faute de direction et qu'elles se croisent les bras en attendant le mot d'ordre.

Qui donnera ce mot d'ordre? Ici encore nous pensons que ce ne peut pas être le gouvernement. Nos Sociétés d'agriculture sont trop indépendantes pour subir une direction qui ressemblerait à un ordre et à une subordination; mais elles obéiront sans hésiter à leurs pairs, c'est-à-dire à une organisation centrale ayant une autorité indiscutable pour parler et ordonner au nom de l'agriculture.

Il y a longtemps que cette nécessité est apparue et c'est pour y répondre que les défenseurs éclairés de l'agriculture n'ont pas cessé de réclamer la création de chambres d'agriculture élues par les agriculteurs et composées de l'élite de chaque région ; leur mission sera d'abord de diriger par leurs conseils la pratique agricole de chacune de ces régions, de pousser à tous les progrès, et ensuite d'agir sur le Gouvernement et les Pouvoirs Publics pour obtenir d'eux tous les concours dont nos agriculteurs ont besoin pour réaliser ce qu'on attend d'eux.

L'Industrie et le Commerce jouissent depuis longtemps de cette situation privilégiée; ils possèdent au-dessus de leurs organisations locales des Chambres de Commerce élues et officielles dont l'importance ne cesse pas de grandir. Celles-ci vont recevoir une nouvelle extension et de nouvelles attributions par leur transformation en Sociétés régionales et on peut prévoir qu'elles seront les instruments les plus actifs de notre reconstitution industrielle et commerciale au lendemain de la guerre.

Or, l'agriculture a, plus encore que l'industrie et le Commerce, besoin d'un centre de direction capable de rallier la masse des agriculteurs de la région, non seulement parce que les agriculteurs sont plus nombreux que les industriels et les commerçants, mais aussi parce qu'ils sont plus dispersés, qu'ils ont plus besoin d'être secourus et enfin parce que les problèmes qui les touchent sont plus variés.

Il n'est pas douteux que, si l'institution des Chambres d'agriculture réclamée depuis si longtemps et qui a fait l'objet de tant de projets de loi avait été réalisée plus tôt, la crise agricole si pénible que nous venons de traverser aurait pu être, sinon conjurée, tout au moins singulièrement atténuée.

La loi qui vient d'être votée par le Sénat et qui institue des Chambres d'agriculture régionales ne tardera pas, espérons-le, à devenir définitive et elle va au-devant de tous les vœux du monde agricole; par elle, l'agriculture entrera à pleines voiles dans l'organisation régionaliste qui est destinée à élargir en les simplifiant nos vieux cadres tombant de

vétusté et à donner à notre esprit de réforme un terrain d'action assez vaste pour s'y mouvoir librement et briser toutes les résistances administratives.

Le jour où les nouvelles Chambres pourront fonctionner, l'horizon agricole s'éclaircira rapidement; leur rôle et leur mission se dessineront de suite et il est facile de tracer leur programme en allant du simple au composé.

Leur premier devoir, le plus urgent, sera de dresser le plan d'organisation ou plutôt de réorganisation de chaque région en examinant les unes après les autres les principales branches de culture qui sont la base de sa prospérité et en recherchant les moyens les plus rapides, les plus efficaces, de les porter à leur maximum de production.

Cette question des voies et moyens sera certainement la plus difficile, la plus complexe, et c'est ici que commencera le rôle actif des Chambres nouvelles.

Placées entre les agriculteurs et le Gouvernement, elles devront opérer des deux côtés; du côté des agriculteurs elles auront un énergique effort à faire pour les amener à comprendre qu'ils ne peuvent rien isolés et qu'ils sont condamnés par leur isolement à lutter dans les conditions les plus désavantageuses. Il est nécessaire aujourd'hui que chaque agriculteur comprenne bien qu'il a tout intérêt à s'embrigader dans la Société locale la plus voisine de lui.

C'est ainsi que les Chambres d'agriculture devenues le grand moteur du progrès agricole seront amenées à prendre en main la haute direction de nos Sociétés d'agriculture locales; elles les pous-

seront à provoquer partout la création de Syndicats et de Sociétés coopératives de toute nature en même temps que celle de Sociétés d'assurances et de crédit. C'est également aux Chambres d'agriculture qu'il appartiendra de prendre en main et de faire aboutir cette colossale opération du remembrement général dont les conséquences sur le développement de notre richesse agricole sont incalculables. Nous en dirons autant du machinisme agricole et de l'utilisation des forces hydrauliques qui nous préparent une véritable révolution en agriculture comme en industrie.

A côté des œuvres locales, les Chambres d'agriculture auront le droit d'en créer d'autres pour leur propre compte, de plus haute importance, qu'elles pourront entreprendre à leurs risques et périls. Un article de la loi nouvelle les autorise « à créer ou à subventionner tous les établissements, institutions ou services d'utilité agricole intéressant leur circonscription ».

L'énumération de ces œuvres serait trop longue puisqu'elles varieront forcément d'une région à l'autre. Indiquons seulement, à titre d'exemples, les Associations de toute nature, les Expositions, les Magasins généraux, les œuvres d'enseignement, les travaux publics d'un haut intérêt pour l'agriculture, desséchements de marais, irrigations, etc.

Une des plus importantes sera la propagande pour le retour à la Terre et le recrutement du personnel agricole dans toutes les classes de la population par la création d'un Office régional de placement comprenant des succursales dans chaque département. Ici encore, l'initiative individuelle et

la décentralisation sont les premières conditions du succès. Si l'État avait la prétention de conduire et de diriger tout seul un si vaste mouvement, il n'obtiendrait que des résultats absolument insuffisants et il retarderait le ralliement à l'agriculture au lieu de l'activer.

Sans doute son concours est indispensable et le Ministère de l'Agriculture doit avoir son organisation spéciale de placement, ne fût-ce que pour le recrutement de la main-d'œuvre coloniale et étrangère, mais à l'intérieur, il doit marcher la main dans la main avec les Associations libres, sans avoir la prétention de les absorber.

Notre observation s'applique à plus forte raison au Ministère du Travail qui cherche à accaparer le placement agricole; il n'y aurait pas de plus sûr moyen d'en tarir les sources et d'accentuer la désertion des campagnes.

Il faudra enfin que les Chambres d'agriculture fassent tous leurs efforts pour attirer ou retenir à la terre les hésitants et les déserteurs; elles devront pour cela mettre leur amour-propre à augmenter sans cesse le confort et l'agrément de la vie au village afin d'en rendre le séjour de plus en plus agréable.

***

Nous avons suffisamment marqué la place et le rôle si important des Chambres d'agriculture dans l'œuvre de notre reconstitution agricole, pour être en droit de conclure qu'elles vont devenir la cheville ouvrière de tous les progrès, de toutes les réformes pratiques et qu'elles formeront comme

les différents corps d'armée qui doivent conduire nos agriculteurs à la bataille et à la victoire.

Mais au-dessus des corps d'armée il faut toujours un état-major général qui les relie entre eux, qui règle la marche des opérations et qui réunisse les moyens de vaincre. Il en est de même pour la bataille agricole : c'est qu'en effet, au-dessus des nombreuses questions qui intéressent surtout la région, il existe une foule de problèmes considérables et très complexes qui dominent toutes les régions et dont la solution intéresse toute la France. Il est nécessaire qu'ils soient étudiés de plus haut par des organismes de caractère général et national. Pour la discussion de ces grands intérêts il est naturel que l'agriculture toute entière soit représentée auprès du gouvernement et du parlement et qu'elle puisse agir sur eux.

En Allemagne, c'est la grande Centrale Agricole qui joue ce rôle d'avocat général de l'Agriculture; en France nous avons la bonne fortune d'être supérieurement outillés à ce point de vue; au lieu d'une Centrale nous en avons trois.

Ce sont d'abord nos deux grandes Sociétés libres qui rayonnent sur toute la surface du pays : celle des *Agriculteurs de France* qui constitue à elle seule une véritable administration à la tête de laquelle se trouve placé le vénéré M. Pluchet, le roi des agronomes par la science pratique et l'expérience consommée, et sa grande sœur la *Société Nationale d'encouragement à l'Agriculture,* dirigée avec tant de dévouement et d'autorité par M. le Président Loubet, enfin, au-dessus d'elles, l'*Académie Nationale d'Agriculture*, la plus ancienne Société officielle de France qui contient tous les grands chefs de

l'Agriculture. Son autorité est reconnue partout, et sous l'énergique et méthodique impulsion de son secrétaire perpétuel, M. Henri Sagnier, un des plus anciens, des plus fermes et des plus habiles défenseurs de l'Agriculture, elle n'a pas cessé de dresser depuis le début de la guerre les grandes lignes du programme agricole de l'avenir.

Ces puissantes Associations doivent devenir de plus en plus actives; mais leurs efforts produiront d'autant plus d'effet qu'ils seront plus étroitement conjugués avec ceux des Chambres d'agriculture et des principales Sociétés d'agriculture auxquelles elles devront offrir leurs conseils, leur appui et même leur concours matériel. Ainsi se constituera définitivement l'immense hiérarchie des Associations agricoles qui n'a jamais existé que sur le papier et dont il est temps de faire une réalité, si on veut donner à nos agriculteurs une organisation complète et forte en leur mettant en main tous les moyens de porter l'agriculture française à son plus haut degré de puissance et de rayonnement.

***

Un dernier mot sur le rôle et l'action de nos grandes Sociétés d'agriculture dans un domaine spécial qui leur est réservé et où elles peuvent exercer une action considérable. Nous ne saurions trop le redire : le problème agricole n'est pas d'ordre simplement économique, il a un côté moral qu'il ne faut jamais perdre de vue quand on cherche sa solution et on ne parviendra à créer dans toutes les couches de la population le grand courant du

retour à la terre qu'en se livrant à une propagande d'idées incessante et de nature à impressionner la masse de la population.

L'action quotidienne sur l'opinion publique apparaît ainsi comme un article capital du programme de demain ; sans doute elle s'exerce déjà d'elle-même comme nous l'avons dit, en faveur de l'agriculture, par un choc en retour de la guerre elle-même qui a fait tant de conversions à la terre; mais il faut saisir sur le vif ce bon mouvement, l'entretenir et l'accélérer dans la crainte qu'il ne s'éteigne.

Ici les agriculteurs ne peuvent presque rien et la tâche échoit aux véritables Directeurs de l'esprit public et de la conscience nationale, à la Littérature, à la Presse, aux orateurs, aux conférenciers. Il ne s'agit de rien moins que d'une véritable croisade à mener d'un bout de la France à l'autre, une croisade qui peut produire de merveilleux résultats si elle est conduite par des hommes ayant au cœur la foi qui soulève les montagnes. La voie a été ouverte par des précurseurs comme M. René Bazin et l'immense écho qu'a eu sa voie éloquente prouve suffisamment combien mûrissait déjà l'amour de la Terre. Il a aujourd'hui des émules nombreux qui font jaillir en gerbes d'or ces grandes vérités naguère reléguées au second plan, la reconstitution de l'esprit de famille, la simplicité de la vie, le bonheur dans la médiocrité, enfin les avantages de la profession agricole qui concentre toutes ces vertus et leur crée leur milieu naturel.

Après la littérature, la presse, la grande presse surtout, aura, elle aussi, à faire son évolution pour substituer l'étude des questions d'intérêt national

qui s'imposent à notre patriotisme, aux frivolités de l'événement du jour et des nouvelles à sensation.

Les amis de l'agriculture feront bien aussi, pour piquer la curiosité du public et activer le courant de l'opinion, de recourir à cette forme nouvelle si attrayante et si puissante dans sa concision, dont M. Forest a fait dans le *Matin* une véritable tribune, le Tract, qui porte jusque dans les couches les plus profondes de la population les idées les plus neuves et les enseignements les plus profonds.

C'est encore à nos Sociétés d'agriculture ou plutôt à leurs chefs qu'il appartiendra de prendre l'initiative de ce grand mouvement et de le diriger.

***

Nous n'avons encore rien dit de la participation du gouvernement à la grande transformation qui se prépare, mais on devine aisément que si nous parlons de lui en dernier lieu ce n'est nullement pour le réduire à un rôle secondaire et humiliant; c'est au contraire parce que nous considérons qu'il est le couronnement nécessaire de l'immense effort qui doit d'abord sortir des entrailles du pays et sans lequel le gouvernement lui-même serait condamné à l'impuissance.

Sa mission n'en est que plus haute et ses devoirs plus pressants. C'est à lui qu'il appartiendra de seconder, de favoriser par tous les moyens dont il dispose l'élan général qui doit répandre dans nos campagnes la soif du progrès et la fièvre de l'action. Il devra se mettre à la disposition des

organisations agricoles pour leur procurer tout ce qui leur manque; il aura avant tout à leur assurer sur les marchés étrangers toutes les matières premières, tous les approvisionnements dont elles auront besoin pour faciliter le passage de l'état de guerre à l'état de paix et pour porter la production agricole à son maximum d'intensification. A l'intérieur, il mettra tout son personnel à la disposition des agriculteurs pour les conseiller et les guider. Enfin, et surtout, il activera les grands progrès qu'il est si urgent d'opérer dans le domaine scientifique et dans notre enseignement agricole professionnel et technique pour transformer la mentalité de notre jeunesse et poser les assises de l'avenir. C'est sur ce terrain de l'éducation générale qui lui appartient qu'il rendra le plus de services et il est tellement vaste qu'il suffirait à absorber la meilleure partie de son activité.

Il sera du reste pleinement associé aux travaux et aux résolutions des Sociétés et des Chambres d'agriculture puisqu'il a le droit de prendre part par ses délégués à leurs délibérations et de leur soumettre sur toutes les questions ses observations et ses objections. Il se fera ainsi entre elles et lui un échange incessant d'idées qui doublera son autorité et lui permettra de se mettre à son tour à la tête du mouvement pour le compléter et le faire aboutir.

Il a, à côté de lui, le Conseil supérieur de l'Agriculture, composé de sommités du monde agricole, sur lequel il pourra s'appuyer pour les résolutions les plus importantes qu'il aura à prendre. Il est vrai qu'il ne peut guère le consulter

que sur des questions de principe; il est beaucoup trop nombreux pour tenir des sessions régulières et ce n'est pas en quelques séances solennelles qu'il peut avoir la prétention de rédiger les cahiers de l'agriculture.

Il faudra enfin, pour agir vite et bien, que le Ministère de l'Agriculture se décide à décentraliser ses services ; il ne peut pas continuer à tout faire passer par la rue de Varennes et il est urgent de décharger le personnel du Ministère de la formidable paperasserie qui absorbe et décourage ses éléments les plus intelligents et les plus actifs. C'est sur place qu'il faut désormais trancher définitivement une foule de questions quand elles ont été bien étudiées; tout au plus pourrait-on introduire pour des cas exceptionnels le droit d'appel du ministre. Il faudra donc renforcer tous les services départementaux et leur constituer une sorte d'autonomie qui leur donne le sentiment de leurs devoirs et de leur responsabilité. Sur ce point essentiel, le Ministre actuel de l'Agriculture, M. Boret, a été au-devant des vœux les plus hardis du monde agricole dans le vaste programme de réforme agricole qu'il a élaboré et soumis à l'examen des grandes Sociétés d'agriculture.

C'est ainsi que se fera la soudure entre les groupements agricoles de tout ordre et le gouvernement; celui-ci pourra alors prendre la tête de l'armée agricole sans l'étouffer et l'annihiler par son omnipotence. Il est permis d'espérer que le jour où tous les organismes libres qui composeront la représentation de l'agriculture pourront, dans ces conditions, entrer en action sous son égide,

nous serons bien près du but qu'il s'agit d'atteindre; car nous opérerons sur un plan de restauration bien mûri et les moyens de le réaliser seront assurés par l'entente confiante de tous les représentants de l'agriculture et des pouvoirs publics.

CHAPITRE XV

LA NATALITÉ

Son relèvement indispensable. || Condition première de notre sécurité nationale et de notre reconstitution économique. || Rempart indispensable contre l'Allemagne. || La natalité en Allemagne et en France. || Différence de mentalité des deux pays. || L'Allemand met son orgueil dans le nombre des enfants par intérêt et par patriotisme. || Nous aimons trop nos enfants, nous voulons qu'ils soient riches et nous en limitons le nombre. || Système des dots. || Primes en argent a la natalité utiles mais pas suffisantes. || La natalité a la campagne bien supérieure a celle de la ville, mais pas assez élevée. || Moyen de la relever. || Pour les ouvriers agricoles réforme du logement indispensable. || Pour les chefs d'exploitation insuffisance de la loi sur le bien de famille. || La réforme de notre loi successorale s'impose. || La liberté de tester.

Nous avons terminé l'analyse du programme d'action économique de demain, c'est-à-dire de l'ensemble des moyens les plus capables de relever la France et de lui assurer l'avenir dont elle est digne; mais, il faut le dire bien haut, nous ne ferons rien de définitif et nous ne pourrons recueillir le fruit de nos efforts que le jour où nous aurons donné à toutes les réformes que nous avons envisagées leur couronnement indispensable, qui est devenu pour nous une question de vie ou de mort, le relèvement de notre natalité.

Il faut en finir avec cette plaie hideuse de la dépopulation que la France porte au flanc depuis plus d'un demi-siècle, et qui l'aurait tuée pour jamais si le réveil du vieux sang gaulois ne nous avait pas encore une fois sauvé du désastre.

Mais c'est un jeu terrible que nous ne pouvons pas continuer et nous n'avons plus de ce côté une seule faute à commettre si nous ne voulons pas être rayés de la carte du monde. Partout le fleuve humain monte et submerge ses rives pendant que la France reste stationnaire. Qui pourrait croire que la voracité du vautour qui la guettera demain plus que jamais lui permettra de jouir en paix du plus magnifique jardin du monde si elle est incapable de le cultiver et de le défendre. Allons-nous rester en face du minotaure avec un excédent de naissances sur les décès qui en 1913 ne dépassait pas 41 000 quand il atteignait en Allemagne 839 000, ce qui a fait dire si éloquemment à M. Charles Benoist : « Ce pays qui n'a pas eu peur de la mort a eu peur de la vie ».

C'est la cinquième fois depuis 125 ans que la France est envahie par l'Allemagne; prenons-y garde et ne comptons pas trop sur la Société des Nations pour nous couvrir en cas de danger.

Disons-nous bien que l'Allemagne ne nous pardonnera jamais la cruelle humiliation que nous venons de lui infliger et qu'au fond de l'âme allemande, l'idée de revanche sera éternelle. Tâchons donc de lui enlever la tentation de se jeter sur nous comme sur une proie facile.

Mais pour la désarmer et lui arracher la pensée de la revanche, il est indispensable qu'elle se rende bien compte que nous sommes aussi résolus et

même plus résolus qu'elle à guérir la maladie qui nous ronge et à avoir désormais le plus d'enfants possible. Il faut pour cela que nous regardions le problème bien en face et que nous employions tous les moyens de nature à réveiller l'instinct prolifique dans toutes les classes de la population.

Jetons un rapide coup d'œil sur les principaux. On met beaucoup en avant aujourd'hui les récompenses en argent, les primes à la natalité, et on propose d'ouvrir à notre budget un crédit de subventions abondantes et très larges. Sans doute il est juste et excellent de venir en aide sous toutes les formes à ceux dont les ressources sont insuffisantes pour élever une nombreuse famille; il ne faut pas que les égoïstes aient, pour s'abstenir de faire leur devoir, la raison ou le prétexte qu'ils sont matériellement dans l'impossibilité de le remplir; mais ce serait une grande illusion de croire qu'on arrivera par ce seul moyen à des résultats suffisants.

Disons d'abord que les primes à la natalité ne peuvent guère produire d'effet utile que dans les classes pauvres et il faut leur rendre cette justice qu'elles sont en général plus prolifiques que les classes aisées; sans doute avec les primes elles le seront davantage encore et cette seule raison suffit à les justifier. Mais il reste à côté des petits ménages sans ressources une quantité innombrable de chefs de famille qui ne réclameront pas d'assistance et qui sont de ceux qui se restreignent le plus; cette catégorie d'abstinents va du petit rentier au fonctionnaire, et du petit bourgeois aux riches bourgeois.

Ces classes si nombreuses pourraient certaine-

ment élever beaucoup d'enfants, si elles le voulaient, et il faut aller au fond de leur conscience pour découvrir les raisons secrètes qui les décident à en réduire le nombre. En Allemagne on n'a pas besoin de primes pour décider toutes les classes de la société à faire leur devoir et quand on en recherche les causes on découvre tout de suite les raisons déterminantes qui entraînent les deux pays dans des voies si opposées. Il suffit d'un peu d'observation pour apercevoir que la différence entre eux tient surtout à la différence de leur mentalité.

L'Allemand met son amour-propre à avoir beaucoup d'enfants ; l'enfant est pour lui un trophée, il en est fier comme d'un succès personnel. Sans doute il calcule d'avance, avec son esprit pratique, ce que l'enfant pourra rapporter à la famille quand il sera arrivé à l'âge d'homme ; mais il calcule aussi, avec son orgueil national, ce qu'il rapportera à la patrie allemande par l'accroissement de sa puissance économique et militaire. L'augmentation croissante de la population est pour l'Allemand un de ses plus grands sujets de fierté et il saisit toutes les occasions de l'afficher.

Il est facile d'en donner la preuve par un simple constat. On pouvait voir à l'exposition d'hygiène de Stuttgard, en 1914, un immense tableau établissant qu'il naissait en Allemagne un enfant toutes les 16 secondes, soit en une heure 225 enfants dont 116 garçons et 109 filles ; qu'en outre, il venait au monde, chaque heure, 6 enfants mort-nés et deux jumeaux. La mort marche beaucoup moins vite ; il n'y a de décès que toutes les 28 secondes.

En résumé, sur 225 naissances en une heure on

ne compte en moyenne que 125 décès, d'où cette conclusion triomphante proclamée à la face du pays que la population de l'Allemagne s'accroît en moyenne de 100 unités par heure.

On reste confondu devant ce chef-d'œuvre statistique qui montre si bien ce qu'est le cerveau de l'Allemand, une boîte à mathématiques; mais ce qu'il faut retenir de cet affichage orgueilleux, c'est la conclusion qu'il comporte et la leçon qui s'en dégage pour nous.

Il est temps que nous mettions, nous aussi, notre amour-propre comme l'Allemagne à avoir beaucoup d'enfants et que nous agissions en conséquence. Rien ne peut remplacer ce sentiment-là et il suppose de notre côté un changement d'esprit complet.

Le nôtre laisse malheureusement beaucoup à désirer, surtout dans la petite et dans la haute bourgeoisie. Il suffit pour s'en convaincre de scruter les raisons secrètes qui font du père de famille français un être si différent du père de famille allemand.

Il y a d'abord les égoïstes qui ne veulent pas avoir d'enfants ou qui en limitent le nombre pour ne pas s'imposer la moindre privation et jouir pleinement de la vie; mais ceux-là sont plus rares qu'on ne croit. Ce qui abonde au contraire, ce sont les excellents pères de famille adorant leurs enfants, et qui n'ont qu'une pensée, celle de leur épargner les difficultés de la vie en leur assurant à tout prix non seulement le bien-être mais la fortune; moins ils en ont, plus ils croient faire leur bonheur.

Il faut dire la vérité, nous aimons trop nos

enfants dans le mauvais sens du mot et nous faisons trop souvent leur malheur en croyant les rendre heureux. Nous voulons qu'ils soient encore plus riches que nous et nous ne sommes tranquilles que lorsque nous pouvons nous dire : j'ai bien rempli ma vie, mon fils ne manquera jamais de rien, il pourra même se dispenser de travailler.

C'est de cette mentalité déprimante qu'est sorti le funeste système des dots pour les garçons aussi bien que pour les filles qui est une des nombreuses causes du recul de la natalité au sein de la bourgeoisie. Dans l'intérieur des familles, la dot est devenue l'éternel cauchemar du chef de famille; on hésite à avoir un enfant de plus dans la crainte de diminuer celle des enfants existants, le père et la mère en rougiraient comme d'un vol. Qu'on s'étonne après cela que les familles d'un ou de deux enfants tendent à devenir la règle.

Nous devrions bien profiter de la présence des Anglais et des Américains sur notre sol pour les imiter et reformer nos mœurs sur ce point. En Angleterre, aux Etats-Unis, l'abus de la dot est inconnu et elle n'est qu'une rare exception. On y a remplacé la dot par l'Association des efforts en famille; l'Américain le plus riche habitue de bonne heure son fils à l'idée qu'il doit gagner sa vie en faisant choix d'une carrière utile. Il ouvre largement sa caisse pour lui fournir le capital dont il peut avoir besoin; mais il ne lui vient jamais à l'idée de le doter pour lui permettre de vivre de ses rentes. La famille américaine est au premier chef une vaste société et plus elle compte d'associés, c'est-à-dire d'enfants, plus elle est fière et relève la tête. Au lendemain de la guerre, il faudra bien

que nous en venions là nous aussi, parce qu'il sera nécessaire que tout le monde travaille et nous y serons conduits par la force des choses. C'est ainsi que, par une voie détournée, le règne des familles nombreuses s'imposera à la bourgeoisie comme au reste de la nation.

*
* *

Ce que nous venons de dire de la mentalité d'un grand nombre de chefs de familles s'applique surtout aux habitants des villes, aux classes bourgeoises. Tournons maintenant nos regards du côté de la campagne et de l'agriculture; ici nous nous trouvons dans un autre milieu, un milieu infiniment plus favorable au développement d'une natalité intense.

La raison principale en est simple : pour avoir beaucoup d'enfants, il faut avant tout les aimer, et pour les aimer, il faut aimer la famille et mettre tout son bonheur dans les jouissances qu'elle procure. Or, c'est à la campagne qu'est le centre rayonnant de l'esprit de famille parce que c'est là que la famille se concentre le plus sur elle-même et que le père est véritablement un chef.

A la raison de sentiment s'en ajoute une autre, une raison d'intérêt d'une puissance irrésistible. A la campagne, les enfants, bien loin d'être une charge, sont un capital productif; à l'âge le plus tendre ils commencent à rendre des services qui ne coûtent rien et ils ont prouvé pendant la guerre de quoi ils étaient capables.

Nos statistiques sont sur ce point tout à fait démonstratives. Celle de 1906 à 1911 établit que

pendant cette période l'excédent des naissances sur les décès a été dans les communes rurales de 150 000 quand, au contraire dans les communes urbaines ce sont les décès qui ont été en excédent de 48 000 sur les naissances.

Mais ces excédents de naissances dans nos campagnes n'en sont pas moins insuffisants et hors de proportion avec les immenses besoins actuels de notre agriculture. Ils l'étaient déjà avant la guerre et ils ne parvenaient pas à compenser l'émigration croissante des populations rurales vers les villes; car, les mêmes statistiques nous apprennent que les campagnes ont perdu depuis 1851 près de 4 millions d'habitants. Elles font ressortir que cette diminution a surtout porté sur les régions industrielles de l'Est, qui soutiraient incessamment toute la main-d'œuvre des campagnes pour les besoins de l'industrie. Les autres, au contraire, les régions exclusivement agricoles comme celles de l'Ouest, n'ont pas cessé de se repeupler et là, les progrès de l'agriculture ont été continus parce qu'ils étaient favorisés par une main-d'œuvre abondante. En Bretagne les landes ont été défrichées, la chaux et les phosphates ont été prodigués aux terres et le bétail a fait les mêmes progrès que la terre. Aussi la valeur de celle-ci n'a fait que s'accroître; son revenu qui n'était que de 29 francs à l'hectare en 1851 s'est élevé à 49 francs en 1879 et à 51 francs en 1908 pendant que dans les régions industrielles de l'Est il tombait de 42 francs en 1879 à 29 francs en 1908.

Il ressort avec la clarté de l'évidence de cette leçon de choses que la question de la main-d'œuvre domine tout le problème agricole et que l'agriculture ne peut reprendre son essor qu'en

augmentant de plus en plus le nombre de ses enfants.

Or, il semble bien que la natalité dans les milieux ruraux, quoique très supérieure à celle des villes, a, depuis un certain temps, une tendance prononcée à reculer au lieu de progresser; le fait n'est que trop certain et il faut en rechercher les causes profondes. Il en est une que nous avons déjà signalée et sur laquelle on ne saurait trop insister, c'est la pauvre installation d'un trop grand nombre d'ouvriers agricoles dont le logement est tellement misérable que la vie de famille y est impossible pour eux; ils ne peuvent être ni maris ni pères dans les taudis où on les relègue et la première réforme qui s'impose est celle de leur habitation. Il ne suffit pas de les loger, il faut aujourd'hui aménager pour eux des maisons agréables qui puissent rivaliser avec celles des ouvriers des villes. Il y a là un grand devoir social à remplir et un moyen infaillible pour relever la natalité dans les couches profondes de la population agricole.

Mais la maladie ne s'arrête pas là; elle fait également des ravages, pour d'autres causes, dans le monde des chefs d'exploitation, qui auraient cependant intérêt à avoir de nombreux enfants. Comment se fait-il qu'ils soient insensibles aux innombrables avantages qu'ils pourraient en retirer?

Sans doute l'égoïsme familial qui s'est infiltré de la ville à la campagne y est pour quelque chose. Dans les milieux agricoles un peu riches, beaucoup de pères de famille ont voulu eux aussi, comme à la ville, avoir des enfants riches et ils en ont réduit le nombre pour grossir leur part; mais il est une autre raison qui a encore plus d'influence sur

leur esprit pour les pousser à la restriction familiale et à laquelle nous ne prêtons pas une suffisante attention.

Elle est dans ce sentiment indestructible qui est au fond de l'âme du rural et qui domine tous les autres, l'attachement passionné, presque superstitieux, à sa terre, à l'œuvre qu'il a créée, qu'il a soignée comme un peintre soigne son tableau et sur laquelle il rêve de mettre le cachet de son nom. La pensée qu'elle pourrait être vendue au lendemain de sa mort, ou même seulement coupée en morceaux, lui déchire le cœur et lui ôte tout courage.

Or il n'ignore pas qu'il y a un article de notre Code qui rend le partage en nature obligatoire quand il y a plusieurs enfants et qui rend même obligatoire le partage en justice quand il y a des mineurs, ce qui menace la réalisation de son rêve, la conservation de ce qu'il a créé. Il prévoit que, les enfants ne pouvant pas s'entendre, la propriété sera vendue et son souvenir enseveli avec elle.

C'est sous l'obsession de ce cauchemar qu'il est amené à se contenter de l'unique héritier qui doit prendre sa place et perpétuer sa mémoire. Il accepte encore d'avoir un second enfant avec la pensée que les deux frères pourront s'entendre pour ne rien changer au domaine qu'il a passé sa vie à créer; mais, pour rien au monde il ne voudrait d'une grande famille qui le disloquerait et qui se disperserait.

Cette funeste législation, dont M. Le Play a pu dire qu'elle avait plus affaibli la France que la perte de cent batailles, a toujours été conservée par une

sorte de fétichisme juridique, mais elle peut être aujourd'hui jugée à ses fruits.

Elle n'a pas eu seulement pour résultat de réduire notre natalité agricole, elle a été en même temps une des causes actives de la désertion de la terre; combien d'agriculteurs, pères de famille, préoccupés de ce qui arriverait au lendemain de leur mort, inquiets à la pensée que leurs enfants ne s'entendraient pas pour conserver et continuer l'exploitation du domaine, grand ou petit, sur lequel ils avaient concentré toutes leurs espérances d'avenir, ont pris le parti désespéré de le vendre à tout prix de leur vivant pour se transporter à la ville. Combien ont suivi machinalement cet exemple et provoqué ainsi de proche en proche ce détachement de la terre qui a tant contribué à la crise agricole.

Ces conséquences ont été si souvent dénoncées que les milieux parlementaires ont fini par s'émouvoir et on s'est mis à chercher un remède au mal. On avait cru le trouver dans l'institution du bien de famille insaisissable qui permet au chef de famille non seulement de mettre sa propriété à l'abri du danger de saisie, mais qui lui confère encore le droit, s'il y a des mineurs à son décès, de prolonger l'indivision jusqu'à leur majorité.

C'était aborder le problème par le petit côté au lieu de l'aborder de front et les résultats obtenus ont été insignifiants; l'application de la loi a été réduite à des cas très rares et souvent peu intéressants. Nos braves agriculteurs se considéreraient comme déshonorés s'ils affichaient la pensée, en constituant leur petite fortune en bien insaisissable, de se soustraire au paiement de ce qu'ils doivent.

Et puis, ils ont une autre crainte qui n'est pas sans fondement, c'est que personne ne veuille leur faire crédit. Ces deux raisons réunies expliquent le peu de succès de la réforme et il vaut mieux le confesser franchement que de s'entêter dans un système que l'expérience a jugé.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à revenir aux vrais principes, à la liberté pour le chef de famille de tester et de régler par testament le partage de sa succession comme il l'entend en maintenant l'unité du domaine familial tout en faisant équitablement la part de chaque enfant.

L'exemple des États-Unis et de l'Angleterre est là pour prouver que le système est pratique et ne peut donner que de bons résultats. L'Angleterre a conservé la liberté de tester, limitée seulement dans certains cas par le droit d'aînesse. On en connaît les résultats au point de vue économique : l'aîné reste sur le sol de la mère patrie pour gérer le patrimoine commun et les cadets se répandent dans le monde entier; ce sont eux qui ont fondé ces admirables colonies dont ils ont fait le support de la puissance anglaise dans le monde.

Aux États-Unis les résultats ont été les mêmes; leur magnifique développement économique repose sur le droit du père de famille de disposer de sa fortune comme il l'entend.

La voie est aujourd'hui ouverte et nous pouvons nous y engager hardiment; le moment est venu de réviser notre législation dans le même sens et d'abroger les dispositions de nos codes qui entravent la liberté pour le père de famille de faire le partage de sa fortune comme il l'entend. Disons-nous bien que de tous les moyens d'aviver l'esprit

de famille qui est à la racine de toutes les réformes de l'avenir il n'en est pas de plus actif, de plus puissant que la conservation du nid familial.

C'est ainsi que se reconstitueront avec le temps, dans notre pays, au grand profit de notre agriculture, ces belles familles terriennes qui formaient une véritable noblesse rurale et qui, de père en fils, se transmettaient le domaine auquel elles avaient attaché leur nom. Nous en possédons encore, malgré notre législation, un grand nombre en France dont les noms sont sur toutes les lèvres et qui, au milieu du désarroi agricole général, sont restées comme des ancres au centre de certaines régions. Leur rayonnement s'est fait sentir bien souvent dans un département tout entier et c'est à elles qu'on doit certainement les plus grands progrès agricoles accomplis depuis un demi-siècle.

Au lendemain de la guerre il faut qu'elles fassent école et deviennent un drapeau qui conduira à la victoire de la Terre les indécis et les découragés; quand elles auront ouvert la voie, tout le monde les suivra

CONCLUSION GÉNÉRALE

GRANDEUR DE LA TACHE A ACCOMPLIR. || SITUATION DU PAYS AU LENDEMAIN DE LA GUERRE. || SA RECONSTITUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE. || INSUFFISANCE DE LA CONTRIBUTION ALLEMANDE POUR RELEVER LES RUINES DE LA GUERRE ET COUVRIR NOS PERTES. || ATTITUDE A PRENDRE. || COMPENSATIONS DE L'AVENIR, CONCOURS DE NOS ALLIÉS. || APPEL A L'UNION DE TOUS LES FRANÇAIS, CONDITION PREMIÈRE DE NOTRE RECONSTITUTION. || LE RÈGNE DE LA FRATERNITÉ, DÉSARMEMENT DES PARTIS POLITIQUES. || PLUS DE GUERRE RELIGIEUSE. || LA PAIX SOCIALE ET LE PROBLÈME SOCIAL. || LA GUERRE DE CLASSES ET LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL. || EXEMPLE DES ETATS-UNIS. || NOUVELLES LOIS SOCIALES RÉALISANT L'ASSOCIATION DE PLUS EN PLUS ÉTROITE ENTRE PATRONS ET OUVRIERS. || SOLIDARITÉ DE LEURS INTÉRÊTS. || L'UNION DANS LE MONDE AGRICOLE. || LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE AGRICOLE. || DERNIER TERME DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE, L'HARMONIR DES INTÉRÊTS DANS UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE.

Nous en avons fini et nous demandons pardon à nos lecteurs d'en avoir peut-être trop dit dans la crainte de n'en pas dire assez; mais nous avons voulu jeter en terre ie plus de semence possible, sachant bien que le vent en emporterait toujours une partie. Si elle ne lève pas tout de suite, elle restera en germe pour les récoltes de l'avenir; car l'avenir est sans bornes, si on veut aller jusqu'au bout de l'effort et faire briller demain une France nouvelle, transformée par ses épreuves et rayonnante de santé.

Mais la tâche est immense et, quand on l'envisage froidement, on se sent pris d'effroi; on se demande comment une nation, désemparée au début de la guerre et qui a dû en quelque sorte tout créer sous le feu de l'ennemi pour échapper à l'esclavage qui la menaçait, qui a été l'unique point de mire de l'envahisseur, et qui a donné tout son sang, la meilleure partie de son territoire, tout son argent, pour le salut du monde, pourra demain renaître à la vie et sortir des ruines sous lesquelles elle a été comme ensevelie. Jamais, croyons-nous, à aucune époque, on n'a vu un grand peuple aussi accablé dans son triomphe.

Disons-le tout de suite, ces inquiétudes ne sont pas vaines, et rien ne serait plus dangereux que de nous mettre un bandeau sur les yeux. Nous avons tâché de faire comprendre aux plus optimistes que nous serons, au lendemain de la guerre, aux prises avec d'innombrables et formidables difficultés dont nous ne pourrons sortir qu'en les regardant bien en face.

Elles nous apparaissent aujourd'hui plus que jamais dans leur poignante réalité; les résolutions auxquelles s'est arrêtée la Conférence de la Paix ne sont pour nous qu'une victoire, hélas! bien relative. Certes, nous n'avons jamais pensé qu'elle nous donnerait complète satisfaction; mais, nos prévisions, cependant si modérées, ont été réduites dans de telles proportions que notre dette de guerre restera écrasante, et le relèvement de nos charges budgétaires hors de proportion avec nos forces contributives actuelles.

Dans une situation semblable, que nous reste-t-il à faire? protester, bouder, nous isoler dans notre

mauvaise humeur. A quoi bon? Nous ne pourrions qu'aggraver notre situation au lieu de l'améliorer en risquant d'éveiller les susceptibilités de certains de nos Alliés. N'oublions pas que nous n'en sommes qu'à la première période de la liquidation qui est forcément la plus pénible, la plus difficile, et que le règlement définitif de la dette de l'Allemagne est une opération de longue haleine dont les résultats dépendent beaucoup de la façon dont il sera exécuté; il dépend des Alliés qu'il le soit à notre profit et dans la mesure de nos souffrances.

Ils auront d'ailleurs d'autres moyens encore de venir à notre secours auxquels il faudra songer. Pour traverser sans trop en souffrir la période angoissante dans laquelle nous allons entrer, l'idée a été mise en avant, et elle gagne tous les jours du terrain, d'organiser une sorte de consortium financier des grandes Puissances alliées, qui permettrait aux vainqueurs de gagner la paix comme ils ont gagné la guerre, par la mise en commun de leurs forces financières. En se cautionnant les unes les autres, elles pourraient s'assurer les ressources nécessaires pour permettre aux plus éprouvées de se remettre au travail et de rétablir l'équilibre de leurs budgets sans écraser les populations d'une dette supérieure à leur capacité productive.

Nous pourrions ainsi gagner du temps et c'est beaucoup; mais un ajournement n'est pas une solution, et c'est une solution qu'il nous faut pour assurer notre relèvement définitif. Elle s'impose plus que jamais, si nous voulons rétablir notre fortune, et elle est tout indiquée. Il faut que nous nous mettions au travail sans perdre une minute pour réaliser point par point le programme de reconsti-

tution économique et financière que nous venons de tracer. C'est le seul moyen qui nous reste d'atténuer l'insuffisance de la contribution allemande et de ne pas succomber sous le poids des impôts.

Il faut que nous étonnions le monde par notre sang-froid et notre énergie; mais ce qu'il faut surtout et avant tout pour décupler notre puissance de travail et le résultat de nos efforts, c'est l'union réfléchie et inébranlable de tous les Français dans un nouvel élan de patriotisme. L'union est aujourd'hui pour nous une question de vie ou de mort; si nous commettions la faute, on pourrait dire le crime, de nous entre-déchirer comme de simples Bolchewitschs, ce serait fait de nous, et le prestige de notre héroïsme ne nous sauverait pas de la ruine irrémédiable.

***

Tout nous sera facile, au contraire, si nous comprenons bien que, pour créer une France nouvelle, aussi invincible sur les champs de bataille de la paix que sur ceux de la guerre, il faut que nous soyons fermement résolus à nous remettre dans l'état d'esprit qui, au début de la guerre, nous a sauvés du désastre et qui, en se maintenant jusqu'au bout, a décidé de notre victoire.

A ce moment tous les Français ont vibré à l'unisson, et d'instinct se sont serrés les uns contre les autres pour former un mur infranchissable; la plus légère fissure pouvait en compromettre la solidité, et l'ennemi le savait si bien qu'il a jusqu'à la fin remué ciel et terre pour découvrir le point faible et ouvrir la brèche.

Il en a été pour ses frais : l'âme française est restée à l'état de bloc inébranlable et rien n'a pu l'entamer; l'union sacrée, que l'instinct populaire avait réclamée et proclamée dès le premier jour, s'est maintenue jusqu'à la victoire, et on a pu voir, confondus dans le même enthousiasme et se serrant fraternellement la main, des Français qui, la veille, ne se regardaient plus et s'insultaient pour de misérables querelles. L'histoire dira que jamais la France n'a été plus grande ni plus belle que dans ces quatre années de lutte sans merci, pendant lesquelles elle a trouvé le moyen de remplacer tout ce qui lui manquait par l'héroïsme de ses enfants et leur invincible union.

Mais la bataille n'est pas finie et il nous faut aujourd'hui en livrer une autre qui sera plus longue, si elle n'est pas plus difficile. Notre reconstitution industrielle, agricole, commerciale, financière, va être pendant des années une lutte de tous les instants, où les Français de tous les âges et de toutes les professions seront engagés. La moindre force perdue peut compromettre le succès de cette gigantesque opération, et, par conséquent, tout ce qui serait de nature à nous diviser, à nous épuiser dans des luttes intestines serait un crime contre la patrie. L'union, l'union sacrée, reste donc le mot d'ordre de demain, comme il a été celui d'hier, et le programme de notre reconstruction nationale tient tout entier dans cette simple formule : aidons-nous les uns les autres.

J'ajoute : aimez-vous les uns les autres, et j'ouvre une parenthèse pour insister sur le rôle capital d'une vertu républicaine malheureusement reléguée jusqu'à ce jour au dernier plan : la fraternité, ce

troisième terme de notre belle devise « Liberté, Égalité, Fraternité ». Que d'infidélités nous lui faisons tous les jours? Nous sommes assoiffés de liberté parce que la liberté répond à la fougue de notre caractère et à notre esprit individualiste, et d'égalité parce que l'égalité nous donne des droits et nous permet de relever la tête. Pour la fraternité, c'est autre chose; elle nous impose des devoirs et des sacrifices; elle nous oblige à traiter nos semblables en frères, à leur tendre la main, fussent-ils d'une autre situation, d'une autre opinion que nous. On a bien voulu lui faire sa part dans les œuvres privées dont le développement a été admirable, mais on lui a fermé la porte dans la vie publique et dans la lutte des partis qui nous a fait tant de mal; nous avons usé nos forces à chercher tout ce qui pouvait nous diviser au lieu de chercher ce qui nous rapprochait.

Cette affreuse maladie qui nous a été si nuisible dans le passé serait aujourd'hui un suicide. Ce ne sera pas trop de toutes nos bonnes volontés réunies et soudées ensemble pour remettre à flot nos industries, notre commerce, notre agriculture, pour restaurer nos finances et nous permettre de faire honneur à nos engagements, enfin pour accomplir les innombrables réformes sans lesquelles nous serions condamnés à végéter pauvrement en laissant passer devant nous les grandes nations, qui, pendant que nous nous entre-déchirions, ont pris la tête du progrès dans le monde.

Si les Français ne se décidaient pas à oublier les misérables querelles, les rancunes du passé, pour marcher la main dans la main, les yeux uniquement fixés sur le but à atteindre, c'est que la leçon

de la guerre aurait été perdue pour eux, et qu'ils renonceraient à recueillir le fruit de leur héroïsme; au lieu d'avancer, ils reculeraient.

C'est ce qu'a admirablement compris, avec sa grande expérience du passé et son amour de la France, le grand patriote, le grand citoyen, qui, depuis un demi-siècle, avait été un des plus militants en politique. Son patriotisme ardent a fini par lui ouvrir les yeux et il a compris que, pour que la France et la Patrie ne fassent qu'un, il fallait appeler à elles tous les Français sans distinction de parti et les forcer à s'embrasser en face de l'ennemi. Et quand la guerre a été finie, ce sont encore des paroles de pacification qui sont tombées des lèvres de M. Clemenceau.

Ecoutez-le parler à la Chambre : « Je voudrais qu'au moment où l'aurore des grandes et magnifiques victoires se lève, notre pensée soit une pensée d'union. Et qui nous demande cela? la patrie elle-même. Dans la grande croisade humanitaire où, d'ailleurs, vous ne serez pas seuls, je voudrais que nous promettions d'être frères, et que, modifiant un peu l'ancienne formule, si on nous demande qui nous a inspiré cette pensée, nous répondions : la France le veut, la France le veut.... »

***

Son appel sera entendu : car, le moment est bien choisi pour entrer franchement et hardiment dans cette voie nouvelle. Les causes de divisions les plus profondes, les plus aiguës, qui agitaient le pays et l'affaiblissaient avant la guerre, sont éteintes ou tellement atténuées que rien ne

s'oppose plus au rapprochement de tous les bons citoyens.

La principale de ces causes de division, la forme du Gouvernement, n'a plus aujourd'hui de raison d'être, excepté dans les milieux fanatiques où on aime la guerre pour la guerre. La République n'est plus discutable et elle le sera de moins en moins. L'édifice si péniblement élevé par Thiers, Gambetta et Jules Ferry est aujourd'hui consolidé et assis sur le roc; la République est invincible comme la France. Ceux qui se berceraient de l'espoir d'exploiter contre elle les fautes commises avant et pendant la guerre se trompent étrangement sur l'état de l'opinion. Ils pourront bien faire le procès aux hommes, aux gouvernants, mais ils n'ébranleront pas la République elle-même, d'abord parce que c'est elle qui a pu faire l'union de tous les Français pendant la guerre et surtout parce que la nation sait bien qu'elle n'a nul besoin de renverser le Gouvernement pour rectifier son orientation, il suffit pour cela de son bulletin de vote. Les monarchistes impénitents n'existeront bientôt plus; en tout cas ils seront de plus en plus rares et de moins en moins dangereux.

Voilà déjà l'élément de division le plus important éliminé de la bataille des partis et il ne doit pas troubler l'effort de reconstitution du pays. Du reste, même avant la guerre, la lutte entre républicains et monarchistes n'était déjà plus qu'une façade, un paravent destiné à masquer une autre lutte infiniment plus redoutable, la lutte religieuse.

Elle remonte loin, très loin, et il faut le dire à

l'honneur du parti républicain, ce n'est pas lui qui le premier l'a déchaînée; c'est le clergé lui-même qui, au lendemain de 1870, pendant toute la durée de l'Assemblée Nationale et dans les années qui l'ont suivie, a le premier commis la faute de se lancer à fond dans les batailles électorales en faisant ouvertement campagne pour les candidats monarchistes. C'est à ce moment que le cléricalisme a pris naissance comme parti politique et on comprend que le parti républicain, obligé de se défendre, ait à son tour pris position contre lui.

Mais un jour est venu où la guerre au cléricalisme a dégénéré en guerre religieuse et où l'on a mis en interdit non seulement les prêtres mais même les fidèles qui avaient le courage d'aller à la messe. Tout le monde a dans la mémoire les noms des glorieux généraux de la Victoire tenus pendant si longtemps à l'écart pour leurs convictions religieuses et que la guerre a placés au premier rang.

Il faut avoir le courage de le dire, c'est la bataille religieuse qui, depuis vingt ans, nous a fait perdre le plus de temps et de forces; elle a faussé toute notre politique par les passions qu'elle a déchaînées, et paralysé notre activité nationale. Si nous avions consacré à notre développement industriel, commercial, agricole, scientifique, la moitié de l'énergie que nous avons dépensée contre le péril clérical, nous ne nous serions pas laissé si aisément devancer sur tous les marchés du monde par des concurrents uniquement occupés de battre leurs rivaux.

Le plus clair résultat de cette lutte fratricide a été de couper en deux et d'affaiblir le parti répu-

blicain lui-même en jetant les uns contre les autres des hommes faits pour s'entendre. Le classement ne s'est plus fait entre républicains et anti-républicains; il s'est fait entre cléricaux et anti-cléricaux et les meilleurs républicains ont été excommuniés quand ils n'ont pas voulu faire de l'anti-cléricalisme systématique.

La séparation des Églises et de l'État, qui aurait dû au moins donner le signal du désarmement du côté laïque, puisqu'elle enlevait au clergé ses avantages temporels et ses dernières prérogatives, n'a pas mis fin aux méfiances invincibles des partisans de la laïcité à outrance et la lutte a continué sourde et implacable contre tous ceux qui allaient à la messe. A côté des républicains libéraux qui respectent toutes les consciences, qui admettent le droit de croire et de ne pas croire, il en est d'autres qui, partant de cette idée que les prêtres ne peuvent être que des agents de réaction qu'il faut combattre par tous les moyens possibles ne rêvent que de mesures de suspicion ou de compression.

***

Mais aujourd'hui les temps sont bien changés et tout le monde sent la nécessité d'une amnistie générale sur le terrain religieux; il faut que les chefs de parti aient le courage de la proclamer et se prononcent hautement pour le désarmement. Il s'impose du reste au parti républicain de gouvernement, s'il veut conserver son influence et son autorité sur les masses. Les anti-cléricaux impénitents peuvent se boucher les yeux et les oreilles;

ils n'empêcheront pas qu'après la tempête effroyable qui a remué dans leur profondeur toutes les âmes françaises, qui a mis pendant des années nos soldats du front en face des plus hauts problèmes de la vie, celui de la Religion, qui n'est pas autre chose que l'élévation de l'homme au-dessus de lui-même, ne se soit dressé devant la plupart d'entre eux et j'entends le mot religion dans son sens le plus large, celui de la croyance à l'immortalité de l'âme et à l'existence d'une cause première, base de toutes les religions.

Ceux qui ont lu attentivement les lettres intimes de nos poilus ont pu suivre aisément sur ce point l'évolution de leur psychologie et ce qu'il y a de plus démonstratif, c'est qu'elles sont bien souvent écrites par des illettrés qui sont presque étonnés de s'être découvert une âme. Il est donc facile de prévoir qu'au courant de scepticisme intellectuel qui semblait gagner du terrain dans les années qui ont précédé la guerre succédera très probablement une vague de spiritualisme qui ramènera à la religion naturelle et aux religions révélées; il ne faudra pas songer à la faire reculer sous peine de déchaîner des luttes violentes qui achèveraient de nous épuiser.

Surtout, qu'on ne vienne plus nous dire : « Prenez garde, voilà le cléricalisme qui relève la tête, les églises ne désemplissent pas, les prêtres sont plus puissants que jamais et ils seront bientôt les maîtres; il n'est que temps de faire des lois de sauvegarde pour la société laïque ». Il faut espérer qu'on ne prêtera plus l'oreille à ces mauvais bergers, ces éternels alarmistes, et que les pouvoirs publics leur répondront résolument : non, l'Etat

n'a rien à voir dans le domaine des consciences, et puis, nous avons trop de choses, trop de grandes choses à faire; nous n'avons plus le temps de manger du curé.

Ce qui nous donne bon espoir pour le lendemain, c'est qu'aujourd'hui déjà, les libres-penseurs indépendants, ceux qui comprennent la liberté de la pensée pour les autres autant que pour eux-mêmes, répudient hautement le sectarisme aveugle qui traite en ennemis tous ceux qui s'inclinent devant un dogme. Un des plus éminents parmi eux, qui est en même temps un des plus courageux, prenait la plume au début de la guerre pour mettre ses amis en face de leurs fautes et les supplier d'inaugurer une ère nouvelle, l'ère de l'apaisement religieux.

Ce libre-penseur, dont personne ne songera à contester l'autorité et l'indépendance, n'est autre que M. Ferdinand Buisson, qui s'exprimait ainsi dans la Revue *La Renaissance*, du 17 août 1915 :

« Pourquoi ne pas laisser à tous le droit de penser comme ils veulent? l'heure venue, ils s'entendront sur le devoir admirablement, c'est l'essentiel.

« De là, l'évidente nécessité d'une politique libérale. L'heure est venue de renoncer au mauvais rêve de l'unité. Apprenons à nous en passer. Il faut promulguer, a-t-on dit, l'Edit de Nantes des partis. Oui, mais pour qu'il ne finisse pas comme l'autre, par une révocation, il faudra un assez profond remaniement dans les mœurs politiques, à commencer par les mœurs électorales....

« Est-il besoin d'ajouter que certaines pratiques d'hier n'oseront pas reparaître, ne fût-ce que par

pudeur ou sous le fouet de la réprobation publique; finies les venimeuses querelles de personnes ou de partis, finies les excitations à l'intolérance, à la suspicion, à la haine entre Français, finies les clameurs intéressées dénonçant le cléricalisme de l'un, l'antipatriotisme de l'autre, finie la politique de clientèle avec ses commerces de bas étage.... »

Supposons le rêve généreux de M. Ferdinand Buisson réalisé, et il le sera parce que le pays pense comme lui, et qu'il se montrera impitoyable demain pour ceux qui voudraient reprendre les batailles sans issue de la veille; la nation, rendue à elle-même, après la formidable épreuve d'où elle n'est sortie qu'à force d'héroïsme et d'union, absorbée par une idée unique et qui dominera tout : vivre d'abord, *primo vivere*, n'écoutera plus les faiseurs de belles phrases et les fabricants de programmes politiques retentissants.

Sans doute, il y aura encore des partis, dans le sens large du mot, c'est-à-dire des hommes qui pourront différer d'avis sur la conduite des affaires publiques, mais il n'y en aura plus pour diviser la nation en deux camps toujours prêts à en venir aux mains; il y en aura comme en Amérique, comme en Angleterre, comme en Suisse, qui lutteront sur le terrain des grands intérêts nationaux et des grandes réformes; ce seront plutôt des Écoles différentes qui, de bonne foi, chercheront les meilleures solutions aux problèmes de l'après-guerre que des armées de combat. Il y aura par exemple les centralisateurs et les décentralisateurs, les étatistes et les partisans de l'initiative individuelle; on sera pour ou contre le régionalisme, pour ou contre la libre échange ou la protection, pour ou

contre tel ou tel système d'impôt, pour ou contre telle ou telle réforme etc., etc.

Sur toutes ces questions se rencontreront ou se combattront des hommes qui hier étaient dans des camps différents et c'est ainsi que par la force des choses les cadres des anciens partis sont destinés à craquer de toutes parts pour faire place à des formations nouvelles où la politique pure jouera un rôle de moins en moins prépondérant.

Il y aura encore de rudes batailles, mais elles ressembleront à celles qui se produisent journellement dans le monde des affaires où chacun défend ses intérêts avec âpreté mais sans éprouver aucune animosité personnelle contre l'adversaire d'un jour qui peut devenir l'ami du lendemain.

***

Il reste cependant un point noir : pour rendre à notre organisme national toute sa puissance de vie, il ne suffira pas de mettre fin à la guerre politique et religieuse qui nous déchire et nous affaiblit depuis trop longtemps, il faudra aussi éteindre une autre guerre qui serait encore plus meurtrière, la guerre sociale, que le fanatisme des Chefs fait tout ses efforts pour raviver et transformer en principe de Gouvernement.

Certes, il n'est personne qui songe à nier l'existence du problème social, qui restera toujours ouvert. L'important, c'est que tous les intéressés, patrons et ouvriers, l'étudient avec une entière bonne foi, sans parti pris, et en ne perdant jamais de vue que la prospérité des industries est la condition

première du bien-être des ouvriers. Ceux-ci devraient avoir toujours sous les yeux cette pensée si profonde de Marc-Aurèle qu'il faudrait inscrire en lettres d'or sur les murs de tous les ateliers : « Ce qui n'est pas bon pour la Ruche n'est pas bon pour l'Abeille. »

Voilà pourquoi il faut proscrire résolument comme une maladie mortelle la guerre de classes, c'est-à-dire la guerre pour la guerre, qui ne peut que ruiner nos industries nationales, les mettre dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence étrangère et engendrer la misère générale pour la masse ouvrière.

Prenons exemple sur ce grand peuple des États-Unis où la loi du travail gouverne tout et purifie tout, où la prospérité générale qui est sans borne est le résultat de l'entente, de la fusion de toutes les classes, parce que toutes les classes comprennent leur devoir de la même façon. Là on n'en veut pas à son voisin parce qu'il est plus intelligent et plus riche, parce qu'on n'ignore pas que le bien-être général ne peut résulter que de la richesse nationale.

Ces idées font maintenant leur chemin en France et la masse de nos ouvriers ne voudra pas se laisser conduire plus longtemps par une minorité à laquelle la guerre n'a rien appris et qui laisserait périr la France pour assouvir sa haine du capital. De nouveaux groupements commencent à se former qui arborent crânement leur drapeau. Détachons du programme d'un de ces groupements quelques idées qui le résument :

« Au mot d'ordre de la lutte des classes : diviser pour régner, nous opposons le nôtre : unir pour

prospérer. Le travail doit s'organiser non en vue d'un bluff profitable pour quelques-uns, mais afin que chacun puisse obtenir la place à laquelle il a droit »...

« Nous adoptons la formule : le maximum de production dans le minimum de temps pour le maximum de salaires. N'oublions pas que la production des bénéfices conditionne leur répartition et qu'il faut se méfier de l'utopie. Quand la théorie supprime les faits, les faits se vengent. »

Ce petit catéchisme dit tout; si on savait bien le faire comprendre aux masses ouvrières, les entrepreneurs de guerre civile prêcheraient demain dans le désert et tous les travailleurs répondraient à l'invitation si juste, si éloquente, de M. le ministre Loucheur en entonnant en chœur l'hymne à la production.

***

Le terrain se prépare du reste tous les jours pour faciliter une évolution pacifique et féconde dans le sens le plus favorable aux intérêts de la classe ouvrière elle-même. Le législateur n'a pas attendu la fin de la guerre pour établir les bases d'accord qui pourraient assurer aux ouvriers « la place à laquelle ils ont droit. »

Le Sénat a abordé le problème dans toute son ampleur sur l'initiative hardie d'un de ses membres les plus laborieux M. Henry Chéron, qui par une série de projets de lois bien enchaînés a esquissé une organisation d'ensemble qui permettra aux ouvriers par des ententes avec les patrons, de réaliser progressivement leur émancipation complète.

La première de ces lois, celle sur les Coopératives ouvrières de production, permet aux ouvriers de devenir à la fois ouvriers et patrons.

Une autre crée des actions de travail qui leur assurent une part dans les bénéfices, et même dans la gestion des entreprises. Vient ensuite la loi sur la capacité civile des Syndicats professionnels qui institue des personnes morales auxquelles elle accorde un patrimoine. Toutes ces lois sont complétées et couronnées par la dernière que le Sénat vient de voter sur le contrat collectif de travail.

L'honorable M. Chéron a clos la discussion de celle-ci par une déclaration qui en fait ressortir l'importance et l'esprit : « Une action syndicale organisée, sage et ordonnée, est infiniment préférable à toutes les interventions abusives de l'Étatisme. Nous n'avons sûrement pas établi la République pour y reconstituer l'État-Roi.... »

« C'est aux associations de travailleurs qui se forment et s'élèvent, prenant peu à peu conscience de leur rôle et de leurs obligations dans la vie économique moderne, qu'il faut remettre, comme à de véritables personnes, les instruments juridiques de capacité et de responsabilité. Les deux mots se lient, car il ne saurait y avoir de droits sans devoir. Puisse la loi que vous allez voter constituer un moyen nouveau de rapprocher le capital et le travail. Jamais cette œuvre de concorde sociale n'a été plus nécessaire. Sans elle l'immense triomphe de la France serait sans lendemain.... »

***

A toutes ces raisons de nous rassurer sur l'avenir, en rendant impossible l'éruption du Volcan bolchéviste qui essaie de faire sauter l'Europe entière, ajoutons-en une dernière, qui est en France d'une force irrésistible. Pour faire contre-poids aux forces dissolvantes, aux éléments révolutionnaires qui tendent à tout désorganiser et à paralyser notre reconstitution nationale, nous possédons heureusement une masse compacte de travailleurs et de producteurs, aux bras robustes et au cœur vaillant, qui cherchent de plus en plus dans leur esprit d'union et dans la solidarité de leurs efforts les moyens de doubler leur puissance de travail et de production, c'est celle de nos agriculteurs du haut en bas de l'échelle.

Le collectivisme ne les a jamais séduit , mais ils s'étaient laissé un instant envahir par un individualisme obstiné qui a aussi ses dangers parce qu'il disperse les forces au lieu de les concentrer et réduit l'individu isolé à une véritable impuissance. Une expérience prolongée a fini par opérer une véritable révolution dans leur esprit et aujourd'hui, dans nos campagnes, tous les yeux se tournent de plus en plus du côté de l'association généralisée qui multiplie les efforts et les ressources de chacun par l'assistance et le concours de tous. Le courant vers l'Union et la paix est aussi fort, on pourrait même dire aussi violent, du côté agricole que le courant de la guerre pour la guerre est impétueux dans les États-majors du parti révolutionnaire.

Ainsi, se dessinent deux mouvements en sens

contraire qui, par la différence des résultats, ouvriront les yeux des plus aveugles. Pendant que les dirigeants du parti collectiviste poussent les ouvriers à la lutte sans merci et coupent tous les ponts derrière eux, au risque de la misère générale, la masse agricole tend au contraire à s'unir et à se fondre pour décupler sa puissance d'action et entrer dans une ère de prospérité indéfinie.

C'est ainsi que l'Association et la Mutualité deviennent de plus en plus le grand distributeur d'énergie qui en pénétrant les dernières couches de la population agricole leur procurera une rémunération toujours plus élevée de leur travail avec plus d'indépendance.

Ce mouvement ascendant d'union réfléchie parti des profondeurs du monde agricole n'a pas dit son dernier mot; il grandit tous les jours, et d'étage en étage il est à la veille de gagner les sommets les plus élevés. Il les avait déjà en partie atteint avec les grandes et puissantes associations qui forment aujourd'hui un magnifique ensemble dont tous les anneaux se relient solidement; nous en avons dressé la liste et nous n'y revenons pas.

Mais ces associations ont surtout en vue l'organisation et la défense de la production agricole au point de vue technique et économique, et elles n'ont pas toujours une force suffisante pour diriger les grands courants d'opinion qui intéressent l'agriculture ou pour vaincre la résistance des Gouvernements dans les questions vitales pour elle. C'est ainsi que l'idée est venue d'ajouter un rouage de plus à l'organisation existante, et de créer une association nouvelle qui pourrait, elle aussi, parler au nom de toute l'agriculture, comme le fait la

Confédération générale du Travail, pour les ouvriers, avec cette différence que tous les agriculteurs seront d'accord pour donner leur confiance à un organe qui les représente, tandis qu'il n'y a qu'une partie des ouvriers embrigadés dans la Confédération générale.

Cette Association, qui a pris le titre significatif de *Confédération générale Agricole*, est constituée par les délégués des associations agricoles existantes et même par des agriculteurs ou ouvriers isolés. M. Pallu de la Barrière, qui en a pris l'initiative comme rédacteur en chef du *Journal le Paysan de France*, où il plaide avec tant de force la grande cause des ruraux, en trace tous les jours les grandes lignes qui se précisent de plus en plus, et qui permettent dès à présent d'entrevoir les contours de l'idée nouvelle.

Il n'entre pas, il ne pouvait pas entrer dans sa pensée d'absorber, par la nouvelle association, la masse de nos sociétés d'agriculture, encore moins les grandes et toutes-puissantes sociétés qui rayonnent sur toute la France et dont l'action est de tous les jours. Elles se sont organisées pour la grande bataille du lendemain de la guerre, et il faut leur laisser toute la liberté de leurs mouvements. Il peut encore moins être question de prendre la place de nos Chambres d'agriculture qui vont diriger et régulariser la marche de notre agriculture dans chaque région.

Il résulterait d'une similitude d'attributions des difficultés, peut-être même des conflits qui paralyseraient l'action du nouveau groupement. Il importe au plus haut degré qu'il n'apparaisse pas comme une société agricole de plus, mais unique-

ment comme une sorte de porte-drapeau de l'agriculture elle-même, chargé en quelque sorte de surveiller l'horizon, et de se porter avec toutes les forces réunies du monde agricole sur tous les points où l'intérêt général exigera une intervention exceptionnelle et un effort décisif.

Il est bien entendu qu'elle sera avant tout professionnelle, qu'elle ne sera que cela et que, ni directement, ni indirectement, elle ne versera dans la politique, ce qui la condamnerait à une impuissance irrémédiable. Si elle venait à apparaître comme une machine de guerre électorale, ce serait sa mort. Il faut que tout le monde y entre sans arrière-pensée ; si elle avait d'autres visées que la défense désintéressée de l'agriculture, elle serait sans autorité et sans influence.

Quant à son programme agricole, on ne peut encore en apercevoir que les grandes lignes, et nous croyons qu'il serait prématur et imprudent de les délimiter dès à présent d'une façon trop rigoureuse. Il dépendra surtout des circonstances et il sera plus prudent, plus sûr, pour la nouvelle association, de marcher à pas comptés et de ne pas aller trop vite pour ne pas être obligée de revenir ensuite sur ses pas.

Il nous paraît que son action devrait être limitée aux grandes circonstances et en quelque sorte commandée par les événements. Prenons quelques exemples pour traduire notre pensée à ce sujet et indiquer le rôle du nouveau groupement tel que nous le comprenons.

On aperçoit tout de suite, par exemple, que, s'il avait existé pendant la guerre, son intervention accentuée aurait pu être d'une efficacité souveraine

pour régulariser le fonctionnement des réquisitions qui ont été pratiquées si souvent de la façon la plus arbitraire, sans que les nécessités militaires aient pu justifier les nombreux abus dont nos agriculteurs ont été victimes; les justes observations d'un groupement parlant au nom de l'agriculture française auraient pu en prévenir beaucoup.

Au lendemain de la guerre et pendant la période de reconstitution qui mettra nos agriculteurs aux prises pour tant de questions avec les pouvoirs militaires et les administrations civiles, que deviendraient nos populations agricoles, réduites à l'état de poussière, en face d'innombrables fonctionnaires trop prompts à la résistance, si on ne leur assurait pas un défenseur général capable de plaider leur cause avec autorité. Il ne s'agit pas, bien entendu, de faire intervenir la nouvelle association à tout propos, mais uniquement quand elle se trouvera en face d'injustices systématiques.

Dans le domaine législatif, son rôle sera le même; la Confédération ne devra élever la voix que pour combattre les mesures et les projets de lois qui seraient de nature à porter atteinte aux grands intérêts de l'agriculture, par exemple en matière d'impôts et d'administration générale.

Enfin, elle aura à protéger le libre développement de l'agriculture, en la défendant contre l'étatisme, contre les abus de pouvoirs, contre la mauvaise direction qui pourrait être donnée aux services de l'agriculture, etc., etc.

Sur le terrain des lois sociales, sa vigilance doit être encore plus en éveil; elle ne devra pas hésiter à livrer bataille au collectivisme sous sa forme agraire, la socialisation de la propriété foncière.

C'est heureusement une utopie qui ne prendra pas aisément racine sur les terres de nos poilus, pas plus, du reste, que sur les autres [1].

Ces indications nous paraissent suffisantes pour donner une idée du programme possible de la nouvelle Confédération. Si elle comprend bien sa mission, elle deviendra comme le couronnement de l'immense édifice qu'il s'agit aujourd'hui de construire de toutes pièces, pour abriter la fortune de la France et la porter aussi haut que possible. Elle contribuera en même temps à l'apaisement général dans le monde du travail, au désarmement des partis et à la fin de la guerre sociale, qui s'éteindra d'elle-même, quand elle ne pourra plus espérer nulle part de point d'appui.

C'est ainsi qu'au-dessus de toutes les questions irritantes, de toutes les batailles d'opinion, de tous les systèmes, finira par se dresser, comme un champ immense de rapprochement et de conciliation, le problème fondamental sur lequel tous les Français, sans distinction de parti, pourront se concentrer sans se heurter, parce qu'il sera le même pour tous, le grand problème de la reconstitution économique de la France et de la reconstruction de sa fortune.

1. Au moment de mettre sous presse on nous annonce la naissance d'une autre grande Association, organisée par le groupe de Défense paysanne de la Chambre des Députés et présidée par l'honorable M. Jean Durand, sous le titre de Ligue des Paysans de France. Son programme est très vaste, trop vaste même, et semble se confondre avec celui de nos grandes Sociétés d'Agriculture.

*
* *

En face des ruines accumulées partout, de l'inquiétude du lendemain qui va assiéger tous les chefs de famille, de la nécessité pour tous les Français de travailler désormais sans relâche, il se fera par la force des choses une détente générale, un oubli de toutes les petites passions de la veille. D'instinct, on se serrera les uns contre les les autres et on se tendra la main pour lutter ensemble contre l'ennemi commun : la détresse générale qui va frapper à toutes les portes sous la forme d'impôts nouveaux, de diminution des fortunes, de réparations des ruines de la guerre.

C'est sous l'empire de ces poignantes préoccupations, de ce souci cuisant de l'avenir que la France va se remettre en marche avec une ardeur sans pareille. Elle ne devra plus avoir qu'une idée qui dominera toutes les autres, celle de panser ses blessures, et de se hausser au niveau des grandes nations qui, après avoir combattu à ses côtés, vont toutes reprendre leur essor sur les champs de bataille du travail.

Mais, pour être à la hauteur de nos nouvelles destinées, nous ne saurions trop le répéter, il faut que nous devenions des hommes nouveaux dans un pays nouveau. Si nous n'avions pas le courage de sortir des ornières du temps de paix, comme l'a si justement dit M. Aristide Briand, dans son grand discours sur la Réforme électorale, si nous nous obstinions à dépenser toutes nos forces dans des luttes misérables, dans des querelles de partis qui s'envenimeraient de plus en plus, si nous ne

faisions pas tout rentrer dans l'ordre en mettant chacun à sa place, en obligeant le Gouvernement à gouverner au lieu de combattre, et les fonctionnaires à administrer dans l'intérêt de tous, sans distinction de personnes ; si, en un mot, nous ne transformions pas nos méthodes gouvernementales et parlementaires de façon à n'avoir plus de forces perdues, nous cesserions d'être une grande nation après avoir été la première puissance militaire et nous nous détruirions de nos propres mains en pleine victoire.

Un pareil suicide n'est pas possible et nous saurons l'éviter en ayant le courage de dépouiller le vieil homme ; l'instinct de la conservation qui est aussi puissant chez les peuples que chez les individus suffira, nous en avons la ferme conviction, à nous préserver de toutes les tentations, de toutes les défaillances, de toutes les passions mesquines qui vont essayer de nous barrer la route.

Ayons donc confiance en nous et ne doutons pas de l'avenir : la France ne mourra pas et l'ennemi héréditaire sera condamné, pour la punition de ses crimes, à assister à son glorieux relèvement. Elle a montré pendant la guerre sa volonté implacable de vaincre ; il faut qu'après la guerre elle affirme sa volonté inébranlable de vivre.

TABLE DES MATIÈRES

IMPRIMERIE LAHURE,
9, RUE DE FLEURUS. — PARIS